

Université Lumière Lyon 2
Institut d'Etudes Politiques de Lyon
École doctorale : Sciences des Sociétés et du droit (SSD)
Laboratoire d'accueil : Triangle (UMR CNRS 5206)
Master Science des Sociétés et de leur Environnement Mention Science Politique
Spécialité Recherche Sociologie Politique (2ème année)
Mémoire de recherche présenté par
Emmanuel PORTE

Mouvements étudiants: construction, enjeux et modes de transmission des références collectives.

Directrice de recherche : Mme Sophie Béroud

Table des matières

Introduction	1
Première partie: Continuité(s) ou césure(s): dix ans d'évolutions et de mobilisations en milieu étudiant (1986-1995)	19
1- Le mouvement contre le projet de loi Devaquet: Un mythe fondateur	20
a) Un mouvement d'ampleur	21
b) L'impact du mouvement sur les organisations	25
c) Le mouvement Devaquet, une expérience fondatrice	29
2- Rapport au politique et action syndicale: crise de représentation et crises internes (1986-1995)	31
a) UNEF-ID: Du succès à la crise	31
b) Rebond communiste, naissance associative	34
3- 1995: un mouvement atypique	35
a) Un contexte de mobilisation	36
b) Un mouvement atypique	38
Deuxième partie: Construction et enjeux des références dans un mouvement étudiant conflictuel et multipolaire	43
1- « Référence », une affaire d'organisation ou de courant?	44
a) 1986: le modèle	44
b) 1995: Entre euphémisme et survalorisation	51
2- Entre référence et héritage	58
a) Le vécu comme grille de lecture du contexte	58
b) Le travail de mémoire et les enjeux politiques	62
Troisième partie: Mémoire étudiante, entre émiettement et subjectivité: Les acteurs et lieux de la transmission des repères historiques	69
1- Une « cohorte militante » génératrice de références collectives	70
a) éléments de définition d'une « cohorte militante »	70
b) Activité et diversité des cultures: le syncrétisme de « cohorte militante »	75
2- Le partage des expériences, un vecteur de production et de transfert des références	79

a) Transmission organisée et formelle .	79
b) Transmission conjoncturelle et/ou informelle .	83
3- Des références collectives à l'histoire en miettes . .	87
a) L'impossible unité des références . .	87
b) Diversité de temporalité et histoire des mouvements étudiants .	91
Conclusion .	97
Bibliographie et sources .	101
Ouvrages de cadrage historique, syndical et politique .	101
Ouvrages généraux sur le milieu et le syndicalisme étudiant . .	102
Ouvrages et mémoires spécifiques aux mouvements et groupes étudiants: .	103
Ouvrages et théories sur les mouvements sociaux .	104
Ouvrages et articles sur l'histoire et la mémoire .	105
Ouvrages et articles sur la question des « générations » . .	106
Méthodes, réflexions théoriques et manuels: .	106
Documentation partisane, essais: . .	107
Annexes: .	109

Introduction

« Ce qui est propre à une histoire de la mémoire, c'est l'histoire de ses modes de transmission. »¹

En germe dans ces propos de Paul Ricoeur, nous trouvons la substantifique moelle de l'aventure universitaire à laquelle nous nous sommes attelée à l'occasion de ce diplôme. L'idée de sonder la mémoire des mobilisations étudiantes pouvait sembler « dépassée » à une époque où le milieu étudiant paraissait relativement apathique, mais l'actualité nous a rattrapé avec le mouvement contre le CPE qui a remis au centre des préoccupations universitaires ce milieu atypique. Essayons, dans ce cadre là, de participer à cet effort de recherche.

Travailler sur les étudiants, leurs mobilisations et leurs organisations n'est pas chose aisée tant il est difficile de considérer ce milieu comme homogène. Néanmoins, comme l'ont dit Claudie Weill et Yolande Cohen dans un article de 1978², « l'émergence d'un mouvement étudiant en tant que force sociale » est un élément important pour saisir les évolutions de la société française au cours du XX siècle. En effet, l'étude du milieu syndical étudiant, de sa mémoire et des références collectives construites et transmises en son sein nous semble être un moyen intéressant de questionner ce qui se joue « dans » et « en dehors » des mobilisations étudiantes. Si Mai 68 reste la référence

¹ RICOEUR (Paul), *La mémoire, l'histoire et l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, pp 503-504.

² COHEN (Yolande) et WEIL (Claudie), « Les mouvements étudiants: une histoire en miettes », *le Mouvement social*, n°120, 1982, p. 3-11.

commune la plus marquante, il n'en reste pas moins qu'un certain nombre d'autres mouvements étudiants a souligné le poids des mobilisations de jeunesse dans la vie politique française. Des mobilisations contre la guerre d'Algérie au mouvement contre le CPE, le mouvement syndical étudiant, dans sa diversité, a joué un rôle majeur qui s'est construit à la fois sur les moments conjoncturels particuliers que sont les luttes étudiantes mais aussi sur les organisations syndicales qui revendiquent incarner la continuité et la quotidienneté de l'engagement. Pour ces raisons, la période que nous allons couvrir dans ce travail, de 1986 à 1995, est balisée par deux mobilisations de la jeunesse dont la nature et l'ampleur différentes nous permettront de voir quels sont les enjeux liés au vécu et à l'histoire des mouvements étudiants. Le premier de ces deux mouvements a lieu en novembre-décembre 1986 et avait pour objet le rejet du projet de loi Devaquet. Le deuxième, est celui de l'hiver 1995 qui a précédé de quelques semaines le mouvement salarié contre le plan Juppé. Nous proposons ici un « va et vient » entre ces deux mouvements, en passant par les mobilisations intermédiaires de cette période, à travers la mémoire qu'entretiennent à leur égards les responsables syndicaux étudiants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE³.

Un objet familier et donc complexe

Le choix de travailler sur le milieu étudiant n'est pas le fruit du hasard et trouve ses origines dans notre parcours universitaire et militant. Le début de notre parcours universitaire, effectué en histoire, en parallèle d'une expérience syndicale étudiante de plusieurs années, nous a donné l'envie de questionner cet objet particulier que sont les mouvements étudiants et leur(s) mémoire(s). La proximité personnelle avec l'objet de recherche présente l'avantage de faciliter l'accès aux sources (entretiens, archives,...). En effet, notre parcours militant (de 1999 à 2004) nous a permis de « remonter » plus facilement les réseaux (politiques, syndicaux, associatifs...) pour réussir à rencontrer les responsables nationaux, en 1995, des deux principales organisations syndicales étudiantes qu'étaient l'UNEF-SE et l'UNEF-ID. Cela permet également une meilleure connaissance du milieu et de ses codes. En réalité, le milieu syndical étudiant est marqué par une rotation rapide des effectifs qui rend difficile la continuité et à la construction collective de projets à long terme. Cela a pour conséquence de faire de ce milieu un espace où seuls les militants les plus aguerris ou les plus actifs sont à même de créer et de comprendre l'ensemble des codes et enjeux « cachés » derrière l'activité quotidienne. L'enjeu de notre travail de recherche sera de faciliter ce décodage sans l'orienter volontairement vers une lecture univoque. En effet, parce que le chercheur n'est pas en dehors de toute influence ou de toute prédisposition, il faut être attentif à ne pas faire des raccourcis militants des postulats de recherche. Le risque est grand d'intégrer les grilles de lectures du milieu (forcément subjectives) acquises lors du parcours militant, dans la formulation même des questions posées ou dans le choix des axes de la recherche. De la même manière, nous avons essayé de faire en sorte de ne pas questionner seulement les personnes de notre « carnet d'adresse », ce qui aurait eu pour conséquence fâcheuse de biaiser la représentativité, ayant été membre d'un courant minoritaire.

Fort de cette expérience, notre choix d'objet de recherche s'est orienté vers la

³ Elles sont, sur cette période, les deux principales organisations syndicales étudiantes sur les campus.

production et la diffusion des références et valeurs collectives en oeuvre dans les organisations syndicales étudiantes. En effet, le milieu syndical étudiant n'est pas doté, à la différence des organisations syndicales salariés, de structures solides et pérennes pour proposer des grilles de lecture de l'histoire (institut de formation,...). Mais comme le dit l'adage « qui n'a pas de passé, n'a pas d'avenir ». Les organisations syndicales étudiantes, conscientes de ce fait, mettent en oeuvre des processus divers et complémentaires pour construire et transmettre des références, des valeurs voire une réflexion construite sur leur propre histoire et sur celle du mouvement étudiant entendu dans un sens plus large. Nous souhaitons dans ce travail questionner ce processus dans la mesure où il nous semble central pour comprendre à la fois ce qui fait tenir ensemble des personnes aux orientations parfois très contradictoires, mais aussi parce que cela permet de mieux saisir ce qui préside aux positionnements des différentes organisations et des différents courants dans le cadre, plus exceptionnel, de la mobilisation. Pour cela, nous avons donc fait le choix de travailler le lien, la continuité et les ruptures mémorielles autour des mouvements de 1986 et 1995 qui apparaissent, aux yeux de nombreux militants, comme des bornes ou des étapes dans l'histoire des mouvements étudiants, des organisations syndicales étudiantes et des militants. Ainsi, une telle démarche s'inscrit dans le champs de la sociologie politique dans la mesure où elle s'appuie sur une analyse du milieu étudiant, sur la compréhension des aspects liés à la socialisation individuelle et collective, et sur celle des mouvements sociaux, dans leur forme comme dans leur contenu. Ainsi, elle entend également mettre en oeuvre les outils de compréhension du fonctionnement collectif de la mémoire.

Les spécificités du milieu syndical étudiant

Depuis la Charte de Grenoble en 1946, l'UNEF a pris une orientation syndicale⁴ faisant des mouvements étudiants un élément important son action et de son histoire. Le passage par un mouvement étudiant devient alors un aspect important de l'identité syndicale (individuelle et collective) et le reste encore aujourd'hui. Dès lors, il nous faut dire quelques mots des caractéristiques de ce milieu tant il joue un rôle dans les mouvements de 1986 et de 1995 que nous avons étudiés.

Les spécificités des organisations syndicales étudiantes que sont l'UNEF-ID et l'UNEF-SE renvoient, en partie, à la particularité de leurs structurations. L'UNEF-SE est composée principalement de responsables communistes par ailleurs membres de l'Union des Étudiants Communistes, de la Jeunesse Communiste et du Parti Communiste Français. L'UNEF-ID, depuis sa création en 1980 est le fruit de l'alliance de courants issus du Parti Socialiste et de courants d'extrême gauche, principalement le Parti Communiste Internationaliste mais aussi la Ligue Communiste Révolutionnaire. Cela a des conséquences sur l'existence des sous groupes syndicalo-politique dans les organisations. Ainsi, l'UNEF-ID fonctionne selon le principe de « droit de tendance »⁵. Chaque groupe constitue une « tendance » en interne de l'UNEF-ID (même le courant majoritaire s'appelle « tendance majorité nationale »; il garde d'ailleurs ce nom quelque soit la majorité). Ainsi, le fait d'être constitué en « tendance » donne le droit à une

⁴ Pour plus de détails sur cette question. MORDER (Robi), coord, *Naissance d'un syndicalisme étudiant. 1946: La charte de Grenoble*, Paris, Syllepse, 2006.

représentation interne officielle dans les instances de l'organisation (Bureau National, Commission Administrative, Commission de contrôle,...) et à une expression propre via un temps de parole dans les rendez vous collectifs (Collectifs Nationaux, Congrès). Ces répartitions de représentation dans la structure se fait en pondération des résultats obtenus au dernier congrès (même si cela résulte de négociations entre les « tendances » minoritaires et la « majorité nationale »). Pour l'UNEF-SE, le fonctionnement est bien plus informel puisqu'il n'existe officiellement aucune reconnaissance pour les courants minoritaires et encore moins de « droit de tendance ». Néanmoins, cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas de désaccords. Sur la période qui nous intéresse, les opposants sont rassemblés dans un groupe appelé « opposition UNEF » qui comprend des militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire, des rénovateurs de l'UEC et des militants libertaires (Issu de Pour un Syndicalisme Autogestionnaire principalement)⁶. Même s'il n'y a rien d'officiel, il y a une reconnaissance, de fait, de cette minorité dans l'organisation mais avec la règle aléatoire du « bon vouloir » de la direction. Cette présentation très rapide du fonctionnement interne des organisations étudiantes entre 1986 et 1995 nous montre la diversité des représentations politiques qui coexistent dans ces deux organisations. De fait, cela a des conséquences importantes sur l'attitude des responsables étudiants vis-à-vis des mouvements et de leur mémoire.

A cela s'ajoute la rotation rapide des effectifs militants qui rend plus difficiles les projets à long terme comme on peut les connaître dans le syndicalisme salarié. Dès lors, il paraît plus compréhensible que les organisations étudiantes, et les courants qui les composent, s'orientent vers des stratégies « mouvementistes »⁷. De ce point de vue, les mouvements étudiants rythment la vie des organisations syndicales et constituent des moments de formation, de recrutement (plus ou moins important) et de valorisation très importants. Les structures sont plus fragiles que dans le monde syndical salarié et cela a tendance à conférer une dimension mémorielle non négligeable aux mobilisations. Dans la recherche du mouvement, les mobilisations précédentes forment des points de repères auxquels les organisations et les militants s'identifient (en s'en rapprochant ou en s'en distinguant).

En outre, un élément important qui rajoute à la particularité du syndicalisme étudiant est celui du décalage temporel et universitaire de ses « cadres ». Les responsables syndicaux de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE que nous avons rencontrés ne sont pas représentatifs, ni des étudiants, ni des simples adhérents du syndicat dans leurs préoccupations quotidiennes, leurs rythmes de vie et leur rapport à l'institution

⁵ Rappelons que la reconnaissance du « droit de tendance » est assez rare dans les organisations syndicales françaises. Interdit dans les confédérations, le droit de tendance a progressivement été institué dans la FEN sous l'impulsion des militants communistes d'Unité et Action. Il a été repris dans la FSU lors de sa création en 1994. Cf. MOURIAUX (René), *Crises du syndicalisme français*, Paris, Montchrestien, 1998.

⁶ Cette diversité de départ va s'étioler progressivement et la LCR va asseoir son hégémonie dans « l'opposition UNEF ».

⁷ Nous reprenons ici ce terme de la catégorisation de MORDER (Robi), *Revendications-négociations: débat et pratiques dans le mouvement syndical étudiant en France (1976-1988)*, DEA de science politique sous la direction de M. Dobry, Paris X Nanterre, 1989.

universitaire. De fait, ces responsables ont, pour beaucoup, un parcours militant compris entre sept et quinze ans. Cela les situe bien au delà de la moyenne de fréquentation d'un établissement de l'enseignement supérieur pour un étudiant (ou même d'un adhérent ou militant d'occasion). Ainsi, ils produisent des actions et des discours qui, renforcé par le fait d'appartenir à une organisation, les amènent à replacer leurs souvenirs dans un temps propre.

Le dernier élément à porter au crédit de la spécificité des mouvements étudiants réside dans la complexité du rapport au politique. Nous y reviendrons de manière plus précise au cours de notre travail, mais le syndicalisme étudiant est trop souvent considéré comme une « courroie de transmission » pour des organisations politiques « adultes ». La réalité est beaucoup plus subtile dans la mesure le milieu syndical étudiant, par sa volonté de faire du syndicalisme de masse, est amené à une forme de syncrétisme des cultures et des pratiques qui lui confère une certaine autonomie. De ce point de vue, les mouvements sont des objets particuliers d'affrontement entre les groupes syndicalo-politiques qui composent les syndicats étudiants. En devenant un enjeu, ces mouvements étudiants acquièrent eux aussi une autonomie réelle, que ce soit dans l'action ou dans la mémoire.

Ces caractéristiques fondamentales du milieu syndical étudiant nous semblent porter en elles les raisons de notre intérêt pour la mémoire de ces mouvements tant elles les rendent à la fois autonomes et traversés d'enjeux politiques, syndicaux et historiques complexes.

De l'histoire des mouvements sociaux à une sociologie de la mémoire des luttes

La question des mouvements étudiants des vingt dernières années a été peu abordée dans la littérature scientifique. En effet, à notre connaissance, seuls les mémoires d'Isabelle Vazeilles⁸ et de Jean Daniel Lévy⁹ traitent exclusivement du mouvement de 1995, et avec, pour la première, une approche orientée sur la sociologie de l'engagement; et pour le second, un questionnement centré sur les coordinations comme moyen de mobilisation. Par ailleurs, au cours de nos recherches et de nos discussions dans le cadre du Groupe d'Etudes et de Recherche sur les Mouvements Étudiants (GERME¹⁰) nous avons constaté que les principaux travaux de recherche relatifs aux mouvements étudiants ont été consacrés à des périodes plus anciennes ou n'abordent que furtivement les années 1990. L'ouvrage synthétique de référence le plus

⁸ VAZEILLES (Isabelle), *Engagement étudiant, à propos de quelques réflexions sur le mouvement étudiant de novembre-décembre 1995*, Paris, Mémoire de DEA à Paris I, 1996.

⁹ LEVY (Jean-Daniel), *Les coordinations, émergences et développement. Étude à partir des mobilisations de la jeunesse scolarisée*, DEA de sociologie politique sous direction de Isabelle Sommier, Université Paris I, 1997.

¹⁰ Créé en juin 1995, le GERME a vocation à regrouper toute personne qui mène, dans un cadre universitaire ou non, des recherches sur les mouvements étudiants et de jeunes, dans la diversité de leurs approches disciplinaires et problématiques. Association de chercheurs, le GERME vise à organiser des recherches collectives, à faciliter la mise en réseau ainsi que l'échange entre chercheurs et à en publier résultats, contributions, actes de séminaires, colloques et autres rencontres. Dans la même dynamique de construction des mouvements étudiants comme nouveau domaine de recherche, le GERME contribue également à sauvegarder et valoriser les sources existantes sur ces mouvements étudiants.

récent sur l'histoire du monde étudiant, celui de Didier Fischer¹¹, n'analyse qu'à peine le mouvement étudiant de 1995 (3 pages pour traiter de 1986 à 1995) et pas du tout la période qui suit. Néanmoins, même si peu des travaux traitent directement des mobilisations étudiantes sur cette période, un certain nombre d'autres recherches existent et devront être mobilisées dans le cadre de notre travail. Ces travaux mobilisent tant la sociologie, l'histoire que la science politique et nous permettront de questionner les axes de notre recherche que sont le travail sur la mémoire, le travail sur les mouvements et l'expression de leur liaison dans différents cadres de socialisation militante (organisations, mobilisations,...). Ces travaux s'organisent en plusieurs grands ensembles:

Un premier axe de lecture — que nous allons mobiliser pour étayer nos réflexions — concerne la notion de « génération ». Rendu célèbre par l'ouvrage en deux volumes *Génération* de P.Rotman et H.Hamon¹², cette notion mérite d'être repensée et redéfinie. Elle questionne le monde universitaire dans sa diversité selon que l'on l'utilise comme un cadre temporel (classe d'âge) ou comme un cadre d'action (dans ce cas, cela renvoie peut être davantage à l'idée de cohorte)¹³. La question de la « génération », abordée sous le prisme de la classe d'âge, nous paraît être une approche un peu réductrice pour expliciter le phénomène étudiant dans la mesure où ce découpage reste artificiel¹⁴ et ne semble pas décrire l'ensemble des dimensions d'une génération militante en milieu étudiant. Nous essaierons donc dans ce travail de développer une définition plus précise et plus circonstanciée à notre objet en nous appuyant sur une lecture critique des travaux sociologiques et historiques de Karl Mannheim¹⁵ et en la prolongeant grâce à des réflexions issues des travaux de Vincent Drouin¹⁶.

Le deuxième axe de travaux qui nous intéresse concerne la question de la mémoire et de sa transmission dans le cadre des mobilisations et/ou des organisations. Ici, les travaux pionniers de Maurice Halbwachs¹⁷ sur la mémoire collective pourront être une base théorique à une réflexion empirique et critique appliquée au milieu étudiant car ils apportent des éléments importants sur la dimension collective et interactive de la construction des références communes. De la même manière, les travaux de Marie Claire Lavabre¹⁸ traitant du poids de l'organisation sur la fabrication de la mémoire et l'histoire collective, et ceux de Roger Bastide¹⁹ constituent une source de questionnement riche

¹¹ FISCHER (Didier), *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2000.

¹² HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), *Génération* (2 tomes), Paris, Seuil, 1988.

¹³ MORDER (Robi), *op cit*, 1989.

¹⁴ BOURDIEU (Pierre), « La jeunesse n'est qu'un mot » in *Questions de sociologie*, Paris, Editions de Minuit, 1980, pp. 143-154.

¹⁵ MANNHEIM (Karl), *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990.

¹⁶ DROUIN (Vincent), *Enquêtes sur les générations et la politique (1958-1995)*, Paris, L'harmattan, 1995.

¹⁷ HALBWACHS (Maurice), *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Alcan, 1925. HALBWACHS (Maurice), *La mémoire collective* (édition critique établie par Gérard Namer), Paris, Albin Michel, 1997.

pour tenter de mieux comprendre comment se jouent les enjeux de transmissions entre les individus et leur structure dans laquelle ils militent. Même si la structure est composée d'individus, elle joue un rôle d'organisation se dotant peu à peu de sa propre histoire, d'une existence différenciée de celle des acteurs qui la font vivre²⁰. De fait, la mémoire institutionnelle ou organisationnelle participe à la construction complexe de la mémoire collective. Dans la continuité de ces travaux enfin, nous nous appuyons sur l'ouvrage de Gérard Namer²¹ à propos de la singularité d'un mouvement étudiant. Il nous montre qu'un mouvement étudiant développe des spécificités en terme de temporalité, de structuration et de continuités politiques. Ses conclusions sur le mouvement de 1986, même si elles sont critiquables pour un certain nombre d'entre elles²², n'en restent pas moins importantes par les questions qu'elles soulèvent (sur la particularité de la mobilisation: rapport au pouvoir, mutualisation des vécus, rapport au politique...) sur le lien entre action et projet, et donc entre histoire et mémoire²³.

L'ensemble de ces travaux doivent nous permettre de développer une réflexion théorique sur la manière la plus adéquate de traiter de la transmission d'une mémoire étudiante dans le cadre de structures permanentes (les organisations syndicales étudiantes) et temporaires (les mobilisations et leurs modes d'auto-organisation). Ainsi, nous nous placerons dans un héritage critique de Maurice Halbwachs en essayant de comprendre comment la mémoire étudiante se construit et se transmet dans un milieu où les militants changent rapidement et les organisations sont relativement « fragiles ».

En revanche, pour questionner la mémoire, nous mettrons de côté les travaux aux dimensions cognitives²⁴ dans la mesure où elles nous permettent moins directement de saisir « ce qui lie les individus dans leurs interdépendances »²⁵ a fortiori parce que notre travail est appuyé sur un recours aux entretiens et archives. Par ailleurs, il n'agit en rien de minorer ces travaux qui apportent beaucoup à la critique des ouvrages fondateurs sur

¹⁸ LAVABRE (Marie Claire), *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presse de la FNSP, 1994.

¹⁹ BASTIDE (Roger), *Les religions africaines au Brésil*, PUF, 1960

²⁰ Pour une réflexion critique sur la façon de penser les institutions entendues au sens large : DOUGLAS (Mary), *Comment pensent les institutions*, Paris, La Découverte, 2004.

²¹ NAMER (Gérard), *Mémoire et projet du mouvement lycéen-étudiant de 1986-1988*, Paris, L'harmattan, 1990.

²² Nous essaierons de montrer que l'explication de l'importance de la mémoire entretenue à l'égard de 1986, ne réside pas uniquement dans une logique partisane de type « courroie de transmission » par le groupe de direction de l'UNEF-ID qui voudrait réinvestir l'héritage de la mobilisation en politique mais qu'elle est aussi le fruit d'une construction issue d'un vécu commun fort.

²³ LE GOFF (Jacques), *Histoire et mémoire*, Paris, Folio histoire, 1988.

²⁴ GAONAC'H (Daniel) et LARIGAUDERIE (Pascale), *Mémoire et fonctionnement cognitif*, Paris, Armand Colin, 2000, 284p. KEKENBOSCH (Christiane), *La mémoire et le langage*, Paris, Armand Colin (coll 128, n°74).

²⁵ Au sens de ELIAS (Norbert), *Qu'est ce que la sociologie*, Paris, Editions de l'Aube, 1991 (1ère ed 1970), pp7-32.

le fonctionnement de la mémoire qui tentaient d'allier psychologie naissante et philosophie²⁶ par des explications de l'articulation entre des phénomènes sociaux et le fonctionnement cérébral²⁷. De ce point de vue, la meilleure compréhension du fonctionnement cérébral lors du rappel des souvenirs, en lien étroit avec l'environnement, a alimenté notre réflexion sur la conduite des entretiens²⁸. Par ailleurs, les travaux issus de la sociologie du groupe étudiant²⁹, seront mobilisés à la marge, pour mieux comprendre et décrire le milieu étudiant dans lequel évoluent les responsables syndicaux que nous avons rencontrés. La lecture de ces travaux nous a permis de penser le cadre général (temporel, social,...) des moments de déroulement de ces mouvements étudiants.

Le troisième axe est celui de la socialisation. Dans ce vaste champ d'investigation, balisé par les travaux fondateurs, en France, d'Annick Percheron³⁰, nous avons constaté, comme l'avait fait avant nous et de manière synthétique Daniel Gaxie³¹ ou Alfredo Joingnant³², qu'une masse de travaux se sont attachés à voir la place de la famille ou de l'école dans la socialisation, laissant un peu de côté le « moment étudiant » de la vie (lequel concerne pourtant près de 2,5 millions d'étudiants aujourd'hui³³). L'aspect qui nous a le plus intéressé est lié à cette préoccupation puisque le milieu étudiant est à la fois le prolongement direct pour un certain nombre de jeunes de la socialisation familiale et scolaire, mais il est aussi le lieu de l'émancipation par l'autonomie acquise par certains dans des aventures collectives (mouvement, association, syndicat,...). Ainsi, les travaux sur la socialisation politique nous seront utiles pour comprendre comment l'engagement militant étudiant est un cadre de socialisation fort. Néanmoins, et c'est peut-être une spécificité du milieu étudiant, la socialisation militante étudiante et les trajectoires individuelles des responsables sont le fruit d'un phénomène que nous qualifierons d'« autonomisation dans la construction »³⁴. « Autonomisation » individuelle dans la recherche et l'expression d'une spécificité de l'engagement mais aussi « construction »

²⁶ Nous pensons notamment à la réflexion critique sur les travaux d'Henri Bergson que nous permis la lecture de cette partie de la littérature. Voir BERGSON (Henri), *Matière et mémoire*, Paris, PUF, 2004

²⁷ C'est également pour critiquer ces observations de Bergson, que Maurice Halbwachs développe sa sociologie de la mémoire.

²⁸ Les procédés de « réactivation » des souvenirs apparaissent empiriquement observables lors des entretiens.

²⁹ LAPEYRONNIE (Didier) et MARIE (Jean Louis), *Campus blues: les étudiants face à leurs études*, Paris, Seuil, 1992 FELOUZIS (Georges), *La condition étudiante. Sociologie des étudiants et de l'université*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, 300p GALLAND (Olivier) et OBERTI (Marco), *Les étudiants*, Paris, Editions La découverte, 1996.

³⁰ PERCHERON (Annick), *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993.

³¹ GAXIE (Daniel), « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *RFSP*, Vol 52, n° 2-3, Avril-juin 2002, p 145-178.

³² JOINGNANT (Alfredo), « La socialisation politique. Stratégies d'analyse, enjeux théoriques et nouveaux agendas de recherche », in *RFSP*, Vol 47, n°5, 1997, p 535 -559.

³³ Site de l'Observatoire national de la Vie Étudiante. Voir www.ove-national.education.fr

dans la mesure où cette socialisation militante, saisie au niveau individuel, est le fruit d'un processus collectif, dans les organisations comme dans les mouvements. De ce point de vue, l'ensemble de la littérature sur la socialisation militante concerne notre sujet.

Enfin, et même si très peu de travaux traitent directement des mouvements étudiants, nous pourrions également appuyer nos réflexions sur la littérature concernant les mobilisations collectives³⁵. En posant la question des ressources individuelles investies dans l'action collective, de la transformation de ces ressources via l'engagement et l'action³⁶, et des « carrières militantes »³⁷, ces recherches nous incitent à réfléchir en termes de trajectoires et de temporalités. Elles nous permettent de penser aussi les formes de professionnalisation des responsables syndicaux étudiants et par là même, leur rôle dans les processus de transmission et à la cristallisation d'une mémoire organisationnelle³⁸. Pour tenter de compléter ces approches, souvent centrées sur les individus et leurs choix (même si le choix engage un groupe), nous essaierons d'intégrer les apports des travaux sur la reproduction des inégalités sociales en milieu étudiant en montrant combien l'enjeu de la transmission de la mémoire dans ce milieu est aussi un outil de socialisation politique forte qui s'appuie sur des pratiques collectives mais qui participe aussi de la reproduction des positionnements sociaux³⁹.

A ces trois axes, nous pourrions ajouter également l'ensemble des travaux sur le mouvement de novembre-décembre 95 dans la mesure où l'émergence d'un mouvement salarié d'ampleur a donné une forme particulière au mouvement étudiant⁴⁰. Nous essaierons de voir dans quelle mesure le mouvement étudiant a été le signe

³⁴ La vérification de cette hypothèse traverse notre travail. L'idée est que la construction progressive d'une autonomie des mouvements étudiants entraîne un phénomène de socialisation propre à cette expérience collective.

³⁵ Pour une synthèse récente: MATHIEU (Lilian), *Comment lutter ? Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004.

³⁶ COLLOVALD (Annie), « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants » in COLLOVALD (Annie), dir, *L'Humanitaire ou le management des dévouements*, Rennes, PUR, 2002, pp. 177-229.

³⁷ FILLIEULE (Olivier), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *RFSP*, vol. 51, n° 1-2, février-avril 2001, pp. 199-215 FILLIEULE (Olivier), dir, *Devenir militants*, Paris, Belin, 2004 FILLIEULE (Olivier), dir, *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.

³⁸ JUHEM (Philippe), « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », in *Revue Française de Science Politique*, n° 1-2, 2001, pp. 131-153.

³⁹ BOURDIEU (Pierre) et PASSERON (Jean-Claude), *Les Héritiers: Les étudiants et la culture*, Paris, Editions de Minuit, 1994. SNOW (David), « Analyse de cadres et mouvements sociaux » in CEFAL (Daniel), TROM (Dany), dir, *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes politiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001

⁴⁰ BEROUD (Sophie) et MOURIAUX (René), dir, *Le souffle de décembre. Le mouvement de décembre 1995: continuités, singularités, portée*, Paris, Syllepse, 1997. LE GOFF, (Jean-Pierre) et CAILLE (Alain), *Le tournant de décembre*, Paris, La Découverte, 1996. LENEVEU (Claude) et VAKALOULIS (Michel), dir, *Faire mouvement. Novembre-décembre 1995*, Paris, PUF, 1998. TOURAINE, (Alain), *Le grand refus (réflexions sur la grève de décembre 1995)*, Paris, Fayard, 1996.

avant-coureur d'un mouvement plus large qui émerge dans un contexte syndical et politique particulier. De plus, le mouvement salarié de 1995 est une date importante tant par l'ampleur du mouvement que par les controverses politiques et universitaires⁴¹ qu'il a pu susciter. Nous essaierons de voir s'il en est de même pour le mouvement étudiant et comment cela a pu s'organiser.

Fort de ces axes de lecture et de réflexion sur la littérature existante, nous souhaitons proposer une approche des mouvements étudiants de 1986 et de 1995 qui permettent de questionner le moment, les acteurs et la mémoire de cette/ces expérience(s).

La réception des mobilisations au sein du mouvement syndical étudiant comme processus complexe de construction de références collectives

Pour tenter de bien comprendre comment nous avons construit notre problématique, nous voudrions revenir sur quelques apports théoriques fondamentaux qui ont nourris notre questionnement.

Le premier auteur sur lequel nous souhaitons nous arrêter n'est autre que Maurice Halbwachs. Élève de Henri Bergson, disciple d'Emile Durkheim et homme d'une grande curiosité pluridisciplinaire, Maurice Halbwachs est le père de la réflexion sociologique sur la mémoire collective. Dans son ouvrage majeur, *Les cadres sociaux de la mémoire*⁴², il dit vouloir « vouloir poser les bases théoriques d'une sociologie de la mémoire » en présentant un modèle dans lequel le collectif s'impose à la mémoire par des phénomènes de reconstruction contextualisées. A travers ce projet, il arrive à trois observations principales qui nous concerne au premier plan. Premièrement, via une critique de Henri Bergson et de Charles Blondel, il évoque le fait que la mémoire individuelle est le cadre biologique par lequel existe la mémoire collective. Elle est le lieu de conservation des souvenirs. Cet élément nous paraît fondamental tant il est important de considérer que les collectifs sont composés d'individus. Cela permet d'éviter la réification du groupe sans pour autant amoindrir le poids de celui ci sur les mémoires. Le choix de procéder par les entretiens est en adéquation avec cette observation parce que la mémoire individuelle est le moyen pour le chercheur de tenter d'accéder à la mémoire collective. Deuxièmement, il a montré l'existence de « cadres sociaux » que constituent les différents groupes et les différentes communautés de valeurs dont les individus qui composent le groupe étudié sont membres. De ce point de vue, le travail sur les responsables étudiants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE que nous avons effectué se doit de prendre en compte la pluralité des engagements des acteurs (politique, associatif...). Cela est central car les différents « cadres militants » jouent un rôle de socialisation important, comme nous le verrons, et interviennent dans la construction des références mémorielles. Troisièmement, il insiste sur le fait que c'est l'interaction entre ces cadres qui fait qu'un groupe ou qu'une communauté de valeur revêt plus ou moins d'importance dans la remobilisation d'une référence. Nous souhaitons prendre en compte ces liens, souvent conflictuels, qui unissent dans une même recherche de référence, les membres de notre panel au travers des organisations et courants dans lesquels ils interagissent.

⁴¹ On pense ici aux prises de positions publiques et contradictoire de Pierre Bourdieu et d'Alain Touraine.

⁴² Avant propos de HALBWACHS (Maurice), *op cit*.

A travers ces trois éléments, Maurice Halbwachs nous a donné les bases théoriques de notre travail en ce qui concerne la construction, par les individus de manière conjointe (interdépendance des individus) et collective (interactions des groupes), des références aux mouvements étudiants de 1986 et 1995.

Une autre figure de la sociologie de la première moitié du XX^{ème} siècle nous a apporté des éléments de réflexion fondamentaux pour l'élaboration de notre questionnement. En complément du questionnement sur la mémoire collective et ce qu'elle représente comme liant pour des syndicalistes étudiants, Karl Mannheim⁴³ nous a permis de prendre en considération la dimension évolutive de ce phénomène à travers le concept de « génération ». Longtemps craint de bon nombre d'historiens et souvent utilisé de manière réductrice (soit considéré comme une cohorte statistique, soit comme une classe d'âge)⁴⁴ par certains démographes, le terme de « génération » porte à controverse mais recèle un intérêt que nous pensons non négligeable pour notre réflexion. En effet, Karl Mannheim a montré l'importance de la prise en compte de la contemporanéité d'un événement dans le phénomène générationnel⁴⁵. Cet élément est important parce qu'il crée du vécu commun: l'intériorisation et les souvenirs sont individuels mais l'événement est commun. A ce facteur, par ailleurs observé par de nombreux historiens⁴⁶, il intègre des dimensions de réflexions sociologiques et temporelles. Il propose de distinguer plusieurs niveaux de temporalité (situation de génération, ensemble générationnel et unité de génération) qui constituent des étapes dans l'émergence d'un phénomène générationnel qui se matérialise par des évolutions sociologiques et politiques entraînant la construction de groupes. Même si nous présenterons quelques critiques à cette modélisation au cours de notre travail⁴⁷, il nous semble important de noter qu'il exprime ici des enjeux importants. En mettant au centre de ces préoccupations, la question de la temporalité en lien avec le renouvellement des lieux et des formes de l'action, il a nourri notre réflexion sur une approche des mouvements étudiants. Ainsi, la question de la « génération » et surtout de son évolution et de son renouvellement dans le milieu syndical étudiant nous est apparue comme un passage obligé pour lier la mémoire collective aux individus qui la construisent et la véhiculent.

Les apports théoriques de ces deux auteurs, en adjonction aux éléments de connaissance glanés dans les références indiquées précédemment dans la littérature scientifique, nous ont amené à préciser notre problématique. En considérant les spécificités du milieu syndical étudiant nous avons souhaité travailler sur les références

⁴³ MANNHEIM (Karl), *op cit.*

⁴⁴ AZEMA (Jean Pierre), « La clef générationnelle », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, Vol 22, n°22, Année 1989, pp3-10.

⁴⁵ De fait, plusieurs classes d'âge peuvent être marquées par un même événement.

⁴⁶ Marc Bloch parle de « communauté d'empreinte » pour décrire le traumatisme de la Première guerre mondiale. Voir BLOCH (Marc), *L'étrange défaite*, Paris, Armand Colin, 1957, pp215-216.

⁴⁷ Nous expliquerons notre choix d'écartier le terme de « génération » pour un autre dans la troisième partie. En nous appuyant sur les travaux de Gérard Namer, nous ferons aussi un retour sur la question dans la temporalité d'un mouvement étudiant.

aux mouvements étudiants de 1986 et de 1995, en essayant de voir comment elles sont construites, réinterprétées et transmises. De fait, questionner les enjeux et les modes de transmission des références aux mouvements étudiants nous a semblé être un moyen pertinent de mieux comprendre ce qui se joue à travers la mémoire collective qu'expriment et construisent les responsables syndicaux étudiants. Notre choix de traiter des mouvements de 1986 et de 1995 est en réalité l'idée de questionner la mémoire du mouvement Devaquet au regard de celui de 1995, c'est à dire d'opérer un « va et vient » dans la mémoire pour saisir la nature et le statut de ces mouvements pour les responsables ainsi que leur importance pour la construction du militantisme syndical. Ainsi, nous avons centré nos entretiens autour de responsables ayant eu un rôle dans l'un et/ou dans l'autre des mouvements mais à des niveaux différents.

Ainsi, nous essayerons de voir en quoi ces mouvements sont des références à des niveaux et dans des temporalités différentes en s'intéressant à la mémoire que les responsables entretiennent à leur égard sur le fond (impact et déroulement du mouvement) comme sur la forme (lieux et moyens de transmission de la référence). En effet, travailler sur la mémoire sans s'attacher à la conjoncture paraît être une approche vouée à l'échec pour étudier le milieu étudiant car la capacité des acteurs à mobiliser des références est amplement fonction du contexte et des organisations auxquelles ils appartiennent. De la même manière, faire appel aux souvenirs militants n'a pas d'intérêt en soi si ce n'est pas pondéré par la prise en compte sérieuse du contexte de création de ces souvenirs. Ainsi, on peut penser qu'il est intéressant de questionner les mouvements étudiants parce qu'ils semblent être des moments particuliers de mutualisation des expériences et de reconstruction de la mémoire. De ce point de vue, l'organisation (la structure), le moment (le contexte) et les acteurs (individuel et collectif) constituent le tryptique d'une compréhension conjointe des mouvements et de leur mémoire. Nous souhaitons nous arrêter sur les mouvements étudiants de 1986 et 1995 parce qu'ils sont des moments particuliers mais aussi parce qu'ils sont l'objet de références dans le milieu syndical étudiant.

De plus, questionner la mémoire et les phénomènes de transmission de celle-ci est une question importante pour saisir la dimension historique et l'importance sociologique et politique de certains mouvements. Les mouvements sociaux, et pour ce qui nous concerne les mouvements étudiants, n'échappent pas à ce phénomène de mise en commun des vécus dans le cadre de références collectives, d'histoire partagée. Cette « mémoire collective » liée aux mouvements étudiants fait l'objet d'une transmission complexe entre des « générations » militantes aux systèmes de valeurs évolutifs et aux structurations changeantes. Réfléchir sur ce phénomène de transmission d'une mémoire, de références collectives, d'évolution et de redéfinition des valeurs en fonction d'une histoire revendiquée, nous paraît être un angle d'approche intéressant pour traiter d'un mouvement étudiant.

Ainsi, notre problématique pourrait se résumer par le questionnement suivant:

En quoi et comment un mouvement étudiant constitue un moment particulier et autonome permettant de construire, de manière diachronique, des références dans le milieu syndical étudiant, lesquelles sont travaillées et transmises par les responsables syndicaux via des processus collectifs et individuels, le plus souvent conflictuels, de mise

en forme de la mémoire collective?

De cette problématique découle un certain nombre d'hypothèses que nous essaierons de vérifier dans ce travail.

Le premier axe de questionnement concerne les mouvements étudiants en tant que tels comme un moment « particulier et autonome ». Ainsi, nous verrons que s'il est possible de réfléchir à une histoire politique et sociale de ces mouvements étudiants qui se renouvellent sur le fond (les revendications) comme sur la forme (la structuration), cela n'empêche cependant pas, à la fois les acteurs mais aussi les observateurs, d'établir des liens entre ces luttes, avec en filigrane, la question de la répétition⁴⁸. Nous essaierons de voir si chaque mouvement à ses spécificités qui font de lui un événement singulier. De cette singularité, on se demandera s'il en découle une expérience originale et fondatrice pour les individus comme pour les groupes.

Le deuxième axe correspond lui à l'aspect « diachronique » de notre réflexion. Ainsi, nous essaierons de voir comment les discours portés par les individus et les organisations sur les mouvements étudiants évoluent. Cette évolution est à prendre dans la singularité qui caractérise le mouvement fondateur comme la remobilisation de sa mémoire a posteriori. Nous essaierons de montrer en quoi cela renvoie à une cohérence interne avec le parcours syndical postérieur au mouvement du responsable et du groupe qu'il représente. Parallèlement, on pourra se demander si l'évolution de la référence, et souvent l'affaiblissement de sa dimension conflictuelle, à un mouvement n'est pas due à la perte d'un vécu lié à celui-ci.

Le troisième axe concerne la « construction et la transmission » des références aux mouvements. Nous tenterons de voir si les références sont le fruit d'une remobilisation collective de l'expérience. Dans ce cas, il faudra déterminer quel est le rôle des groupes, des organisations et des différentes sphères d'appartenance des responsables dans ce phénomène. Cela suppose de poser la question de l'articulation des sphères politiques et syndicales dans les organisations en lien avec l'autonomie de ce milieu. Mais si ces références sont construites collectivement, il nous faudra comprendre et voir pourquoi, et tenter de montrer quels sont les enjeux liés à la référence aux mouvements étudiants dans le milieu syndical. De la même manière, cette série d'interrogations nous amène à nous poser la question de la transmission de ces références dans le milieu militant. Pour cela, nous essaierons de voir quels rôles jouent respectivement les groupes, les « anciens » et les formations dans ce phénomène. Nous essaierons également d'identifier différentes sphères de transmission ayant des relations les unes avec les autres. Le cas échéant, il faudra s'arrêter sur la nature de ces relations.

Le dernier axe enfin est celui de la « mémoire collective ». Poser la question de la construction et de la transmission des références porte en soi l'objectif de montrer s'il existe une mémoire collective des mouvements étudiants. Si elle existe, il faudra montrer comment et à quel niveau elle s'exprime. De la même manière, il faudra se poser la question de savoir si toutes les références à des mouvements étudiants dans le milieu syndical constituent des éléments de la mémoire collective. Si nous ouvrons un peu la

⁴⁸ Cela trouve probablement ses origines dans le mouvement étudiant de 1968.

focale de ce questionnement, on peut aussi poser la question de l'existence d'une histoire des mouvements étudiants. Si elle existe, il faut, de la même manière, montrer en quoi elle se différencie de la mémoire collective.

Sur la base de ces interrogations nous essaierons donc de comprendre un peu mieux ce qui se joue derrière la construction et la transmission des références aux mouvements dans le milieu syndical.

Terrain et méthodologie

Pour mener à bien ce travail, nous avons décidé de privilégier une approche globale pluridisciplinaire nourrie des méthodes et des réflexions historiographiques et épistémologiques rencontrées au gré de notre cursus en histoire et en sociologie politique. A partir de là, nous avons décidé d'organiser notre recherche autour de deux types principaux de sources constitutives d'un terrain riche sur le plan théorique comme sur le plan empirique.

Le premier type de source, nécessaire mais pas suffisant, auquel nous avons fait appel est l'archive dites « papier ». Nous comprenons dans cette catégorie les articles de presse, les documents internes des organisations (quand cela est possible et accessible), les documents des congrès et collectifs nationaux suivant les mouvements, les documents des coordinations, les archives personnelles des militants, etc. Pour donner une idée de l'intérêt du recours à de telles ressources, nous citerons le cas de la presse nationale investiguée (Le Monde, Libération, Le Figaro) qui nous a permis de reconstituer le cours des événements du mouvement de 1995 jour par jour (même s'il faut prendre aussi en compte une certaine subjectivité de la presse). Ces éléments précis et factuels ont permis de reconstruire la chronologie et la cartographie des événements. Cela nous a aidé à nous rendre compte que certaines des personnes rencontrées dans le cadre des entretiens avaient partiellement oublié, inversé ou modifié des événements dans leurs discours. Par ailleurs, la difficulté majeure que revêt l'utilisation de ces sources réside dans la complexe récupération des documents d'époque, souvent pas ou mal archivés. Tout cela est, bien entendu, à mettre en lien avec l'écart temporel de dix à quinze ans nous séparant de la période étudiée, ce qui constitue une « éternité » à l'échelle d'un milieu étudiant marqué par une importante rotation des effectifs, et donc des générations transmettant valeurs et archives.

Le deuxième type de source, beaucoup plus central, avec lequel nous avons travaillé est le témoignage oral. Concrètement, ces témoignages oraux sont collectés au moyen d'entretiens sociologiques semi directifs⁴⁹. Ces entretiens sont importants pour tenter de répondre à notre problématique dans la mesure où ils témoignent de la mémoire vive; ou devrait-on dire de la mémoire vivante. Il est à noter que cette mémoire vive est saisie dix ans après les faits, qu'elle n'est pas « parfaite », mais qu'elle permet d'avoir un instantané de la mémoire d'un événement par ceux en ayant été les acteurs, et donc les plus à

⁴⁹ Nous nous inscrivons ici dans l'usage de l'entretien sociologique tel qu'il est défendu et explicité par : BEAUD (Stéphane), WEBER (Florence), *Guide de l'enquête de terrain, Produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, La Découverte, 1997
BEAUD (Stéphane), « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'entretien ethnographique », *Politix*, n°35, 1996, pp. 226-257.

même d'amener des éléments précis et circonstanciés de compréhension. De notre point de vue, l'idée est d'expliquer que la collecte de témoignages oraux est fondamentale puisque les parcours de vie permettent de saisir le général et le particulier. De la même manière, étudier un individu c'est mieux comprendre les organisations et les mouvements auxquels il a participé, à condition de s'intéresser à ce qui les rapproche plus qu'à ce qui les différencie. Ainsi, c'est dans le recoupement des informations recueillies dans ces entretiens et dans les archives d'époque (qui sont elles aussi une photo à un moment T des opinions des acteurs) que l'on peut saisir au mieux la réalité d'une mémoire collective, de son évolution et de ses modes de transmission (et donc d'amendements constants). A cet égard, nous soulignons de nouveau ici, l'importance accordée au fait d'avoir une approche globale et pluridisciplinaire (histoire, sociologie, anthropologie, psychosociale,...) pour traiter de ces questions.

Dans le cadre de cette étude, nous avons procédé à dix neuf entretiens (voir annexe n°1), avec une moyenne de deux heures par entretien. Ils ont été effectués dans des cafés, sur les lieux de travail ou au domicile des personnes. Douze concernent des responsables de l'UNEF-ID et cinq concernent des responsables de l'UNEF-SE. Les deux autres entretiens viennent compléter ce panel par le témoignage d'un chercheur (Robi Morder) et d'une observatrice (la journaliste de France Inter, Lise Jolly)⁵⁰. Le déséquilibre apparent dans la représentation des membres des deux organisations s'expliquent par des choix personnels et des impondérables de la recherche. Intentionnellement, nous avons décidé de voir davantage de militants de l'UNEF-ID pour plusieurs raisons. D'une part, la diversité des courants politiques et syndicaux est plus grande à l'UNEF-ID. Dans le cadre de la réinterprétation des références aux mouvements, le poids de ces groupes est capital, nous le verrons, et il nous paraissait légitime de donner une place à cette diversité. D'autre part, l'UNEF-ID est une organisation qui a un impact important dans les deux mouvements que nous avons étudié. En effet, elle participe activement à la « victoire » de 1986 alors qu'elle contribue à fragiliser le mouvement de 1995. Dans ce cadre là, l'UNEF-SE occupe davantage une posture de minoritaire actif qui lui confère un rôle de second plan⁵¹. Cet impact sur les mobilisations donne une dimension plus importante à l'UNEF-ID dans l'histoire des mouvements étudiants de cette période qui devait être considérée. Enfin, l'UNEF-ID incarne beaucoup plus le passé de l'UNEF actuelle. Depuis la réunification en 2001, une seule UNEF demeure sur les campus. Cette nouvelle organisation illustre une intégration par l'UNEF-ID de sa concurrente communiste qui n'a pas réellement permis un mélange des cultures, des pratiques et des histoires⁵². Notons néanmoins que l'écart final de représentation entre les deux syndicats est plus marqué que ce que nous avons prévu. Les raisons de ce déséquilibre résident également dans les difficultés « techniques » extérieures à notre volonté et liées à la rencontre des individus. D'une part, certains membres de l'UNEF-SE n'ont pu être contactés par fautes

⁵⁰ Pour comprendre qui sont ces responsables, nous renvoyons à la « liste des entretiens » fournie en annexe.

⁵¹ Mais cela est aussi lié à la taille respective de ces organisations.

⁵² Cette observation est faite sur la base de nos observations personnelles (nous avons vécu cette réunification et la période qui a suivi) et du constat fait par les responsables de l'UNEF-SE avec qui nous en avons discuté lors des entretiens.

de coordonnées malgré nos tentatives d'investigation. D'autre part, la multiplicité des déplacements (Paris, Bordeaux, Strasbourg, St Etienne,...) que nous avons été obligé d'effectuer nous a poussé à réduire la trentaine d'entretiens que nous pensions faire au départ⁵³. Cependant, ces entretiens restent riches et nous pensons qu'ils conservent un équilibre suffisant pour notre démonstration. Ils ont été effectués en quatre phases: une première « exploratoire » (fin 2004 dans le cadre de la pré-admission), une seconde (printemps 2005), une troisième (automne-hiver 2005) et une quatrième (printemps 2006) pour saisir les discours et les enjeux de références aux mouvements. Cette étalement temporel nous a permis de préciser notre conduite des entretiens (voir annexe n°3) en lien avec l'évolution de notre réflexion.

En outre, nous avons également enrichi ces entretiens de diverses rencontres plus informelles avec une quinzaine d'autres militants des deux organisations. N'ayant pas eu la possibilité d'enregistrer ces discussions, nous n'avons pas retranscrits ces propos dans le corps du texte pour ne pas dénaturer le matériau. Néanmoins, ces discussions nous ont permis de « tester » certaines hypothèses et de préciser certains points de détails.

A ces entretiens nous avons ajouté un travail sur les archives de l'UNEF-ID. En effet, nous avons eu la possibilité de consulter des textes de congrès et de collectifs nationaux de l'UNEF-ID (voir annexe n°2) grâce un dépôt légal effectué aux archives départementales du Rhône par la section locale de l'UNEF de Lyon via Brice Comte, un ancien militant ayant fait un travail de maîtrise d'histoire sur l'UNEF-ID. Parallèlement à cela, nous avons essayé d'obtenir l'équivalent concernant l'UNEF-SE. Mais nous avons été confronté à un échec puisqu'il apparaît que les archives nationales de l'UNEF-SE auraient été détruites ou perdues à la suite de la réunification⁵⁴. De fait, ce travail d'archive n'a concerné qu'une seule des deux organisations. Sans vouloir faire de ce mémoire une tribune, notons tout de même que la conservation des archives du monde étudiant pose un vrai problème et qu'il mérite l'attention de la communauté scientifique et des professionnels de l'archives⁵⁵.

Annnonce du plan

Nous sommes donc en mesure d'annoncer le plan de notre travail que nous avons voulu didactique et progressif. Tout d'abord, dans une première partie, nous ferons un retour sur les mouvements étudiants de 1986 et 1995 dans leurs déroulements et leur spécificité. Nous essaierons de montrer également l'impact qu'ils ont eu sur les militants, les groupes et les organisations. Puis, dans une deuxième partie, nous nous attacherons

⁵³ Nous avons sûrement mal évalué le coût temporel et financier que supposait la constitution d'un terrain autour de responsables nationaux qui sont, pour une grande partie, répartis dans le pays. Sans compter qu'entre la première rencontre et la date de l'entretien, deux déplacements ont parfois été nécessaires malgré l'anticipation de ce facteur.

⁵⁴ Nous effectuons actuellement des recherches sur la véracité de cette information dans le cadre du Groupe d'Etudes et de Recherche sur les Mouvements Etudiants. Quoiqu'il adienne de ces investigations, les résultats seront trop tardifs pour être intégrables dans ce travail.

⁵⁵ Notons ici le travail effectué en ce sens par le Centre d'Animation, d'Archives et de Recherches sur les Mouvements Etudiants à Reims.

à décrire les phénomènes de construction des références aux mouvements en identifiant la diversité des discours et les enjeux qu'ils sous-tendent. Enfin, dans une dernière partie, nous nous intéresserons à la transmission de ces références en lien avec la mise en forme de la mémoire collective et l'histoire des mouvements étudiants.

Première partie: Continuité(s) ou césure(s): dix ans d'évolutions et de mobilisations en milieu étudiant (1986-1995)

Afin de cerner les enjeux des mouvements étudiants et les références mémorielles qu'ils constituent, il nous paraît nécessaire de revenir dans cette première partie sur les différents éléments factuels et structurels qui expliquent leur portée. Nous traiterons donc successivement, de façon diachronique, l'évolution de l'offre syndicale étudiante à travers à la fois les organisations et les mouvements qui jalonnent cette période 1986-1995, et en nous centrant plus spécifiquement sur les deux mobilisations qui bornent cette période. Revenir sur le fonctionnement et l'orientation des organisations ainsi que sur le déroulement des mouvements nous semble fondamental pour éclairer le(s) contexte(s) de production et de remobilisation des références collectives. Ainsi, nous essaierons de montrer combien la vie interne de l'UNEF-SE et de l'UNEF-ID⁵⁶ et le rapport au politique influencent aussi bien les organisations et les militants dans leurs actions collectives, que

⁵⁶ Nous ferons le choix d'appeler UNEF-ID et UNEF-SE les organisations pour pouvoir les distinguer plus facilement même si dans le discours, les militants utilisent tous le logo UNEF pour désigner leur organisation. Il y a bien sûr un enjeu historique à cette utilisation.

leur parcours personnel et leur rapport à la mémoire.

« L'esprit de mai » semble avoir quitté les campus au milieu des années 80 et l'ampleur de la mobilisation de l'hiver 1986 a surpris, comme le remarque Didier Fischer⁵⁷. Néanmoins, on peut noter un certain nombre d'éléments dans le contexte politique général et dans le contexte syndical étudiant en particulier qui expliquent la dynamique de cette mobilisation.

Le premier élément important est de l'ordre de la politique nationale. En effet, un changement majeur a lieu au printemps 1986 avec la défaite de la gauche aux législatives au profit de la droite, matérialisée par l'arrivée de Jacques Chirac à Matignon. Cette première cohabitation de la Vème République entre un premier ministre de droite et un président socialiste a polarisé le débat sur l'ensemble des questions politiques du moment. Jacques Chirac exprime alors sa ferme intention de revenir sur les réformes socialistes pour mettre en place son programme libéral (presse, logement, code de la nationalité, enseignement supérieur) alors que, dans le même temps, François Mitterrand entend bien conserver son influence politique et défendre son bilan. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, Jacques Chirac confie à Alain Devaquet, ministre délégué aux universités, la tâche de réformer l'accès à l'université et son fonctionnement.

Depuis le début de la décennie, le contexte syndical étudiant s'est également modifié. En effet, la création de l'UNEF-ID en 1980 et l'expérience de la gauche au pouvoir ont poussé la direction de l'organisation (issue de l'OCI) à se rapprocher du parti socialiste par un processus d'intégration progressive⁵⁸. Parallèlement, l'UNEF-SE, proche de l'Union Étudiants Communistes et du Parti Communiste Français, est entrée dans un rapport de force important avec la droite même si son influence est de moins en moins centrale. Par ailleurs, l'objectif d'atteindre les 80% au bac avancé depuis 1984 augmente les aspirations sociales à la poursuite des études dans tout un pan de la jeunesse et le mouvement Devaquet va venir en rupture avec cela.

Ce contexte d'ensemble explique, sans déterminer, le fait que le mouvement étudiant contre le projet Devaquet ait pu se développer avec le soutien de l'ensemble des acteurs « de gauche » de la vie politique française. En cela, l'ampleur « surprise » du mouvement trouve tout de même des origines dans un contexte propice à une mobilisation. Fruit d'une alchimie relative, le mouvement a été, pour les acteurs, une fenêtre d'opportunité politique, syndicale et militante importante.

1- Le mouvement contre le projet de loi Devaquet: Un mythe fondateur

⁵⁷ FISCHER (Didier), *op cit*, p 470.

⁵⁸ YON (Karel), *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique? Etude du courant « Convergences Socialistes »*, Mémoire de DEA sous direction de Jacques Lagroye, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2001.

a) Un mouvement d'ampleur

Connu du grand public et des étudiants le 12 juin 1986, le projet de loi Devaquet, du nom du ministre délégué aux universités, a connu une célébrité dont son concepteur se serait bien passé. En effet, il a suscité le mouvement étudiant le plus important depuis 1968 et mis en difficulté Jacques Chirac, récemment nommé Premier ministre.

De manière assez surprenante, ce projet n'était pas si « radical » que le mouvement qu'il a suscité pourrait laisser croire. Par rapport aux souhaits de son camp politique, les propositions de Mr Devaquet représentaient l'expression d'une certaine prudence. Pour s'en convaincre, il suffit d'effectuer une comparaison avec les propositions du Groupe d'Etude pour la Rénovation de l'Université Française, créée en 1984 sous la direction de Jean Foyer, et censé alimenter les réflexions d'Alain Devaquet⁵⁹. En pondération de ces propositions, soutenues par l'UNI⁶⁰, le ministre avait finalement décidé de ne pas dé plafonner les frais d'inscription (même s'ils augmentaient tout de même) et de remplacer les propositions de sélection « pure et dure », par un système d'orientation à l'entrée. Cette atténuation des idées les plus libérales lui vaudront des inimitiés durables à droite sans pour autant le mettre « à l'abri » d'un mouvement étudiant d'ampleur. En effet, au cours de l'été et dès la rentrée, les organisations étudiantes se saisissent de ce projet pour critiquer la libéralisation des droits d'inscription, la sélection à l'entrée à l'université (via l'orientation) entre le DEUG et la licence, ainsi que la remise en cause du caractère national des diplômes.

Cependant, il faut manier avec des pincettes l'idée postérieure selon laquelle l'arrivée de ce projet a d'emblée suscité une opposition étudiante « radicale » demandant le retrait. A ce titre, il est intéressant de noter qu'à la rentrée 1986, l'espoir que ce projet soit une occasion de mobiliser massivement les étudiants était loin de faire l'unanimité dans les deux principales organisations syndicales étudiantes que sont l'UNEF-ID et l'UNEF-SE. Comme le rappelle Robi Morder⁶¹, l'UNEF-ID se déclare « inquiète » à la rentrée 1986 sans pour autant demander le retrait immédiat. De son côté, l'UNEF-SE n'engage même pas une campagne sur le texte et préfère se concentrer sur la sécurité sociale étudiante et la hausse des cotisations, tandis que l'Union des Étudiants Communistes organise ses actions autour de la demande de libération de Nelson Mandela⁶². L'une et l'autre réinterpréteront ces discours après le mouvement. Certes le travail syndical a permis de diffuser progressivement l'information et de commencer à construire la mobilisation mais il n'est pas le seul facteur d'explication de son déclenchement.

⁵⁹ FISCHER (Didier), op. Cit, p 470

⁶⁰ Union National Inter-universitaire. Organisation qui regroupe des étudiants, des personnels IATOS et des enseignants de droite. Elle est reconnue comme une des organisations représentatives selon le ministère.

⁶¹ MORDER (Robi), *Revendications-négociations: débats et pratiques dans le mouvement syndical étudiant en France (1976-1988)*, DEA de science politique sous direction de Michel Dobry, Paris X, 1989,p 38.

⁶² Entretien effectué avec Robi Morder le 05/07/2006

« [...] le milieu étudiant n'est pas... comme n'importe quel milieu, il ne suffit pas de claquer des doigts et de dire « allez les gars c'est maintenant l'assemblée générale et maintenant la grève » pour que ça marche ». ⁶³

L'idée ici est que le mouvement, tel qu'il a eu lieu en 1986, n'a été décrété par aucune des deux organisations syndicales. Leurs difficultés étant de lancer des campagnes qui répondent « aux aspirations » des étudiants et, le cas échéant, débouchent sur une mobilisation. En 1986, l'intérêt des étudiants pour ce projet trouve en partie ses origines dans le discours des militants syndicaux, certes galvaudés par l'envie « d'en découdre » avec la droite revenue aux affaires dans le contexte de la cohabitation, mais aussi dans l'environnement social et politique de la jeunesse. En effet, les étudiants de 1986 ne sont plus confrontés aux mêmes problèmes ou aux mêmes questionnements politiques que leurs aînés. Né avec la crise (ou presque) ils développent plutôt des craintes envers l'avenir (chômage, insertion,...) et une défiance envers les syndicats ⁶⁴. Dire que le rôle des syndicats étudiants, en particulier celui de l'UNEF-ID a été déterminant ne paraît pas faire débat mais le présenter comme facteur unique de la prise de conscience pour la mobilisation est probablement excessif. Il n'en reste pas moins, que dans ce contexte, s'est développé le mouvement le plus important depuis mai 68.

Ce mouvement démarre dans une université de la banlieue parisienne, sur le campus de Paris XIII-Villetaneuse ⁶⁵, le 13 novembre 1986. Cette mobilisation, poussée par l'UNEF-ID, gagne très rapidement l'ensemble des universités parisiennes et de province. L'UNEF-ID avait prévu d'organiser ses états généraux le 22 novembre ; elle décide de les transformer en « états généraux du mouvement étudiant » et de les ouvrir à tous les étudiants grévistes. Cette étape est fondamentale car elle va déboucher sur « l'appel à tous les étudiants de France » qui sera la plate-forme de revendication des étudiants pendant toute la durée du mouvement, ceci donnant une image positive de l'UNEF-ID auprès des étudiants. Cet appel décide de mettre en place une coordination nationale (5 délégués par université), d'organiser la grève générale dans les universités dès le 24 novembre, ainsi qu'organiser une manifestation à caractère national le 27 novembre en demandant à être reçu par le ministre. Dès le 24 novembre, la grève générale est collectivement décidée sur plusieurs universités et le 27 novembre, près de 600 000 étudiants et lycéens manifestent dans toute la France. Dans la foulée du succès de cette manifestation, les délégués de 63 universités en grève ⁶⁶ se réunissent en fin de journée

⁶³ *Entretien effectué avec David Rousset le 20/12/2005*

⁶⁴ Moins de 10% des étudiants votent aux élections universitaires et moins de 5% sont syndiqués. FISCHER (Didier), op cit, p 494.

⁶⁵ Olivier Rey signale une erreur historique sur ce point et d'après lui, le mouvement aurait démarré à Dijon sans être relayé par le bureau national de l'UNEF-ID. L'UNEF-ID n'aurait pas été en ordre de bataille au moment des premiers signes de mobilisation sur Dijon et aurait préféré recentrer « l'histoire » sur Villetaneuse où son image était meilleure. Mais la thèse de Villetaneuse est confirmée dans ASSOULINE (David) et ZAPPI (Sylvia), *Notre printemps en hiver. Le mouvement étudiant de novembre-décembre 1986*, Paris, La Découverte, 1987.

⁶⁶ ASSOULINE (David) et ZAPPI (Sylvia), *Notre printemps en hiver. Le mouvement étudiant de novembre-décembre 1986*, Paris, La Découverte, 1987, p 70.

au Panthéon pour tenir la première coordination nationale du mouvement. Sans revenir sur les mots d'ordre de la plate-forme, elle reconduit la grève et appelle à une grande manifestation nationale et centralisée à Paris le 04 décembre. La coordination du 02 décembre permet d'élire une délégation de 14 personnes ayant légitimité à parler au nom des étudiants mobilisés en cas de rencontre avec le gouvernement. La manifestation du 04 décembre est un succès puisque le chiffre de 500 000 manifestants est dépassé par le cortège parisien (un million au niveau national), faisant du mouvement Devaquet la mobilisation étudiante la plus importante depuis 1968 dans la capitale. Devant l'ampleur de la contestation, René Monory, ministre de l'éducation nationale, accepte de recevoir la délégation étudiante en fin de journée. En exprimant son refus de retirer le texte, il n'entame en rien la détermination des manifestants. D'ailleurs, coordinations et manifestations se poursuivent dans la journée et la nuit du 05 décembre. Cette montée en puissance de la mobilisation est entachée par un événement tragique qui va accélérer les rapports de force sociaux. Malik Oussekin, étudiant à l'Université Paris IX-Dauphine, décède, victime des violences policières dans la nuit du 05 au 06 décembre. Après quelques jours de flottement, le 09 décembre, le Premier ministre Chirac décide de retirer le projet et pousse à la démission son ministre délégué aux universités Alain Devaquet. Le 10 décembre, une manifestation de près de 300 000 personnes⁶⁷ rend hommage à Malik Oussekin au cri de « Plus jamais ça » et célèbre le retrait du projet de loi⁶⁸. Au final, ce mouvement aura duré moins d'un mois avec un nombre de personnes mobilisées sans précédent. Le retrait est à la fois une victoire pour les étudiants mais aussi un grave revers politique pour Jacques Chirac.

Au delà des chiffres et du calendrier, un retour sur la structuration de ce mouvement et son articulation avec l'activité syndicale est fondamental pour mieux saisir ce qui fait de 86 une référence importante voire « historique » pour bon nombre de militants.

La campagne de l'UNEF-ID, sur la base d'un matériel d'analyse du texte, permet de faire connaître et de diffuser l'information concernant le projet de loi Devaquet et ses risques potentiels. De manière assez inattendue pour les syndicalistes, les assemblées générales vont très vite être investies par les étudiants. Dans un contexte de craintes grandissantes des étudiants envers leur avenir, la mobilisation prend de l'ampleur rapidement et s'organise, dès le 22 novembre, autour d'une plate-forme nationale unique de revendications, issue des états généraux organisés par l'UNEF-ID et demandant sur le retrait du projet de loi. A partir de ce moment là, le mouvement va s'auto-organiser autour de comité de grève (ou de mobilisation), de coordinations, de délégation qui expriment la voix du mouvement dans une temporalité restreinte et propre. Cette tradition d'auto-organisation n'est pas nouvelle puisqu'on observe des coordinations étudiantes dès les années 70⁶⁹. Le fait est que l'organisation syndicale majoritaire qu'est l'UNEF-ID

⁶⁷ BECKER (Jean Jacques), *Crises et alternances. 1974-1995*, Paris, Seuil (Point), 1998, p 410.

⁶⁸ Manifestation intersyndicale qui regroupe toute les forces politiques et syndicales de gauche.

⁶⁹ DENIS (Jean Michel), *Les coordinations. Recherche désespérée d'une citoyenneté*, Paris, Syllepse, 1996. LEVY (Jean Daniel), *Les coordinations, émergence et développement. Etude à partir de mobilisations de la jeunesse scolarisée*, DES sous direction d'Isabelle Sommier, 1997.

fait le choix, non seulement d'investir ces structures d'auto-organisation mais même d'aider à leur construction. Or, par le passé, les organisations syndicales voyaient plutôt d'un mauvais œil ces structures qui contournaient l'organisation et qui faisaient, la plupart du temps, le jeu des minorités internes. En 1986, la situation est un peu différente à la fois parce que la direction de l'UNEF-ID est composée d'anciens de l'OCI qui ont une certaine expérience des coordinations des années 70, mais aussi parce que leur anticipation politique les amène à se rendre compte de la faible représentativité du syndicat. Dans le cadre de l'objectif affiché de créer une organisation de masse, l'UNEF-ID fait le choix de favoriser l'émergence de structures les plus ouvertes possibles. Avec la transformation de ses états généraux en états généraux du mouvement, Philippe Darriulat, président de l'UNEF-ID, réussit à faire de son organisation un acteur incontournable, même si parfois contesté, du mouvement. Les militants de l'UNEF-ID investissent donc tous les comités et coordinations tandis que l'organisation continue à avoir une existence propre sur le plan médiatique. La situation est originale dans la mesure où l'intervention propre de l'UNEF-ID est identique aux revendications de la coordination nationale. Cela crée une convergence de la structure permanente, du syndicat, et de la structure conjoncturelle (la coordination), donnant un poids renforcé aux revendications étudiantes. En cela, le mouvement de novembre-décembre 1986 illustre des ruptures et des continuités avec le passé dans sa structuration. Continuités par les acteurs du mouvement: on trouve, comme dans les mouvements précédents, des syndicats, des coordinations et des groupes politiques qui agissent en fonction d'une expérience acquise par le passé. Par contre, ruptures sur l'articulation des actions de ces différents acteurs dans le mouvement. Même si les acteurs ont des objectifs à long terme qui peuvent être différents, il y a une unité d'action et de revendication le temps du mouvement qui a favorisé son succès. La conséquence a été l'implication massive des étudiants dans le mouvement (participation aux commissions, piquets de grèves,...). Cela a eu l'avantage de mettre un peu (mais jamais totalement) de côté les querelles de chapelles syndicales ou politiques. La participation, avec le même poids au moment des votes, de personnes n'ayant pas d'intérêt partisans a joué clairement en la faveur du maintien de l'unité du mouvement. Emmanuelle Paradis, même si elle l'exprime manière excessive⁷⁰, ne dit pas autre chose:

« il y a tellement de monde et de commissions partout et tout le temps que tu peux pas gérer quoique ce soit. Le seul truc sur lequel tu as de la prise c'est le lieu et l'heure de rendez vous de la manif. ».⁷¹

Par ailleurs, l'importance numérique de la mobilisation a pu être présentée comme un élément de comparaison avec mai 68 mais on peut affirmer que ces mouvements sont différents sur bien des points. D'une part, l'offre syndicale étudiante n'est pas du tout la même dans la mesure où l'UNEF, qui était restait en marge des mobilisations de mai, est désormais divisée en deux organisations (UNEF-ID et l'UNEF-SE) qui sont dans une lutte quotidienne. D'autre part, le public étudiant des universités françaises a bien changé car une massification significative a eu lieu entre 68 et 86, changeant durablement le rapport des étudiants à leurs études, à l'institution universitaire et aux organisations de jeunesse

⁷⁰ Nous pondérons ces propos grâce aux informations recueillis lors de l'entretien effectué avec Robi Morder le 05//07.2006

⁷¹ *Entretien effectué avec Emmanuelle Paradis le 10/05/2006*

agissant sur les campus. Enfin, le mouvement Devaquet est un mouvement ciblé sur une réforme précise exprimant la défense de droits face à la sélection alors que mai 68 s'organisait davantage sur des questions politiques impliquant un changement de société. Au global, on peut soutenir l'idée que ces deux mouvements n'ont rien en commun si ce n'est d'appartenir à une histoire étudiante et à une mémoire collective reconstruite par la suite. D'ailleurs, même les acteurs l'ont créés en voulant s'en défaire, à l'image de ce slogan de novembre-décembre 86: « 68 c'est vieux. 86 c'est encore mieux »⁷²

Force est de constater que le mouvement Devaquet est né, dans sa dimension historique, générationnelle et mémorielle, à la fois parce qu'il a débouché sur une victoire mais aussi parce qu'il a illustré la possibilité de fonctionnement d'une démarche conjointe d'auto-organisation et de représentation syndicale. La jeunesse présentée comme immobile et glissant vers la droite⁷³ par les observateurs⁷⁴ a surpris par l'ampleur de la mobilisation qu'elle a été en capacité d'organiser comme par l'unité d'action et de revendication. Néanmoins, « l'exemplarité » d'un mouvement pendant le temps de la mobilisation ne fait pas de lui un élément de l'histoire et une référence de manière automatique (et vice versa). Nous y reviendrons dans la deuxième partie mais il paraît intéressant de noter que la parole issue de l'auto-organisation (de la coordination) disparaît avec la fin du mouvement posant la question de la réinterprétation, par les organisations et par les courants de cette histoire commune. L'importance du mouvement de 1986 réside dans le fait qu'il témoigne de césures et de permanences qui font de lui un point nodal de la mémoire: la fin d'une ère pour les uns et le commencement d'une autre pour certains.

b) L'impact du mouvement sur les organisations

Comme nous l'avons constaté, le mouvement étudiant de novembre-décembre 1986 a été le plus important depuis mai 68 et a, à ce titre, marqué l'histoire des organisations syndicales ayant pris part aux événements. En 1986, les deux organisations étudiantes principales qui existent sur les campus n'ont pas agité ni tirées profit de cette mobilisation de la même manière. Après avoir vu l'ampleur de la mobilisation et l'importance de sa structuration sur l'issue de la lutte des étudiants, arrêtons nous quelques instants sur l'importance des organisations étudiantes et sur leurs évolutions dans un tel contexte.

Pour l'UNEF-ID, le mouvement Devaquet demeure central car il marque un tournant structurel et idéologique. Comme tout revirement il dénote également d'une certaine continuité incarnée par l'organisation elle-même. Sur le plan organisationnel, l'UNEF-ID a bénéficié de ce mouvement. Avoir poussé et participé aux structures collectives issues de

⁷² ASSOULINE (David) et ZAPPI (Sylvia), *op cit*, p 157.

⁷³ De nombreux commentateurs insistent sur l'atonie du milieu étudiant généré par une augmentation du taux de chômage. Cela entraîne également un comportement plus individualiste. Sur ce point dans une période légèrement postérieure au mouvement: LAPEYRONNIE (Didier) et MARIE (Jean Louis), *op cit*, 1992.

⁷⁴ ASSOULINE (David) et ZAPPI (Sylvia), *op cit*, p 9.

l'auto-organisation lui a permis de se construire une image positive auprès des étudiants. La stratégie politique de la direction a offert la possibilité au syndicat d'apparaître légitime dans et hors de la coordination dans la mesure où le même mot d'ordre, le retrait du projet Devaquet, était mis en avant. Bien sur, il ne faut pas être angélique sur l'osmose parfaite régnant entre l'UNEF-ID et la coordination. Il y a toujours un décalage entre ce qui est visible de l'extérieur (construit en partie par la direction) et les tensions, dissensions internes. Philippe Darriulat, en tant que président de l'UNEF-ID a été l'objet de critiques fortes, notamment de la part de David Assouline, porte parole⁷⁵ du bureau de la coordination nationale. Accusée d'avoir voulu trahir le mouvement en contournant la coordination, l'UNEF-ID a connu des moments difficiles⁷⁶. Il paraît difficile de savoir si Philippe Darriulat a oui ou non rencontré le ministre⁷⁷ pendant le mouvement mais cela n'ayant pas modifié son attitude (maintien de la revendication de retrait, participation aux coordinations,...), la question ne nous paraît pas centrale. De fait, la « concurrence » entre la coordination et l'organisation syndicale n'a été une réalité que pour quelques militants à la direction du mouvement. Pour la majeure partie des étudiants, l'UNEF-ID a joué la carte de l'auto-organisation en respectant les décisions prises dans le cadre des coordinations, ce qui a contribué, à ce que le mouvement obtienne gain de cause.

Après la manifestation du 10 décembre, la question de la continuité de l'engagement se pose pour un certain nombre d'étudiants investis intensément depuis plus de trois semaines. L'UNEF-ID, par la place qu'elle a occupée paraissait être une porte de sortie toute trouvée. Dans les mois qui suivent la fin du mouvement, elle va connaître un afflux de militants non négligeable⁷⁸.

Par ailleurs, le mouvement de novembre-décembre 1986 nous apprend d'autres choses sur l'évolution de l'UNEF-ID. L'enjeu de participation à ce mouvement était important dans la mesure où sa direction venait de quitter l'OCI pour le Parti Socialiste.

« On venait de quitter l'OCI et on arrivait au PS. On avait peur par dessus tout de se retrouver dans un mouvement minoritaire parce qu'on voulait un peu corriger notre image gauchiste. Donc nous avons été prudent au début du mouvement mais on essayait de lui donner son ampleur ».

En effet, sur le plan idéologique et stratégique ce changement politique a eu des conséquences importantes et durables. Depuis sa création en 1980, l'UNEF-ID était dirigée par des militants du PCI⁷⁹. Son premier président, Jean Christophe Cambadélis, anime, et c'est encore le cas en 1986, le courant politique qui dirige l'UNEF-ID. Mais

⁷⁵ KANDEL (Francis) et SCHNEIDER (Franck), *Devaquet si tu savais... Devaquet, if you only knew*, Paris, La huit distribution (vidéo). Le film-documentaire montre les images du collectif national de l'UNEF-ID lequel Darriulat est accusé publiquement par Assouline d'avoir rencontré Monory dans le « dos du mouvement ».

⁷⁶ Isabelle Thomas, membre de la coordination, de l'UNEF-ID et « égérie » du mouvement est exclue de la coordination, par exemple.

⁷⁷ Par contre, l'UNEF-ID était en relation avec le président de la République. Philippe Darriulat nous dit: « *La cohabitation faisait une dualité du pouvoir sur laquelle nous avons joué car pendant tout le mouvement car nous avons été en relation avec l'Élysée.* »

⁷⁸ Le recrutement de militants a été important mais pas exceptionnel. Il est, en tout état de cause difficile à quantifier.

l'expérience de la direction syndicale étudiante dans le contexte de l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981 amène une partie des militants du PCI (ex OCI) à se poser la question du rapport aux mouvements et aux organisations de masse. Fort de ces réflexions, une partie de ces militants décide de quitter, Jean Christophe Cambadélis en tête, leur organisation pour intégrer le parti socialiste de François Mitterand⁸⁰ le 14 avril 1986. Philippe Darriulat, président de l'UNEF-ID, fait partie de ce courant là dénommé « Convergences Socialistes »⁸¹. Cette rupture ne marque pas seulement le départ d'un groupe politique mais aussi la réorientation de l'organisation syndicale étudiante UNEF-ID. En effet, ce départ est déterminant, à la fois parce qu'il se fait dans le contexte politique de la première cohabitation mais aussi parce qu'il illustre le choix définitif de l'UNEF-ID de faire du syndicalisme traditionnel de « revendication-négociation », en rupture avec les objectifs plus « radicaux » du PCI du début des années 80⁸². C'est l'objectif de construire une organisation de masse à caractère syndical où la direction est organisée autour de courants politiques. Cette situation politique oriente les décisions de l'UNEF-ID lors de la mobilisation.

« L'UNEF, au niveau du bureau national, c'était une addition de groupes politiques. Le groupe majoritaire était ceux qui avaient quitté l'OCI, il y avait les amis de Julien Dray et SOS racisme, il y avait la LCR pour ne parler que des principaux groupes. Et tous les autres groupes sentaient bien qu'on avait peur de se retrouver à la tête d'une manifestation de 5000 personnes marquée extrême gauche. »⁸³

Pour les militants de « convergences socialistes » qui dirige l'UNEF-ID, l'enjeu est à la fois de participer à un mouvement de masse en le construisant mais aussi de construire une organisation de masse. Pour construire un mouvement de masse, Philippe Darriulat a bien compris que l'UNEF-ID n'était pas « le mouvement » dans un milieu où la défiance à l'égard des organisations étudiantes est réelle⁸⁴. La transformation des états généraux de l'UNEF-ID en états généraux du mouvement a permis au syndicat d'être en pointe du mouvement et d'être en phase avec les attentes démocratiques des étudiants. Mais dans le même temps, pour construire une organisation de masse, il fallait que l'UNEF-ID se dote d'une identité propre dans le mouvement. Cela est permis, entre autre, par la place médiatique que conserve Philippe Darriulat tout au long de la mobilisation. En demeurant un acteur institutionnel sans se couper de la temporalité et des structures du mouvement (coordinations,...), l'UNEF-ID a créé les conditions objectives de sa réussite pendant et

⁷⁹ Pour plus de détails. YON (Karel), op cit.

⁸⁰ Dans le courant majoritaire de François Mitterand.

⁸¹ YON (Karel), op cit

⁸² MORDER (ROBI), op cit. L'UNEF-ID acte définitivement sa participation à la cogestion, mettant fin aux débats des années 70.

⁸³ **Entretien effectué avec Philippe Darriulat le 17/06/2005.**

⁸⁴ KANDEL (Francis) et SCHNEIDER (Franck), *vidéo cit*, 1988. On voit dans les cortèges et dans les interventions des propos clairs sur la volonté générale des étudiants de ne pas être « récupérer ». Cela se matérialise par la revendication de l'apolitisme.

après le mouvement. Le syndicat peut être la continuité du mouvement s'il en est acteur, c'est en tout cas « à chaud » l'analyse de la direction de l'UNEF-ID. L'idée ici est de montrer que ce changement politique ayant eu lieu dans le syndicat quelques mois avant le mouvement a influé sur l'attitude de sa direction en situation. Le mouvement n'a pas créé le changement d'attitude politique de l'UNEF-ID mais il a donné une opportunité à sa direction de faire valoir son nouveau projet.

Pour l'UNEF-SE les choses sont très différentes. En effet, le mouvement de novembre-décembre 86 a été pour l'UNEF-SE la mise en lumière d'une crise. Davantage arc-boutée sur ses propres réseaux, elle n'a pas su saisir les enjeux. La très grande majorité de ses militants sont à l'UEC et le débat entre les deux organisations fait rage. L'UEC veut favoriser une repolitisation de la jeunesse dans les combats sociétaux et internationaux. Pour cette raison, la campagne privilégiée en 1986 est la libération de Nelson Mandela. Du côté de l'UNEF-SE, l'analyse développée considère que la jeunesse est « passée à droite »⁸⁵ avec une modification profonde des valeurs de solidarité au profit de l'individualisme. Ce constat pousse donc le syndicat, à la rentrée 1986, à lancer une campagne sur la question de l'augmentation des cotisations dans le cadre de la sécurité sociale étudiante. Ces choix d'orientation syndicale ont retardé l'entrée de l'UNEF-SE dans la campagne « Devaquet ». De fait, lorsque les forces militantes de l'UNEF-SE, déjà moins nombreuses au départ que celles de l'UNEF-ID, se sont lancées dans la bataille contre le projet de loi Devaquet, sa concurrente avait déjà marqué beaucoup de points auprès des étudiants.

A cela s'est ajouté le problème de la coordination. Contrairement à l'UNEF-ID qui avait été habitué, par le parcours de ses courants et dirigeants, à l'auto-organisation des années 70, l'UNEF-SE est beaucoup plus réticente à l'idée de laisser une coordination nationale se substituer aux organisations syndicales. C'est pourquoi les étudiants mobilisés se sont peu tournés vers elle, la marginalisant. Sur le plan politique, cela va cristalliser le débat sur la place du syndicat en milieu étudiant. Laurent Frajerman un des dirigeant de l'UNEF-SE dans la période qui suit le mouvement, le confirme.

« ...je crois que 86, mais là c'est des hypothèses, ça été quand même une défaite pour toute une génération de militants communistes. Le syndicat a failli sombrer. Il y a eu tout un épisode où il semble bien que la direction de l'UEC était prête à faire autre chose, l'UNEF était à moins de 1000 adhérents et décrédibilisée donc l'UEC avait songé à faire autre chose parce qu'il y avait eu...enfin la direction de l'UNEF avait voulu garder le syndicat et l'avait un peu remonté ensuite. Ce qu'il en était resté finalement c'est qu'après 86 des mouvements sur des revendications où on se refaisait un peu une santé parce que l'UNEF-ID voulait pas se mettre à dos le gouvernement socialiste mais comme modèle... ».⁸⁶

Au global, l'UNEF-SE tire donc un bilan plutôt négatif de son implication dans le mouvement. Sans arrêt distancée par l'UNEF-ID, elle a réalisé combien la faible syndicalisation du milieu nécessite l'acceptation de l'auto-organisation. Dans le même

⁸⁵ Entretien avec Laurent Frajerman le 15/06/2005. « [...]on a interprété ça comme le glissement à droite, ça me correspond bien je trouvais qu'il y avait une atmosphère dépolitisée dans les élèves. ».

⁸⁶ Entretien réalisé avec Laurent Frajerman le 15 juin 2005.

temps, cela pose durablement la question du contenu de l'engagement communiste et de sa réception en milieu étudiant. La réflexion sur ces deux points semble avoir pris du temps à être suivi d'effet mais le point départ essentiel (mais pas unique) en a bien été la mobilisation contre le projet de loi Devaquet.

c) Le mouvement Devaquet, une expérience fondatrice

Au delà de l'intérêt que ce mouvement a constitué pour les organisations, en particulier l'UNEF-ID, il est intéressant de voir dans quelle mesure il est un événement fondateur pour les militants. En effet, au cours de nos entretiens, nous avons constaté le poids du mouvement de novembre-décembre 1986 dans le parcours et dans le « vécu syndical » des militants de cette période. Qu'ils soient déjà de « vieux » militants en 1986, qu'ils soient de jeunes étudiants ou même des élèves de l'enseignement secondaire, le mouvement Devaquet a marqué une étape dans leur parcours individuel. Ainsi, pour bon nombre de dirigeants syndicaux du début des années 90, cet élément est central et mis en avant, à l'UNEF-ID comme à l'UNEF-SE. Cet événement a pu être un moment de prise de conscience et de prise de contact car l'ampleur du mouvement amène l'ensemble des réseaux politiques et syndicaux à coexister dans les assemblées générales.

« Arrive l'événement de novembre décembre 86 [...] Je viens à Montpellier rencontrer la coordination étudiante. Donc ça me marque et j'ai déjà des contacts qui sont pris avec des gens qui sont à l'UNEF-ID. En plus, il y a mon prof de philo de terminale qui avait été trotskiste, à l'OCI, et qui l'avait quitté et commence à me donner un peu... je me souviens qu'on avait bossé en terminale « le coup d'état de Louis Napoléon Bonaparte » de Marx et il commence un peu à me mettre entre les mains des références à Marx et c'est la première fois que j'entends le mot de Trotski. »⁸⁷

De la même manière, Laurent Frajeran, de l'UNEF-SE, explique franchir le pas du militantisme en 1986.

« Voilà donc après, donc je me suis toujours intéressé à la politique et au syndicalisme mais enfin j'ai pas fait de différences, et j'ai pensé que ça pouvait valoir le coup de commencer de militer avec le mouvement de 86 contre Devaquet puisque là j'étais en seconde »⁸⁸

Ces militants, qui constitueront les dirigeants des deux organisations syndicales dans les années qui suivent, franchissent presque tous un cap dans cette mobilisation.

D'un côté, il y a ceux qui accentuent leur militantisme et prennent des responsabilités au moment du mouvement. Dans ce groupe, on trouve une diversité de parcours. Certains, à l'image de Frédéric Hocquart, passe d'un engagement anti-raciste à une prise de conscience plus large.

« J'ai commencé à militer au lycée en 1985, à SOS racisme, quand le mouvement s'est lancé et qu'est apparue la petite main, « touche pas à mon pote », le grand

⁸⁷ Entretien effectué avec Alexis Corbière le 16/06/2005

⁸⁸ Entretien effectué avec Laurent Frajeran le 15/06/2005

concert de la Concorde enfin au lancement de ce truc là [...] et fin 86 il y a eu le mouvement Devaquet et j'ai mis mon lycée en grève comme plein de gens. [...] et à ce moment là, les gens avec qui j'étais en contact à l'intérieur de SOS ils animaient un groupe politique qui s'appelaient « Questions Socialistes » et ça m'a fait franchir le pas de faire de la politique comme plein de gens. C'est à dire qu'il y a une accélération dans les mouvements sociaux où on se pose souvent des questions autres qu'un engagement anti-raciste. Je suis donc rentré dans ce groupuscule qui s'appelaient « questions socialistes » où il devait y avoir 150 personnes en France et qui était animé par Julien Dray. »⁸⁹

D'autre, plus anciens et plus aguerris au militantisme politique reconnaissent l'impact de mouvement, à l'image de Philippe Campinchi dont le parcours militant avait commencé en 1979 en tant que lycéen.

« Pour moi, 86 reste mon mouvement comme étudiant. Tu as l'euphorie du mouvement, le moment de grande convivialité. Tous ceux qui ont vécu ce mouvement là seront toujours conditionnés par le fait d'avoir vécu un mouvement de masse. C'est assez particulier, c'est comme ceux d'aujourd'hui [le CPE]. »⁹⁰

D'un autre côté, on trouve des « jeunes » qui viennent au militantisme grâce à la mobilisation de 1986.

« J'ai fait un DEUG de lettres à la Sorbonne en 85-86 et 86-87 et dans ma deuxième année de DEUG 86-87 j'ai fait les grèves contre Devaquet au niveau de la Sorbonne. Dans la foulée des grèves de 86 j'ai adhéré à l'UNEF-ID, enfin j'ai formalisé mon adhésion dans la foulée du mouvement mais c'est là que j'ai embrassé le militantisme étudiant. Sans trop de difficulté d'ailleurs parce qu'étant issu d'une famille de militant et syndicaliste, si tu veux je n'avais pas, j'étais un peu en terrain connu et ça s'est fait naturellement. » « Et puis j'avais pas trop envie aussi de rester à la Sorbonne, je fait partie des gens pour qui ça était très difficile après un mouvement social, après des grèves, de revenir en cours. Alors évidemment il y a toujours la solution syndicale qui est de dire que c'est la continuité sous d'autres formes mais le moment intense que ça avait été me donnait l'impression que c'était un peu un retour en arrière que de venir dans l'ambiance un peu feutrée de la Sorbonne à l'époque. »⁹¹

Tous ces témoignages montrent combien la participation à « un mouvement de masse », comme s'accordent à le désigner les différents acteurs, peut influencer ou susciter un parcours militant.

De ce point de vue, mais nous y reviendrons dans la suite de ce travail, les rencontres, débats et actions menés vont avoir un impact sur les mobilisations, les organisations, les militants. La participation est, de ce point de vue, un moment fondateur, un moment de socialisation.

⁸⁹ Entretien effectué avec Frédéric Hocquart le 12/06/2006

⁹⁰ Entretien effectué avec Philippe Campinchi le 03/05/2006

⁹¹ Entretien effectué avec David Rousset le 15/12/2005

2- Rapport au politique et action syndicale: crise de représentation et crises internes (1986-1995)

a) UNEF-ID: Du succès à la crise

Comme nous l'avons vu précédemment, l'UNEF-ID est sortie renforcée de la mobilisation de l'hiver 1986. Mais cette position de première organisation étudiante va renforcer les luttes de pouvoir politique. Progressivement, le rapprochement des dirigeants de l'UNEF-ID avec les élites politiques socialistes va amener une crise qui va occuper toute la première moitié des années 90. L'installation de cette crise est progressive mais trouve ses origines, en grande partie, dans l'évolution du contexte politique.

En effet, le départ au parti socialiste de la direction de l'UNEF-ID a été le déclencheur d'un rapprochement progressif des directions des structures politique (PS) et syndicale (UNEF-ID). Au départ, le choix des militants qui ont décidé de suivre Jean Christophe Cambadélis au parti socialiste a été d'investir « la gauche du parti »⁹². La contrepartie à leur intégration dans le courant interne majoritaire de François Mitterrand, notamment celle de Cambadélis dans les instances nationales, a été de pousser les structures qu'ils animaient, en l'occurrence l'UNEF-ID, à prendre une part active dans la construction de la « victoire » de la gauche aux élections présidentielles de 1988. Dès lors, le projet est d'essayer de capitaliser l'aura acquise en 1986, pour la réinvestir dans la construction du programme de François Mitterrand et/ou dans la campagne. Cela supposait d'effectuer une campagne de soutien sous plusieurs formes en essayant d'élargir au maximum l'électorat « jeune » de François Mitterrand. L'investissement dans cette aventure ne se fait pas de manière uniforme et les différents courants politiques se saisissent de la question électorale par leurs réseaux respectifs, tous ces réseaux traversant, par les militants qui les incarnent, l'UNEF-ID. C'est le cas, des « amis » de Julien Dray qui essaie de se servir de l'engagement syndical et anti-raciste étudiant et lycéen dans SOS racisme et dans la FIDL pour entraîner la dynamique sur des chemins plus politiques.

« Oui bon ben 88 j'ai continué à la FIDL jusqu'à la campagne de Mitterrand. Parce qu'il y avait grosso modo deux groupes jeunes qui animaient la campagne Mitterrand. Il y avait tout ce qui était autour de Camba [entendre Cambadélis] qui était rentré au PS en 86 avec tout ce qui se faisait autour de « plus jamais ça! » avec le thème « on s'en souviendra en 88 ». De l'autre côté, il y avait tous les gens qui étaient autour d'SOS racisme et qui naviguait autour de Dray et qui avaient mis en place des « comités de jeunes pour l'égalité avec François Mitterrand ».⁹³

⁹² YON (Karel), op cit, 2001

⁹³ Entretien effectué avec Frédéric Hocquart le 12/06/2006

L'important dans ce phénomène est de bien comprendre que les militants dirigeants de l'après 86 sont tous en quête de matérialisation politique de leur expérience du mouvement. Cela a pour conséquence assez immédiate d'introduire, encore davantage que ça ne l'était, une dimension extrêmement politique aux débats internes. La période est marquée par une forte cartellisation des courants (appelés « tendance » dans l'UNEF-ID) autour des partis politiques. Par ailleurs, les positions de chaque courant dans les champs politique et syndical entraînent une certaine unité d'action (JCR mis à part) pour le soutien à la candidature de François Mitterrand en 1988. Néanmoins, cela n'eut pas l'effet escompté puisque qu'au premier tour, le 24 avril 1988, le vote des jeunes fut majoritairement de droite⁹⁴. Même si le mouvement Devaquet a été important, ce profond changement dans la répartition des votes des étudiants depuis 1981 montre que le revirement à gauche de la jeunesse annoncée pendant et dans les mois qui ont suivi la mobilisation est à pondérer assez largement.

Qui plus est, le retour de la gauche au pouvoir va modifier la « ligne » syndicale et politique de l'UNEF-ID au profit d'une plus grande collusion avec le ministère et un retrait de plus en plus visible de la sphère de la conflictualité traditionnelle. Dès lors, l'unité interne autour de la direction de l'UNEF-ID incarnée par le président Borgel (qui a succédé à Philippe Darriulat) commence à voler en éclat. L'arrivée au pouvoir de la gauche après les élections de 1988 ne fait que renforcer les liens déjà fort entre la direction de l'UNEF-ID et la direction du parti socialiste. Mais le tournant le plus marquant de cette période est l'accession au poste de ministre de l'éducation nationale de Lionel Jospin et de son conseiller spécial Claude Allégre. La direction de l'UNEF-ID se retrouve alors, avec comme interlocuteur institutionnel, un des responsables du courant politique de ses cadres nationaux. Cette situation assez bancal entraîne rapidement des « dérives » aux yeux de certains militants pour lesquels cette proximité du syndical et du politique traduit une perte de l'identité syndicale et combative de l'UNEF-ID dans la tradition des chartes de Grenoble (1946) et de Paris (1980).

« on gueule depuis 89-90 comme quoi c'est la courroie de transmission de Lionel Jospin. Comme en plus Cambadélis est dans le même courant que Jospin, c'est qu'ils écrivent ensemble en vérité... enfin c'est le cabinet... Rousset a du te raconter en détail comment ça se passait. Quand l'UNEF portait une revendication à ce moment là, le cabinet et Claude Allégre écrivait la revendication pour l'UNEF. L'UNEF portait la revendication, le cabinet disait « Ah oui on est d'accord ». Ils pouvaient annoncer victoire. Le plan social étudiant il a été construit comme ça. »

Ce constat de dérive n'est pas seulement dénoncé par le courant SOS racisme/FIDL gravitant autour de Julien Dray. C'est aussi le bilan partagé par certain cadre de la direction au premier rang desquels David Rousset, trésorier national depuis avril 1991:

« Ce qui est important de souligner c'est qu'à chaque fois l'UNEF-ID sur tous les mouvements elle a été à la traîne pour ne pas dire qu'elle a freiné. Un: elle n'a jamais cherché à les favoriser. Deux: elle a même parfois ouvertement cherché à les étouffer, à les empêcher de se développer. Pourquoi! Pour des raisons extra

⁹⁴ À 54% pour les étudiants dont 23% pour Raymond Barre, 22% pour Jacques Chirac et 9% pour Jean Marie Le Pen. BECKER (Jean Jacques), *op cit*, p 452.

syndicales simples que sont les accointances de sa direction de l'époque, j'en parle d'autant mieux que j'en faisais partie, avec le ministre de l'éducation national de l'époque qui s'appelait Lionel Jospin. Liens et relations se faisant étaient liés à la situation interne du parti socialiste et à la volonté qu'il n'y ait pas de grogne dans les universités pour ne pas gêner le gouvernement en général et Lionel Jospin en particulier. »⁹⁵

La conséquence de cette situation inédite est une crise profonde qui explose au congrès de Clermont Ferrand en 1993. Un certain nombre de « cadres » de la direction du syndicat, dont Emmanuelle Paradis (secrétaire générale) et David Rousset (trésorier), décident de s'allier avec les militants proches de Jean Luc Mélenchon et Julien Dray (dont notamment Pouria Amirshahi) autour d'un texte dit « texte rouge ». Les résultats du congrès sont contestés par les deux courants principaux: d'un côté « les amis de Cambadélis » et de l'autre une alliance de tendances et de courants minoritaires. Même si la scission officielle est évitée de peu, dans les faits existent deux UNEF-ID qui cohabitent dans une même structure sans travailler ensemble.

« C'est à dire qu'à l'époque l'UNEF-ID est coupé en deux. Elle a déjà fait un congrès au printemps 93 dans lequel personne n'a été départagé. »⁹⁶

De son côté, l'extrême gauche engagée dans l'UNEF-ID doit se positionner.

« Et dans l'UNEF, ce qu'on va faire quand arrive le congrès de 1993, qui est le congrès qui a lieu à Clermont Ferrand, à ce moment là on a une vision assez sectaire des choses et on est dans un rapport où on discute avec un des groupes de JCR, qui s'appelle les JCR-égalité qui eux ont une AGE à Amiens si je me trompe pas. Et on décide de faire, l'AGE de Montpellier que nous dirigeons et l'AGE d'Amiens, un texte commun lors du congrès de 1993. »⁹⁷

Alexis Corbière représente, à l'époque, la tendance (TUPI) composée de membres récemment exclus du PCI mais pas encore à LCR. Dans cette phase transitoire, ces militants créent un groupe politique qui influe sur leur analyse et leur intervention dans la crise syndicale à l'UNEF-ID:

« ...progressivement on commence à entendre parler je me souviens de Manu Schumatcher, David Rousset qui était trésorier de l'UNEF et on sent bien dans les différentes instances qu'il y a un peu de bordel mais enfin c'est assez peu visible de l'extérieur. Et tout ça éclate les 8 et 9 janvier 93 où il y a une scission de la majorité, avec l'histoire du texte rouge etc unité et action. Donc la majorité se scissionne. Une fois de plus, le trésorier national de l'UNEF est dans la scission et ils ont une dizaine d'AGE qui sont des figures historiques qui sont dans cette scission. Moi je me souviens que ça avait lieu à Jussieu leur truc. J'y vais à leur réunion où ils nous annonce leur création. Ils nous ont fait le numéro unité d'action etc mais moi à l'époque intellectuellement je suis encore extrêmement sectaire, assez groupusculaire et ils nous apparaît assez rapidement clair que premièrement, on a une vision assez bureaucratique des choses, on pense qu'ils

⁹⁵ Entretien effectué avec David Rousset le 20/12/2005

⁹⁶ Entretien effectué avec David Rousset le 15/12/2005

⁹⁷ Entretien effectué avec Alexis Corbière le 16/06/2005

arriveront pas à avoir la majorité du syndicat, deuxièmement que comme ils commencent à se rapprocher de Julien Dray, de SOS, on trouve que la pratique d'SOS et du groupe de la gauche socialiste dans SOS est assez exclusive et on se dit que finalement si ils prennent la majorité du syndicat il était pas évident qu'il y ait une vie beaucoup plus démocratique. »⁹⁸

Au final, après des discussions et des rapprochements, les membres de la LEAS⁹⁹ décident de se mobiliser et d'intégrer la TAS¹⁰⁰, contre le nouveau président Campinchi (Cambadéliste).

La période 93-94 est donc une période de trouble généralisé dans l'UNEF-ID difficile à gérer pour la nouvelle équipe. Dans ce contexte, l'ensemble des militants est arc-bouté sur des préoccupations internes et l'activité extérieure du syndicat s'en ressent. Il faut attendre le congrès de décembre 1994 pour qu'un dénouement s'opère avec la « victoire » des minoritaires sur l'équipe de Campinchi.

b) Rebond communiste, naissance associative

La crise que connaît l'UNEF-ID va faire le jeu de l'UNEF-SE. En effet, si elle n'avait pas tiré son épingle du jeu au moment du mouvement Devaquet, elle va connaître un sursaut grâce à la crise de l'UNEF-ID. En jouant la carte de la « lutte » et en critiquant l'attentisme de la direction de l'UNEF-ID face à Lionel Jospin, l'UNEF-SE regagne un certain crédit auprès des étudiants et une place médiatique. D'ailleurs, les résultats aux élections universitaires s'en ressentent.

« Tout baissait et on était dans un truc où effectivement aux élections de 1994 en fac au CROUS on se retrouve à un point de l'UNEF-SE. C'est à dire que l'UNEF-ID fait genre 21% ou quelque chose comme ça alors qu'au CROUS de 1987 elle en faisait 37%. C'est à dire qu'elle faisait 37% en 1987, elle faisait 30% en 1989, elle faisait 23% en 1991 et là elle aurait du se dire qu'il y a quelque chose qui va pas, et il y a pas eu d'élection en 93 puisqu'elles ont été reporté en 94 et en 94 elle fait 21,5%. Et l'UNEF-SE fait 20% ou 21% mais enfin on est vraiment dans un mouchoir de poche. »¹⁰¹

A l'UNEF-SE, ce rebond est analysé à la fois comme la conséquence du trop grand rapprochement politique du PS et de l'UNEF-ID mais aussi d'un regain d'intérêt des étudiants pour les orientations syndicales offensives. Laurent Frajerma¹⁰² définit les objectifs de l'UNEF-SE sur cette période ainsi:

« Notre ligne était de lancer les mouvements, de tout faire pour avoir une ligne un

⁹⁸ Entretien effectué avec Alexis Corbière le 16/05/2005

⁹⁹ Tendances Luttés Étudiantes et Action Syndicale.

¹⁰⁰ Tendances Action Syndicale

¹⁰¹ Entretien effectué avec David Rousset le 15/12/2005

¹⁰² Membre du bureau national de l'UNEF-SE.

peu mouvementiste, pour reprendre un peu les catégories de Robi, en plus on avait un peu perdu le capital de réflexion qu'avaient pu avoir les étudiants communistes en 86 dans les états généraux étudiants et tout ça, tout ça avait plus laissé beaucoup de trace... [...]non mais c'était un peu la ligne qui venait de la JC, une ligne très activiste essayant de construire une organisation à la fois mouvementiste et on construit une organisation où on fait beaucoup de cartes, où il n'y a pas de barrière à l'adhésion, où on essaie après de convaincre les gens de devenir des militants.»

Cette volonté offensive a aussi pour but de contenir les risques de débordements internes. En effet, depuis le congrès de Toulouse, un courant d'opposition, « l'opposition UNEF », se structure dans l'UNEF-SE¹⁰³ autour de militants « rénovateurs » de l'UEC et de militants JCR¹⁰⁴. Progressivement, les militants de la LCR/JCR deviennent majoritaires dans cette opposition et pousse aussi de leur côté à une intervention forte de l'UNEF-SE dans les mouvements¹⁰⁵. En intervenant sur le terrain de la défense des droits par la mobilisation, l'organisation occupe peu à peu un espace délaissé par l'UNEF-ID.

A ce phénomène de rééquilibrage syndical entre les deux principales « forces » s'ajoute la naissance d'un milieu associatif structuré. En effet, à partir de 1989, la réforme Jospin, en redéfinissant le financement et les critères de représentativité des organisations étudiantes, va permettre l'émergence de nouvelles structures nationales associatives. En 1989, la création de la FAGE, fédérant des associations de filières et des associations « thématiques » au sein d'une représentation nationale en est une illustration. Cette nouvelle organisation est au départ pensée comme un « outil d'aide au financement », mais va rapidement devenir une tête de réseau prétendant organiser la représentation associative sur l'ensemble du territoire. L'émergence des associations, sur la scène étudiante nationale, modifie la donne dans la mesure où l'UNEF-ID et l'UNEF-SE se retrouvent en concurrence, au moment des élections et dans la participation aux instances consultatives et décisionnelles de l'université (conseils,...), avec cette nouvelle force. Cependant, dès 1994, des associations corporatives mono-disciplinaires décident de quitter la FAGE – jugée trop « confédérale »- pour créer Promotion et Défense des Etudiants (PDE) comme simple association de répartition des financements n'empiétant pas sur les prérogatives de chacune de ses composantes.

Ces évolutions nous permettent de comprendre plusieurs évolutions qui éclairent le contexte dans lequel va se développer le mouvement contre le CIP en 1994 et le mouvement de 1995 sur les questions budgétaires.

3- 1995: un mouvement atypique

¹⁰³ Element important car il n'y a pas de « droit de tendance » officiel à l'UNEF-SE.

¹⁰⁴ Entretien avec Eric Schultz le 06/12/2005.

¹⁰⁵ Entretien avec Eric Schultz le 06/12/2005.

a) Un contexte de mobilisation

Pour comprendre le mouvement étudiant de 1995, il nous faut revenir sur le contexte dans lequel celui-ci se développe.

Sur le plan politique, la gauche a connu une large défaite aux élections législatives de 1993¹⁰⁶ qui débouche sur la deuxième cohabitation de l'histoire de la Vème république entre François Mitterrand et le premier ministre Edouard Balladur. Après plusieurs « succès » politiques sur les privatisations ou le code de la nationalité, le premier ministre affronte le milieu éducatif. Tout d'abord, sur la question de la réforme de la loi Falloux¹⁰⁷ pour laquelle il proposait une modification permettant de faire « sauter le verrou » des 10% dans le financement public des établissements privés. Après avoir mobilisé contre lui l'ensemble du corps militant laïc, et même au delà, Edouard Balladur est obligé d'abandonner ce projet. A peine six mois vont s'écouler avant que le gouvernement ne fasse voter un autre texte qui soulève un levée de bouclier, celui du contrat d'insertion professionnel (CIP), le 24 février 1994. Ce contrat permettait d'embaucher des jeunes¹⁰⁸ en les payant 80% du SMIC. La réaction étudiante est immédiate. Fer de lance de la mobilisation étudiante et lycéenne, les élèves des IUT jouent un rôle majeur. D'ailleurs, assez peu d'étudiant des universités sont mobilisés dans cette épreuve de force. Dans ce mouvement, expression d'une crainte à l'égard des conditions d'insertion professionnelle, les syndicats étudiants ont joué sur plusieurs tableaux. D'une part, ils ont soutenu le mouvement afin de déstabiliser davantage un premier ministre déjà affaibli par le recul sur la loi Falloux, d'autre part cela a été aussi l'occasion pour eux de jouer des partitions internes. Étant donnée la faible représentativité des seuls étudiants des IUT pour « monter » des coordinations « dignes de ce nom »¹⁰⁹, les organisations étudiantes ont travaillé en inter-syndical. Cela s'explique aussi en grande partie par la situation interne des syndicats. Les deux directions, l'UNEF-SE pour contenir l'opposition UNEF et l'UNEF-ID pour déstabiliser l'autre moitié de l'UNEF, sont allées dans le même sens. De leurs côtés, les minoritaires de l'une et l'autre organisation ont tenté de pousser à la mise en place de coordination. Cette mobilisation importante a obtenu le retrait, mais a été également l'outil des courants syndicaux dans leurs luttes internes.

« Comme moi j'avais des problèmes avec une partie de ma majorité qui s'était barrée, je jouais à chaque fois l'externe contre l'interne » « Sur la défense des organisations on se retrouvait ».¹¹⁰

De son côté, David Rousset affirme investir la coordination pour contrer la direction de

¹⁰⁶ Sur les 577 sièges de l'Assemblée, les socialistes en conservaient 67 et le parti communiste 24.

¹⁰⁷ BECKER (Jean Jacques), *op cit*, p674. Loi du 15 mars 1850, elle permettait l'ouverture de nombreuses écoles confessionnelles.

¹⁰⁸ BECKER (Jean Jacques), *op cit*, p678. Le texte concernait les titulaires du baccalauréat, d'un brevet professionnel ou de technicien et tous les jeunes diplômés de niveau bac+2.

¹⁰⁹ Entretien avec Laurent Frajerman le 15/06/2005.(en « off » après l'entretien).

l'UNEF-ID:

« A l'époque, vu qu'on est dans une demie UNEF avec l'objectif de prendre l'UNEF, on se sert de la grève pour taper sur l'UNEF. » « Il y a des tensions très forte dans l'UNEF et c'est pas simplement du verbal dans un BN. »¹¹¹

Laurent Frajerman, enfin, explique chercher, dans une alliance « objective » avec la direction de l'UNEF-ID les moyens de faire du CIP un outil de relégitimation de l'UNEF-SE.

« on avait une bonne répartition des tâches dans un sens avec la majorité Cambadélis tandis que les autres allaient essayer d'avoir un discours plus combatif, plus syndical, plus sur le terrain qui pouvait nous faire une concurrence et donc c'était beaucoup mieux comme des gêneurs de la majorité que comme la nouvelle majorité. Et de toute façon, en tant que direction syndicale c'était logique pour nous qu'on discute avec la direction syndicale et comme ils étaient affaibli, ils ont signé quelque chose de très important, c'était un appel commun des deux bureaux nationaux, des deux présidents où c'était le président de l'UNEF-ID et le président de l'UNEF. Ca c'était important parce qu'il y avait la question du nom, parce qu'ils nous appelaient toujours UNEF-SE et donc ils validaient, ils légitimaient le fait qu'ont été bien l'UNEF. Donc logique de reconquête, de légitimation c'était important. »¹¹²

Au final, ce mouvement a deux implications importantes. Du point de vue politique, Edouard Balladur, et son ministre François Bayrou, connaissent une défaite supplémentaire puisque le CIP est retiré définitivement le 30 mars 1994. Cela va avoir des répercussions sur l'intervention du ministre en 1995 qui, échaudé par ces événements, ne cherchera pas à passer en force et favorisera la concertation¹¹³. Comme l'écrit Edouard Balladur dans un des ses ouvrages sur cette période, « Chacun pensait à Malik Oussekin »¹¹⁴. Du point de vue syndical, la mobilisation contre le CIP est l'enjeu de réinterprétation diverses par les différents courants, chacun cherchant à « tirer la couverture à soi ». Dans l'UNEF-ID, les mois qui suivent la fin du mouvement contre le CIP voient se tenir les débats du congrès dans lequel la majorité de Philippe Campinchi est renversée au profit de l'alliance des minoritaires menée par Pouria Amirshahi.

A la veille du mouvement étudiant de novembre-décembre 1995, la situation est donc nouvelle à bien des égards car les situations politiques, syndicales et sociologiques ont changé à l'université.

D'une part, l'UNEF-ID est sortie, depuis le 74e congrès de 1994, de sa crise interne avec un changement de majorité houleux et le remplacement de Philippe Campinchi par

¹¹⁰ Entretien effectué avec Philippe Campinchi le 03/05/2006

¹¹¹ Entretien effectué avec David Rousset le 15/12/2005

¹¹² Entretien effectué avec Laurent Frajerman le 15/06/2005.

¹¹³ On peut d'ailleurs penser que cela joue un rôle dans la satisfaction rapide des revendications des étudiants de Rouen.

¹¹⁴ BALLADUR (Edouard), *Deux ans à Matignon*, Paris, Plon, 1995, p 169.

Pouria Amirshahi à la tête de l'organisation. La nouvelle majorité, alliance d'anciens courants minoritaires allant des militants de la gauche socialiste (Julien Dray) à l'extrême gauche (LCR/JCR), cherche à rebondir après cette phase de crise en essayant de dynamiser l'organisation sur des bases revendicatives. Les dirigeants précédents, autour de Philippe Campinchi, décident pour partie de se consacrer au militantisme associatif au travers du réseau Animafac créée en 1994.

D'autre part, la situation politique générale du pays est complexe. François Bayrou aborde la rentrée universitaire dans un paysage contrasté. Comme le remarque Michel Delberghe dans le Monde¹¹⁵, l'arrivée de nouveaux étudiants dans les universités françaises pose des problèmes organisationnels et budgétaires auxquels le nouveau gouvernement doit faire face. En effet, depuis 1985, les effectifs à l'université ont augmenté de 50% portant à près de deux millions, le nombre d'étudiant en France. Dans cette situation, de nombreuses universités connaissent des problèmes d'inscriptions et de locaux. Ils ont d'ailleurs déjà donné lieu à de multiples petits mouvements de contestation au printemps 1995, comme à Nanterre ou à Nice par exemple. « L'égalité des chances » mise en avant par Jacques Chirac pendant toute la campagne présidentielle est bien l'enjeu difficile auquel le ministre François Bayrou est confronté dans la mesure où son budget 1996 est presque inchangé par rapport à la période précédente¹¹⁶. Selon les termes de l'époque, « la massification » de l'enseignement supérieur pose la question des moyens budgétaires et des postes pour espérer tendre vers davantage de « démocratisation ». A ces problèmes récurrents s'ajoute la question de la réforme du « statut de l'étudiant » sur laquelle Alain Juppé s'est engagé. Sur ce point précis, François Bayrou annonce, dès la rentrée universitaire la prise en compte de cette thématique dans les préoccupations et l'agenda politique de fin d'année. Il doit lancer des concertations dès la mi-octobre avec les présidents d'université et les organisations étudiantes pour discuter autour des problèmes budgétaires mais surtout de cette « réforme du statut de l'étudiant ». C'est dans ce contexte général que se déclenche le mouvement étudiant de 1995.

b) Un mouvement atypique

« 1995 » reste dans les mémoires comme la date référence d'un mouvement social d'ampleur contre le plan Juppé qui a mobilisé une grande partie du salariat pendant plusieurs semaines¹¹⁷. Toutefois, on a « oublié » que le mouvement salarié a été précédé de plus d'un mois par un mouvement étudiant. Ce dernier appartient à ce contexte politique et mémoriel d'ensemble en cette fin d'année 95 mais s'en détache également très largement. Un mouvement étudiant puis un mouvement salarié d'ampleur, la

¹¹⁵ DELBERGHE Michel, « L'université effectue sa rentrée dans l'attente de nouvelles réformes », Le Monde, 04 octobre 1995.

¹¹⁶ DELBERGHE Michel, *art cit*, Le Monde, 04 octobre 1995.

¹¹⁷ BEROUD (Sophie) et MOURIAUX (René), *op cit*, 1997. LE GOFF, (Jean-Pierre) et CAILLE (Alain), *op cit*, 1996. LENEVEU (Claude) et VAKALOULIS (Michel), *op cit*, 1998.

comparaison historique avec mai 68 paraissait facile. En réalité, le rapport est distant. En 1995, la convergence des revendications étudiantes et salariés n'a pas du tout été suivi d'effet. Pour essayer de comprendre ce qui fait du mouvement étudiant de 1995, un mouvement atypique nous nous intéresserons donc à son déroulement.

Ce mouvement débute le 09 octobre par la mobilisation des étudiants d'un département de science de Rouen, structuré autour de l'association « Campus Actif », pour réclamer davantage de moyens et le respect par l'Etat des termes de la contractualisation. En refusant de retourner en cours, avec le soutien de leurs enseignants¹¹⁸, les étudiants ne se doutaient pas qu'ils susciteraient un mouvement plus large. On peut noter au passage que le travail effectué sur Rouen est celui d'une association et non d'un syndicat même si rapidement, le message revendicatif des étudiants va être soutenu et porté par l'UNEF-ID. Pouria Amirshahi¹¹⁹, nouveau président de l'UNEF-ID, se rend à l'assemblée générale de Rouen pour apporter son soutien tandis que Carine Seiler, vice présidente de l'UNEF-ID, relaie le message devant le CNESER. A partir du 10 octobre le doyen de la faculté de sciences¹²⁰ suspend les cours et les étudiants rouennais poursuivent la mobilisation pendant près de trois semaines jusqu'à ce que le gouvernement décide d'envoyer un médiateur pour « désamorcer » le mouvement naissant. En effet, d'autres universités (Paris X Nanterre, Toulouse,...) commencent à réunir des assemblées générales et les étudiants grévistes de Rouen décident d'appeler à une grève nationale le 30 octobre. L'envoi du médiateur à Rouen permet d'obtenir des crédits supplémentaires et les étudiants votent la reprise des cours le 02 novembre. Mais la mobilisation est lancée et les universités de Metz, Orléans, Aix-Marseille, Marne la Vallée, Perpignan, Paris I, Paris III, Paris VIII, Paris X ou Montpellier se mettent en grève dans les quinze premiers jours du mois de novembre avec comme objectif d'obtenir satisfaction « comme à Rouen ». Le mouvement, qui au départ se développe sur des situations et des revendications locales très éclatées¹²¹, commence alors à se structurer. En réalité, c'est en grande partie la conséquence de l'investissement croissant des organisations étudiantes syndicales et politiques dans les assemblées générales qui cherchent à donner de la « cohérence » au mouvement. Sur la base d'un appel voté à Toulouse, une première coordination nationale se déroule au Panthéon le 21 novembre 1995 et réclame, entre autre, un réinvestissement de l'Etat de 2 milliards de francs ajouté à une loi de programmation budgétaire. Dès cette première coordination, des tensions apparaissent entre l'UNEF-ID et le reste des organisations syndicales et politiques. Ces tensions dégénèrent même en affrontements physiques, lors de la coordination de

¹¹⁸ Entretien avec Olivier Rey. Il évoque même la possibilité que la mobilisation ait été impulsée par l'équipe pédagogique. Cela n'est pas vérifiable en l'état actuel de la recherche mais reste une piste parmi d'autre.

¹¹⁹ Entretien avec Pouria Amirshahi. Confirmé dans le travail de Jean Daniel Levy, *Les coordinations, émergence et développement. Étude à partir de mobilisation de la jeunesse scolarisée*, DEA Paris I sous direction d'Isabelle Sommier, 1997.

¹²⁰ Nous devrions dire « directeur d'UFR » et non « doyen de faculté » mais le terme est utilisé dans les médias comme dans les universités qui ont du mal à se faire à ce « nouveau » vocable.

¹²¹ Les étudiants de Rennes, par exemple, mobilisent sur la réforme de l'ALS proposée par Philippe Auberger.

Censier le 01 décembre 1995, entre le service d'ordre de la Gauche Socialiste et de SOS racisme, et les militants de la CNT¹²². L'UNEF-ID voit converger à son encontre l'ensemble des critiques dans des coordinations composées en quasi-intégralité de militants « professionnels » et décide alors de quitter la coordination. Voyant les difficultés de structuration du seul mouvement étudiant, elle choisit alors le rapprochement avec la Conférence des Présidents d'Université pour faire pression sur le ministère. De fait, le départ tardif du mouvement sur Paris couplé avec le développement de la grève des transports donne aux coordinations et aux assemblées générales parisiennes une configuration bien particulière. Dans la réalité, il existe une forte diversité entre Paris et la province (et même entre les villes) qui pose la question de la représentativité des AG car peu d'étudiants sont présents sur les campus, notamment sur Paris. A une question sur le poids de la province dans le mouvement, Pouria Amirshahi¹²³ formule une réponse sans ambiguïté.

« Déterminant parce que la province c'était le pays réel. C'est simple, la province c'était le pays réel, Paris c'était la bulle militante... la bulle de militants professionnels. »¹²⁴

En effet, les assemblées générales d'université votent la grève et envoient ensuite des délégués dans la coordination nationale. Or, que les délégués représentent quelques militants professionnels, comme c'est le cas sur Paris, ou plusieurs milliers d'étudiants, comme c'est le cas sur Toulouse, la représentativité n'est pas là même. Cet aspect nous est confirmé par plusieurs militants.

« Sur Paris, la grève des transports va complètement cisailer l'auto-organisation du mouvement. C'est à dire que les coordinations ne sont plus que des coordinations d'avant-garde. Nous quand on fait des AG à Paris VIII, il n'y a plus d'étudiants à Paris VIII. »¹²⁵ « Moi en 1995, je rentre à la coord et je suis reconnu comme étant représentative. Je suis déléguée de Paris I. Et ben si il y a 40 personnes qui ont voté pour moi, c'est le bout du monde. De quoi c'est représentatif? D'absolument rien! »¹²⁶ « La coordination, ça c'est un souvenir très

¹²² Alexis Corbière nous dit « Après tu as même une coordination qui a lieu à Censier, j'ai oublié la date mais c'est en décembre, où d'un seul coup l'UNEF, après avoir eu un rapport très hésitant, l'UNEF a toute une série de camarades qui sont délégués à la coord. Mais elle sent qu'elle est entrain de perdre le contrôle de la coordination et on voit arriver toute une série de gens qui ont 30-40 ans, qui ont plus rien à voir avec le milieu étudiant, qui sont... c'est même pas la gauche socialiste en vérité, t'as Marc Rozenblatt qu'est là, t'as Malek Bouthi qui est là et tout le service d'ordre de la gauche socialiste qui débarque pendant la coord pour se cogner avec la CNT. » Notons tout de même que des récits contradictoires existent sur cet épisode. Nous avons considéré, après recoupement avec les articles du quotidien *Le Monde*, que cette présentation d'Alexis Corbière paraissait être la plus en phase avec la réalité. Par ailleurs, l'important à retenir de cet épisode est l'extrême tension qu'il pouvait régner dans cette coordination.

¹²³ Entretien effectué avec Pouria Amirshahi le 20/12/2004

¹²⁴ Entretien effectué avec Pouria Amirshahi le 20/12/2004

¹²⁵ Entretien effectué avec Frédéric Hocquart le 12/06/2006

¹²⁶ Entretien avec Carine Seiler le 28/06/2006

net, avait un vrai problème de qui représente quoi, parce qu'on avait des facs comme Toulouse où ils étaient 5 pour Toulouse et Paris 5 par centre universitaire ou par université, donc il y avait un bin's sur ça avec des mouvements, des assemblées générales pas formidables, pas toujours formidables sur certains centres qui envoyaient quand même des délégués, ce qui a rendu très compliqué le début de la coordination. »¹²⁷

Néanmoins, trois autres coordinations vont avoir lieu, le 06 décembre à Censier, le 13 décembre à Tours et le 21 décembre à Bordeaux. Le départ de l'UNEF-ID de la coordination et le développement du mouvement salarié vident les assemblées générales et entraînent une radicalisation et une politisation de la coordination qui s'expriment dans ses mots d'ordre. Des 2 milliards et 6000 postes réclamés le 21 novembre, les revendications de la coordination atteignent progressivement 50 milliards et 25000 postes. Dans l'appel de la coordination de Bordeaux, la dernière, la dimension universitaire des revendications est même très largement écartée et on voit apparaître une demande de « retrait du plan vigipirate » et un souhait « d'allouer réellement 1% du budget de l'Etat à la culture ». Le mouvement a donc perdu peu à peu de son dynamisme au profit de la mobilisation contre le plan Juppé. Par ailleurs, la mobilisation étudiante n'a pas été massive et très peu de cortèges syndicaux étudiants d'importance sont venus grossir les manifestations. En fait, François Bayrou cède à hauteur de 369 millions de francs dès le 05 décembre. Ce montant, accepté par l'UNEF-ID et par la CPU explique en grande partie l'essoufflement rapide du mouvement et les orientations radicales prises par la coordination.

Résumons ici ce qui fait l'aspect atypique du mouvement étudiant de 1995. Premièrement, la revendication est dite « en positif », c'est à dire qu'elle se fait sur la base de propositions chiffrées par rapport à une carence budgétaire généralisée et constatée sur les campus. La nouveauté ici ne réside pas dans le fait que les revendications soient budgétaires¹²⁸ mais plutôt dans le fait que ces revendications éparses suscitent un mouvement national. Le deuxième élément, mais qui est lié, est le fait que ce mouvement à prétention nationale essaie de se structurer par le biais de coordinations. Mais le fait de chercher des accords, dans des coordinations dont la question de la représentativité est posée, entre des groupes militants aux aspirations radicalement différentes, aboutit à un échec. Dans un mouvement contre une réforme comme en 1986 ou en 2006 avec le CPE, la question ne pose pas, ou en tout cas en des termes différents. En 1995, l'UNEF-ID cherche à conserver son image d'organisation « responsable » vis à vis des pouvoirs publics et elle ne veut pas continuer à donner du crédit à la surenchère des mots d'ordre dans des coordinations qui lui sont défavorables. En plus de cela, l'aspect non massif de la mobilisation et la diversité des situations budgétaires et militantes dans les universités rend difficile la synthèse. De son côté, l'UNEF-SE investit les coordinations mais ne réussit pas à contenir la « dérive » du mouvement. Troisièmement, le mouvement salarié asphyxie le mouvement étudiant dans

¹²⁷ Entretien avec Laurent Frajerma le 15/06/2005.

¹²⁸ Depuis 86, de nombreux mouvements budgétaires ont eu lieu mais jamais ils n'ont donné lieu à un mouvement national et encore moins à des coordinations. Entretien avec Philippe Campinchi et avec Laurent Frajerma.

sa construction comme dans ses revendications. Néanmoins, parce qu'il a lieu dans la même période, le mouvement salarié, par sa dimension historique et mémorielle, permet au mouvement étudiant de « profiter de son aura ». On peut d'ailleurs émettre l'hypothèse que c'est une des raisons qui fait du mouvement étudiant de 1995 un moment auquel on se réfère, a posteriori, pour un certain nombre de militants¹²⁹.

Nous avons donc vu dans cette première partie que ces deux mouvements ne sont pas comparables. Cela tient à la fois à l'ampleur des mobilisations mais aussi à l'importance respectives accordées par les organisations à celles-ci. De plus, l'intervention des syndicats dans ces mouvements est le résultat de leurs évolutions complexes et conjointes, fruits de crises et d'alternances. Le caractère autonome et singulier de chacune de ces deux mobilisations, comme l'évolution des organisations syndicales conditionnent la manière dont les références sont construites et utilisées. Nous allons tenter de le voir dans la deuxième partie.

¹²⁹ Karel YON par exemple qui arrive dans le milieu étudiant après 1995 considère ce mouvement important .

Deuxième partie: Construction et enjeux des références dans un mouvement étudiant conflictuel et multipolaire

A l'instar des réflexions formulées par Maurice Halbwachs¹³⁰ dans la continuité critique d'Henri Bergson, la question de l'expression des souvenirs pose des problèmes liés à la reconstruction de ceux-ci en fonction d'un contexte. Dans cette partie, nous allons être confrontés à l'expression des souvenirs, de la mémoire individuelle en lien avec l'histoire commune vécue par les acteurs mais également avec les trajectoires postérieures à leur militantisme étudiant. Ainsi, nous allons nous intéresser à la construction des références dans le discours des militants en essayant de voir en quoi le mouvement Devaquet constitue un parangon de mouvement étudiant. A l'inverse, nous verrons que le mouvement étudiant de 1995 ne bénéficie pas du même statut et nous essaierons de comprendre les facteurs qui l'expliquent.

Afin de rendre intelligible notre propos, il nous faut clarifier ce que nous entendons par « référence ». Comme l'a montré Maurice Halbwachs, l'expression des souvenirs est soumise à une reconstruction permanente¹³¹. Cette reconstruction est la combinaison d'un

¹³⁰ HALBWACHS (Maurice), *op cit.*

¹³¹ HALBWACHS (Maurice), *op cit.*, p 92.

vécu individuel ressenti et de cadres sociaux environnants qui permettent, ou non, l'expression d'un souvenir. Cette constatation faite au plan individuel, alimente directement sa réflexion sur le groupe en affirmant qu'il existe une mémoire collective de groupe en dehors des individus. De ce point de vue, nous nous associons aux critiques formulés par Roger Bastide¹³² à propos des religions africaines au Brésil et par Marie-Claire Lavabre¹³³ à propos de la mémoire communiste. En effet, ces auteurs nous montrent que si Maurice Halbwachs a permis de mettre en exergue l'existence de valeurs, et de mémoires collectives qui n'existent que par le groupe, il a néanmoins négligé l'importance de l'individu dans le choix des références et l'expression de celles-ci. La difficulté est donc double. Nous allons essayer de voir en quoi l'expression des références collectives nous informe sur l'imposition d'une mémoire de groupe aux individus, et nous tenterons de montrer également le processus de passage d'une diversité de souvenirs à une unité de mémoire par la réinterprétation de l'histoire. Nous entendons donc par « références », les éléments de discours, saisis au niveau individuel lors des entretiens, constitutifs des expressions de la mémoire militante et de la mémoire collective. De la même manière, nous entendons par « mémoire collective » l'articulation d'historiographies partisans et des souvenirs militants entretenus à l'égard de ces mouvements.

L'enjeu de cette partie est donc de comprendre, par l'étude des références mobilisées dans les entretiens, quel rôle et quelle place occupent les mobilisations dans la(les) mémoire(s) collective(s) des militants étudiants syndicalistes. Il s'agira ainsi de questionner le rapport entre l'individu et le collectif. De plus, il nous faudra interroger conjointement la place et l'attitude de l'individu et de l'organisation face à une mobilisation qui constitue un événement fondateur. Pour cela, dans un premier temps, nous nous arrêterons sur le poids des organisations et courants politiques ou syndicaux dans le processus de sélection et de reconstruction des références. Dans un deuxième temps, nous essaierons de réfléchir aux éléments de rapport au temps et à l'action qui président à ces choix référentiels au niveau des militants comme des groupes.

1- « Référence », une affaire d'organisation ou de courant?

a) 1986: le modèle

Le mouvement Devaquet de 1986 a marqué les mémoires individuelles et a été, dans le même temps, une référence remobilisée pour l'action par des groupes, selon ce que Marie Claire Lavabre nomme « l'usage politique du passé »¹³⁴. Dans cet article, elle

¹³² BASTIDE (Roger), *op cit.*

¹³³ LAVABRE (Marie Claire), *op cit*

montre combien « la frontière entre histoire et mémoire » est floue tant est réinterprétable à l'infini un fait social. De ce point de vue, elle montre que les groupes politiques dotent, volontairement ou non, les références d'une fonction mémorielle et historique¹³⁵. A ce titre, les mobilisations collectives prennent une dimension importante dans la mémoire collective car elles créent du vécu utilisable politiquement comme élément du passé¹³⁶.

En ce qui concerne les mobilisations étudiées, la caractéristique principale du mouvement de 1986 contre le projet de loi Devaquet réside dans son aspect massif. Son ampleur a donné le sentiment à l'ensemble des militants d'avoir pris part à un réel mouvement de masse. Ce changement s'exprime notamment dans le bouleversement des rythmes militants et de la temporalité¹³⁷. Les pouvoirs publics et les médias sont devenus « dépendants » de la temporalité du mouvement, ce qui est l'illustration de l'ampleur de celui-ci. L'importance des manifestations, l'extension au milieu lycéen, le traitement médiatique ou la cristallisation des tensions politiques autour du mouvement, donne à cet événement une dimension mémorielle qui dépasse le simple fait militant. La plupart des personnes mobilisées ne sont pas des militants, ni même adhérents d'organisation, et de fait, la « référence Devaquet » va bien au-delà du microcosme syndical étudiant. Dans ce contexte global, le mouvement prend une importance encore plus marquée pour les militants actifs des organisations syndicales.

« Alors novembre-décembre 86 moi je le vis comme lycéen. Je suis en terminale et je dirige le mouvement comme lycéen sur Béziers et c'est important parce que pour la première fois tu as un rapport à un mouvement de masse. Il y a mon nom dans les journaux, enfin c'est des trucs qui, quand tu es lycéen, te marque. »¹³⁸

Comme nous l'avons vu dans la première partie, qu'ils soient lycéens, jeunes étudiants voire collégiens¹³⁹, le mouvement Devaquet constitue une étape importante dans le vécu des militants de l'UNEF-ID. Chez les militants de l'UNEF-SE cette référence au mouvement Devaquet existe mais de manière moins détaillée. D'ailleurs, ceux d'entre eux qui adhéreront dans les mois qui suivent le mouvement, mettent plutôt en avant les contacts humains permis par la lutte que le rôle de l'organisation.

¹³⁴ LAVABRE (Marie Claire), « Usages du passé, usages de la mémoire », in *Revue Française de Sciences Politiques*, Vol 44, n°3, 1994, p 487.

¹³⁵ LAVABRE (Marie Claire), *art cit*, p 487.

¹³⁶ VALENSI (Lucette), *Les fables de la mémoire. La glorieuse bataille des trois rois*, Paris, Seuil, 1992, 279p. Cet ouvrage montre comment une bataille, parce qu'elle a concerné beaucoup de gens (le vécu), peut être réinvestie dans le discours politique par des dirigeants qui confrontent leur interprétation.

¹³⁷ NAMER (Gérard), *op cit*, 1990. Nous y reviendrons dans la troisième partie mais la question du rapport au temps est importante dans le cas d'un mouvement étudiant. Le travail de Gérard Namer est éclairant sur cette question à propos du mouvement Devaquet.

¹³⁸ *Entretien avec Alexis Corbière le 16/06/2005*

¹³⁹ Ce qui est le cas de Carine Seiler.

« Donc, pour accélérer les choses, en 86, je rentre à la fac et je participe au mouvement étudiant de novembre-décembre 86, autant qu'on peut y participer quand on est une élève en classe préparatoire, c'est à dire que je vais à quelques coordinations, des inter-coordinations entre lycées et facs puisqu'on a un statut un peu transitoire. Et d'autre part, à la faveur de ce mouvement, je me retrouve en contact avec des militants étudiants, notamment l'organisation qui est quand même phare à Toulouse qu'est l'AGET-UNEF, qui a ses locaux au 15 rue des Lois c'est à dire en plein centre ville »¹⁴⁰

En terme de vécu individuel, le mouvement Devaquet a marqué durablement les militants. En réalité, ce qui peut apparaître comme une dimension individuelle de l'expression est aussi très largement le construit du parcours militant qui a suivi ce mouvement et du groupe dans lequel évolue l'individu. Le mouvement Devaquet est une étape importante de l'engagement de jeunes dans le militantisme syndical.

« Voilà donc après, donc je me suis toujours intéressé à la politique et au syndicalisme mais enfin j'ai pas fait de différences, et j'ai pensé que ça pouvait valoir le coup de commencer de militer avec le mouvement de 86 contre Devaquet puisque là j'étais en seconde. »¹⁴¹

En outre, sa dimension massive et « exemplaire » va être remobilisée par la suite comme une référence.

« Alors premièrement il y a un avantage et une difficulté à un mouvement comme 86. L'avantage, c'est que ça éveille plein de gens au militantisme. L'inconvénient, sauf si on en a conscience, c'est que le référentiel Devaquet fait que n'importe quel mouvement qui suit derrière va être comparé à celui là. Or, le mouvement contre Devaquet a ceci de particulier, c'est qu'il est exemplaire. »¹⁴²

De fait, en devenant une référence entretenue, ce mouvement devient, par la même occasion, un outil d'action, d'évaluation et de formation mais aussi un enjeu historiographique. Toutefois la remobilisation de cette référence doit être prise dans sa diversité et sa complexité.

L'UNEF-ID est l'organisation qui utilise le plus cette référence. On observe ce phénomène durant plusieurs années après le mouvement alors même que les étudiants ayant connu la mobilisation commencent à quitter les campus. En effet, nous avons observé, dans les textes de congrès ou de collectifs nationaux¹⁴³ de l'UNEF-ID, des références claires au mouvement de novembre-décembre 1986 sur lesquelles nous reviendrons plus tard. Ce référentiel construit l'identité de l'organisation dans son rapport aux autres (UNEF-SE, pouvoirs publics, médias...). La période de « l'après Devaquet » est présentée dans l'UNEF-ID comme l'apogée de l'organisation, et ce phénomène est

¹⁴⁰ Entretien effectué avec Marie Pierre Vieu le 21/11/2005

¹⁴¹ Entretien effectué avec Laurent Frajeran le 15/06/2005

¹⁴² Entretien effectué avec David Rousset le 15/12/2005.

¹⁴³ Les collectifs nationaux sont, dans l'UNEF-ID, la réunion nationale des militants ayant pour but de faire le point sur l'activité et l'orientation du syndicat. En moyenne trois collectifs nationaux se réunissent (mais ce chiffre peut varier en fonction des années) par an. Nous faisons notamment ici référence aux textes des 72^{ème} (1991), 73^{ème} (1993) et 74^{ème} (1994) congrès de l'UNEF-ID.

entretenu par les militants comme un élément identitaire permettant également de justifier les actions en cours et à venir. Appartenir à l'organisation majoritaire est présenté comme la continuité « naturelle » de l'engagement dans le mouvement Devaquet. L'UNEF-ID est sortie de ce mouvement avec une image grandie lui conférant un statut d'organisation de masse que les dirigeants souhaitaient construire¹⁴⁴. De fait, beaucoup de militants par le passé en retrait par rapport à l'organisation décident de s'y engager en renfort des nouveaux arrivés.

« ça été assez simple puisque comme j'avais assez habilement... personne n'a pu trouver de points... j'avais laissé aucun angle pour se différencier de l'UNEF-ID. Du coup, à la fin du mouvement j'ai récupéré tout ce qui était à la gauche de l'UNEF-ID, c'est à dire tous les gens qui étaient contre Cambadélis, contre le parti socialiste, contre moi et je les ai tous fait venir dedans en leur disant il n'y a pas de problème. J'ai récupéré également tous les gens qui s'étaient découverts militants pendant ce mouvement [...] Donc on a été totalement hégémonique sur ce pan étudiant. Mais bon, on a seulement quadruplé nos objectifs. »¹⁴⁵

Dans le même temps, le choix de certains militants qui seront responsables de l'UNEF-SE atteste de l'image positive et de la stratégie politique que comportait l'adhésion à l'UNEF-ID après le mouvement Devaquet.

« Je suis rentré à l'UNEF Solidarité Étudiante à mon corps défendant. Je voulais pas rentrer à l'UNEF. Je voulais rentrer à l'UNEF-ID parce que c'était la ligne des JCR et de la Ligue dans la foulée de 86. Le problème étant qu'à Sciences Po il n'y avait pas l'UNEF-ID. Donc j'avais le choix de créer l'UNEF-ID tout seul ou avec quelques chevènementistes sur une base purement bureaucratique, ou rejoindre le syndicat étudiant local de gauche qui était l'UNEF. »¹⁴⁶

Mais au delà de l'identité organisationnelle, la référence au mouvement Devaquet va être constamment mobilisée en interne de l'UNEF-ID pour justifier les positionnements des courants politiques et tendances syndicales. Jusqu'en 1993, la « majorité nationale »¹⁴⁷ au même groupe politique que les dirigeants du mouvement de 1986, c'est à dire les anciens du PCI passé au Parti Socialiste. Membre du bureau national de l'UNEF-ID et responsable du service d'ordre en 1986, Philippe Campinchi (président de 1991 à 1994) veut incarner cette continuité. De fait, ses militants revendiquent et utilisent la référence à 86 de manière régulière. D'une part pour justifier leur participation à la dynamique d'une mobilisation (même si celle ci n'est pas toujours avérée).

« Ainsi, capitalisant notre place dans le mouvement, nous pouvons compter sur l'arrivée de nouveaux militants désireux de continuer « après le mouvement » comme en 1986. »¹⁴⁸

D'autre part, pour argumenter sur la critique du syndicalisme de contestation, fruit de la

¹⁴⁴ Ce projet s'inscrit dans les objectifs recherchés dans le fait de quitter le PCI.

¹⁴⁵ Entretien effectué avec Olivier Rey le 29/06/2006

¹⁴⁶ Entretien effectué avec Eric Schultz le 06/12/2005

¹⁴⁷ « majorité nationale » est le nom donné dans l'UNEF-ID à la tendance qui dirige le syndicat, c'est à dire qui a été majoritaire au congrès précédent.

réorientation de l'UNEF-ID depuis 1989. Depuis l'arrivée au ministère de l'éducation nationale de Lionel Jospin, la direction de l'UNEF-ID met de plus en plus l'illégitimité du recours « permanent » aux mouvements pour justifier sa stratégie de rapprochement avec les pouvoirs publics.

« Ce dont il s'agit ici c'est la négation de la société capitaliste (c'est cette tendance qui fut à la base du refus de toute négociation en novembre-décembre 1986) »¹⁴⁹

On voit ici comment la direction de l'UNEF-ID utilise et réinterprète la référence au mouvement Devaquet pour justifier, en interne de l'organisation, son activité.

Mais ce phénomène n'est pas propre à la direction de l'organisation et les courants minoritaires insistent également sur l'héritage de 1986 pour convaincre de la nécessité d'un changement d'orientation. Ainsi, le texte d'orientation de Indépendance et Démocratie¹⁵⁰ « Pour un syndicalisme de transformation sociale » pour le 73^{ème} congrès de l'UNEF-ID consacre une partie de son préambule au mouvement Devaquet. Elle s'intitule: « Le tournant de novembre-décembre 1986. »

L'UNEF-ID a été profondément transformée par novembre-décembre 1986.

Des centaines d'étudiants, pour poursuivre plus longtemps l'action entreprise contre un projet gouvernemental, se sont retrouvés dans notre syndicat. Dans les faits, dans les universités, les anciennes composantes de l'UNEF-ID ont été submergées.

Pour l'UNEF-ID, le mouvement étudiant de 1986 a représenté une chance sans équivalent depuis, même si celle-ci n'a pas été totalement saisie, la direction de l'UNEF-ID n'ayant pas su -ou pas voulu- s'ouvrir complètement à cette nouvelle génération. » et le texte de conclure « Le rapport de force issu de novembre-décembre 1986 aurait pu permettre à l'UNEF-ID, après les élections de 1988, de peser réellement sur la politique gouvernementale. Prisonnière de ses liens de dépendance avec le gouvernement, elle l'a laissé s'étioler, se dilapider. »

Par la suite, dans ce même texte, la référence à 86 est de nouveau citée dans la partie « action syndicale et mobilisation étudiante ». Pour illustrer le décalage existant entre la direction de l'UNEF-ID et le mouvement contre la réforme Jospin de 1992, on en appelle à « l'exemple 86 ». On note également la réaffirmation de l'auto-organisation comme modèle avec, là encore, une référence claire au mouvement Devaquet. L'exemple de ce texte est très parlant dans la mesure où il est le fruit de l'écriture collective de courants et tendances minoritaires qui cherchent, dans la référence au mouvement Devaquet, à la fois une identité commune au sens du souvenir du vécu, mais aussi un modèle d'action pour construire l'avenir.

La référence au mouvement Devaquet se trouve donc dans toutes les dimensions de

¹⁴⁸ *Rapport d'activité de la majorité nationale (Campinchi) pour le congrès de Clermont Ferrand en 1993. Sur le mouvement étudiant de 1992 contre Jospin, ils affirment avoir été moteur.*

¹⁴⁹ *Texte d'orientation « Muter » de la majorité nationale au congrès de l'UNEF-ID de 1991.*

¹⁵⁰ Tendance de l'UNEF-ID qui rentre en conflit ouvert avec la majorité nationale à partir de 1993 sur la base de la critique de la collusion avec le parti socialiste et qui prendra la tête du syndicat en 1994.

l'activité militante de l'UNEF-ID tant il a marqué les militants, l'organisation et le milieu universitaire.

Du côté de l'UNEF-SE, la référence au mouvement Devaquet est réelle mais moins mise en avant. Les militants animant l'organisation dans les années qui suivent le mouvement Devaquet, qu'ils y aient participé ou non, peuvent difficilement réinvestir l'action militante du syndicat pendant le mouvement, ayant été très en retrait. De fait, la référence à 1986 prend d'autres formes qui ont elles aussi pour but de servir le discours et l'action. Premièrement, on parle de ce mouvement en positif car il a été massif tout en l'intégrant dans un contexte plus large qui redonne du crédit aux positionnements de cette époque. Ne pas focaliser uniquement sur le mouvement Devaquet est aussi le moyen d'amoinrir le poids de l'UNEF-ID.

« Donc je crois que c'est tout à la fois un très grand mouvement étudiant et le dernier mouvement étudiant d'un certain type de lutte qui correspond aux luttes des années 86 et que moi j'inscrirais dans le mouvement de la première partie de la gauche des années 80, c'est-à-dire qui s'inscrit dans les grands mouvements « services publics », grève des cheminots de 86, grandes manifestations sidérurgiques et autres. Je pense qu'au seuil des années 86 on a quand même une société qui évolue beaucoup, après 86 et qui jouxte 86 je pense qu'il y a un certain nombre de mouvements plus sur des revendications dites sociétales »¹⁵¹

Deuxièmement, l'idée que l'organisation syndicale doit se mettre « au service » du mouvement quand celui-ci éclate paraît être un acquis de 1986 pour ces militants de l'UNEF-SE. Cette crainte de se retrouver à nouveau en décalage avec un mouvement amène l'UNEF-SE à une activité « mouvementiste »¹⁵² au début des années 90.

« Mais je suis pas sûr qu'on avait un modèle. Enfin je parle pour moi. Bob Injey est plus vieux, donc il a connu d'autres mouvements précédents. Marie Pierre Vieu avait un an de plus que moi, elle a pas connu autre chose que 86. En plus on a connu 86 de loin, j'étais lycéen, il y avait trois coordinations différentes sur l'Essonne et on avait pas vraiment de prise, la coordination lycéenne ça marchait pas réellement. Le deuxième truc pour nous c'était de ne pas se mettre en travers du mouvement en ayant un agenda différent. Ça c'est une grande leçon de 86. »¹⁵³
« Quand il y a un mouvement, le syndicat se dissout tout de suite. C'est ça l'héritage de 86 pour nous »¹⁵⁴

Enfin, le mouvement Devaquet sert d'exemple sur la façon de structurer une mobilisation et d'intervenir pour le syndicat. Alors même qu'il n'a pas participé à ce mouvement, les propos d'un membre du bureau national de l'UNEF-SE en témoignent.

« Il y a 86 qui est dans toutes les têtes puisque c'est un mouvement de référence contre un gouvernement de droite en plus, donc c'était un peu la même chose. La

¹⁵¹ Entretien effectué avec Marie Pierre Vieu le 21/11/2005.

¹⁵² Selon la catégorisation de MORDER (Robi), *op cit*, p41.

¹⁵³ Entretien réalisé avec Laurent Frajerman le 15/06/2005

¹⁵⁴ Entretien effectué avec Eric Schultz le 06/12/2005

différence c'est qu'il y avait un projet alors que là il n'y a pas de projet. Je me souviens que c'était dans les têtes y compris dans la manière d'organiser les coordinations. »¹⁵⁵

Mais il sert aussi de base pour inspirer les formes démocratiques de fonctionnement collectif en dehors des mobilisations.

« L'UNEF c'est une fédération d'assemblée générale étudiante construites sur des bases locales et on ne produit pas au départ d'analyse globale du mouvement. Ça ne viendra qu'après le congrès de Lyon et c'est « l'opposition » qui fera se travail de structuration [...] donc on essaie simplement, au niveau local de reproduire des formes de démocratie étudiante inspirée de 86 »¹⁵⁶

De la même manière que dans l'UNEF-ID, l'UNEF-SE est traversée par des débats internes, moins officiels, mais tout aussi importants, qui donnent lieu à d'autres interprétations de 1986. De ce point de vue, « l'opposition UNEF »¹⁵⁷ insiste sur les éléments qui servent leur discours interne, notamment sur la question du recours à des formes d'auto-organisation.

« Ce qui est sûr c'est que tu ne peux plus après 86 faire un mouvement étudiant sans coordination, parce que la référence, l'identifiant « coordination nationale » est incontournable. Tu peux plus imaginer un mouvement où une direction syndicale s'approprierait le leadership »¹⁵⁸

Au final, la référence au mouvement Devaquet est moins présente dans l'UNEF-SE que chez sa concurrente. L'UNEF-SE, parce qu'elle revendique une présence sur tout le territoire et des volontés de représentation des étudiants, ne pouvait pas éviter de faire référence à ce mouvement de masse. De plus, le poids de la culture et de la tradition communiste dans le syndicat¹⁵⁹, l'empêche de faire l'impasse sur la référence à ce mouvement de masse ayant débouchée sur une « victoire » assortie d'un assentiment populaire. Malgré son poids limité dans la mobilisation, elle en reconnaît l'importance.

La référence au mouvement est donc une réalité militante qui n'est pas seulement le fait des organisations mais aussi très largement des courants qui les composent. La construction conjointe, dans une même temporalité, des courants et des organisations étudiantes a imposé le mouvement Devaquet comme une référence communément admise. Par contre, la tension existante entre les intérêts divers des groupes entraîne une diversité de mobilisation de la référence « 86 ». Dans cette multitude de références, on trouve pêle-mêle l'idée du mouvement Devaquet comme modèle de structuration du mouvement (position de la LCR et des ses courants dans l'UNEF-ID comme dans l'UNEF-SE), comme élément identitaire d'organisation (l'UNEF-ID) et de courants

¹⁵⁵ Entretien effectué avec Vincent Bony le 06/12/2005. A propos du mouvement de 1995.

¹⁵⁶ Entretien effectué avec Eric Schultz le 06/12/2005

¹⁵⁷ « L'opposition UNEF » est un courant officieux de l'UNEF-SE qui est organisé principalement autour de militant de la LCR.

¹⁵⁸ Entretien effectué avec Eric Schultz le 06/12/2005

¹⁵⁹ La plupart des responsables de l'UNEF-SE sont adhérents à l'UEC et au PCF.

(Convergences Socialistes puis Nouvelle Gauche), comme « passé glorieux » à retrouver (courant « Indépendance et Action » au congrès de 1993 de l'UNEF-ID¹⁶⁰) ou comme moment d'expression d'une crise (UNEF-SE). Le caractère massif du mouvement ajouté aux réinterprétations et réutilisations de ce passé lui confère un statut particulier dans la mémoire collective, à la fois structurant des parcours personnels et constituant de l'identité collective. Nous trouvons ici les caractéristiques d'un mouvement de masse qui devient de fait un moment historique.

b) 1995: Entre euphémisme et survalorisation

Comme nous l'avons vu dans la première partie, le mouvement étudiant de 1995 n'a pas été aussi massif que celui de l'hiver 1986. Ainsi, dans cette sous-partie, nous allons nous intéresser à deux aspects principaux liés au mouvement étudiant de 1995. D'une part, nous tenterons de voir si ce mouvement est une référence (réelle ou remobilisée) pour les militants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE. Ainsi, nous regarderons le statut occupé par celui-ci dans les témoignages des militants. D'autre part, nous essaierons de saisir si le mouvement étudiant de 1995 a été un moment de mobilisation des références sur 1986. Si tel est le cas, nous essaierons de voir si elle vient pendant le mouvement ou a posteriori dans le discours (continuité, comparaison...).

L'ampleur limitée du mouvement étudiant de 1995 et le caractère hétérogène de la mobilisation comme des mots d'ordre lui a conféré un statut très différent en fonction des organisations syndicales. Pour 1986, l'ensemble des acteurs s'accordent à reconnaître son importance et se livrent une bataille pour s'en réclamer héritiers. Pour 1995, la réalité est toute autre puisque apparaît un vrai clivage dans la lecture de ce mouvement entre l'UNEF-ID et l'UNEF-SE ainsi qu'entre les courants internes.

Du côté de l'UNEF-ID, l'analyse faite du mouvement conclue à l'existence de deux logiques contradictoires, celle du syndicat et celle de la coordination. De fait, pour beaucoup de membres de l'UNEF-ID rencontrés, la question de la référence est sans commune mesure avec le mouvement Devaquet. L'UNEF-ID a rapidement jugé les formes d'auto-organisation mises place comme non légitimes. A partir de ce constat, le mouvement de 1995 ne peut être une référence pour ces militants sur le plan du fonctionnement.

« Au début, on est dans la même problématique qu'en 86 c'est à dire qu'on s'est trop affronté bêtement sur cette question de coordination de 88 à 94 pour repartir avec les mêmes craintes. Donc ça nous dérange pas qu'il y ait coordination puisqu'on sait que l'UNEF-ID seule n'a pas les moyens de porter un mouvement en entier. Alors ça nous dérange pas pour peu que la coordination ait un minimum de représentativité, c'est à dire que les mecs qui sont dedans soient élus et pas désignés, qu'ils aient un mandat, que ce soit un minimum démocratique etc. Ce qui n'a pas était le cas du tout en 95. »¹⁶¹

¹⁶⁰ Notamment le courant proche de Julien Dray.

¹⁶¹ Entretien effectué avec David Rousset le 15/12/2005

Les conclusions qu'en tire ce responsable de l'UNEF-ID vont même plus loin.

« Pour l'UNEF-ID, en interne je parle parce que je distingue l'UNEF-ID et les étudiants, il y a eu un avantage c'est qu'en vertu de l'adage qui dit que l'expérience est la somme des erreurs commises, c'est avec la coordination de 95 qu'on s'est aperçu que le schéma des coordinations n'était plus opérant. [...] on réalise à ce moment là qu'il est temps d'arrêter de singer les habitus militant acquis en 86 »¹⁶²

L'aspect important et atypique sur la structuration réside également dans le fait que la coordination est très investie par les militants anarchistes et ceux de la CNT. Contrairement à ce qui s'était passé en 1986, la place du syndicat est réduite. De fait, l'UNEF-ID ne « maîtrise » pas la coordination est décidée de s'en détacher. Les propos du président de l'UNEF-ID illustrent bien les logiques contradictoires à l'oeuvre à ce moment là. Elle ne peut valoriser la référence à la coordination de 1995 à partir du moment où elle décide de la quitter.

« A partir du moment où on voit ça se mettre en place, on aurait pu batailler mais on voit ça se mettre en place, donc c'est un verrouillage total... du truc, par ceux qui ont intérêt à ne pas laisser l'UNEF-ID..... préempter si tu veux les mots d'ordre et l'organisation de la coordination. Je prends la responsabilité et on s'en va. Puisque c'est comme ça et puisque objectivement ça ne reflétait rien de la réalité du mouvement, je vais te dire pourquoi ça ne reflétait en rien parce que y a des choses importantes, on s'en va et on dit de toute façon maintenant y a deux choses qui vont se mettre à parler, les AG de province et la manière dont l'UNEF-ID appréhendera la situation au fur et à mesure et nous on a continué sur un certain nombre de mot d'ordre ».¹⁶³

Dès lors, on comprend que la temporalité propre au mouvement se brise dans la mesure où l'UNEF-ID va porter des exigences différentes de celles de la coordination nationale. Si ce départ de la coordination modifie le rapport de force construit par le mouvement étudiant, l'émergence du mouvement salarié le modifie tout autant car l'objet et la temporalité de l'agenda politique immédiat se déplacent sur le plan Juppé.

D'autre part, le mouvement étudiant de 1995 est le premier géré par la nouvelle direction de l'UNEF-ID depuis leur prise de responsabilité en 1994. Ceci est élément important dans la mesure où, au delà des difficultés et des choix fait à l'époque, il y a un enjeu a posteriori pour les militants à valoriser leur intervention dans ce mouvement. Cependant, la valorisation se fait à travers l'organisation et non pas à travers le mouvement lui-même. Ainsi l'importance du mouvement et de l'organisation sont mis en parallèle.

« Il comptera dans l'histoire du mouvement étudiant. Il comptera pourquoi? Par sa nature, je te l'ai évoqué tout à l'heure assez nouvelle. Il comptera parce que c'est ce mouvement là qui permet sur les triples questions universitaires et étudiantes derrière de déboucher, vu le rapport de force et du mouvement et électoral qu'il donne à l'UNEF-ID, ensuite de déboucher sur une réforme

¹⁶² Entretien effectué avec David Rousset le 15/12/2005

¹⁶³ Entretien effectué avec Pouria Amirshahi le 20/12/2004

pédagogique qui d'ailleurs, je te le rappelle à l'époque, a mit hors de lui tout le mouvement des mandarins [l'idée est que cette réforme a fait l'objet de nombreuses critiques de la part des responsables d'universités qui y voyaient une perte de leur prérogative]. »¹⁶⁴ « On a gagné [l'UNEF-ID] à cette époque, plusieurs années de tranquillité. Je m'explique. Le ministre de l'époque c'est François Bayrou et François Bayrou dans la vie il a des convictions et la plus importante de ses convictions c'est sa trajectoire et son ambition. Et François Bayrou il avait pas du tout, et il voyait que l'éducation était un pétard mouillé et il avait pas envie d'être le Devaquet numéro 2. »¹⁶⁵

Au global, ce mouvement étudiant de 1995 n'est que très peu une référence pour les militants de l'UNEF-ID. D'ailleurs, lorsque nous les interrogeons, la plupart le juge mineur à l'échelle de leur parcours militant. Finalement, le seul courant qui valorise réellement cette référence à 1995 est le courant de gauche syndicale proche de la LCR. Membres de la nouvelle majorité nationale dirigée par Pouria Amirshahi au moment de la mobilisation, ils décident de créer une tendance propre, la tendance Unité et Démocratie, après avoir exprimé un désaccord sur la manière dont l'UNEF-ID est intervenue dans ce mouvement. De fait, pour ces militants, la référence à 1995 est beaucoup plus présente parce qu'elle exprime un rappel de l'événement fondateur de constitution de leur courant dans un contexte historique rattaché, après coup, aux grandes grèves des salariés. C'est un élément identitaire propre à ce groupe dans l'UNEF-ID.

« Nous on pense que l'UNEF doit continuer à se confronter, à être présente dans les coordinations, à mener la bataille en leur sein au contraire, à pas hésiter à affronter politiquement et idéologiquement les militants de la CNT voire physiquement si nécessaire mais dans le cadre d'une dynamique politique. Et pas uniquement on est le grand syndicat étudiant, mettez vous à genoux et quand on parle c'est bien. On a malgré tout une vérification à faire de l'utilité du syndicat en rapport réel aux masses. Ce que, de mon point de vue, la direction du syndicat et notamment Pouria n'arrive pas à faire. »¹⁶⁶

D'ailleurs, même pour des personnes qui s'engage après le mouvement, cet événement marque davantage une rupture interne dans l'UNEF-ID qu'un mouvement étudiant d'ampleur.

« Il s'était passé apparemment au plan national un certain nombre de problèmes puisqu'il y a les histoires avec les tontons qui étaient venus filer un coup de main aux petits jeunes, Dray, Rozenblatt et compagnie, les affrontements avec la CNT, la sortie de la coordination, les négociations dans le dos du mouvement de Pouria avec Bayrou et à peu près tous ces trucs là si je me souviens bien. Et tout ça justifiait, de notre point de vue, la rupture avec la majorité pour créer une nouvelle tendance ».¹⁶⁷

¹⁶⁴ Entretien effectué avec Pouria Amirshahi le 20/12/2004

¹⁶⁵ Entretien effectué avec David Rousset le 15/12/2005

¹⁶⁶ Entretien effectué avec Alexis Corbière le 16/06/2005

¹⁶⁷ Entretien effectué avec Karel Yon le 05/07/2006

On voit donc qu'il existe une pluralité de positions quant à la référence au mouvement étudiant de 1995 dans l'UNEF-ID. Ils témoignent plus de débats internes sur la conception des luttes comme outil de médiation que de l'importance de la mobilisation en tant que telle. En outre, il marque le choix de l'UNEF-ID de privilégier le compromis à la confrontation¹⁶⁸.

Du côté de l'UNEF-SE, la référence au mouvement étudiant de 1995 est toute autre. En effet, les membres de sa direction ont tendance à valoriser ce mouvement à différents niveaux. Tout d'abord, il est présenté comme un renouveau d'intervention du syndicat dans les mobilisations. Cela est un moyen de grandir l'intervention de l'UNEF-SE dans ce mouvement, en faisant le choix de la coordination en écho à la « leçon » de 1986. A ce titre, l'abandon des velléités hégémoniques est présenté comme quelque chose de positif.

« Dans les faits notre victoire ça était le fait qu'on avait accepté l'idée que l'on ne serait pas hégémonique. On a joué notre rôle mais pas plus. »¹⁶⁹

Dans le même temps, le discours revient sur la question de la structuration.

« Voilà je crois que c'est ça. Le fait c'est qu'à partir du moment où on joue la démocratie, on joue une coord nationale car on peut pas régler ça simplement par l'additif des structures telles qu'elles sont, et en même temps en jouant une coordination nationale on joue une structuration du mouvement étudiant qui s'inscrit dans la base donc en province beaucoup parce que c'est plus fort qu'à Paris. »¹⁷⁰

Enfin, le mouvement représente le moyen d'améliorer le bilan de l'UNEF-SE dans une dynamique de rivalité entretenue envers l'UNEF-ID.

« On en a tiré un bilan extrêmement positif puisqu'on pensait même être devenu la première organisation étudiante. On tient un congrès en fin de mouvement à Montpellier. L'UNEF a grandi et a fait des adhésions pendant le mouvement même si on le recense pas immédiatement. On était un peu la petite organisation face à la grande organisation quand je suis arrivé à l'UNEF, la petite UNEF contre la grande UNEF-ID. A ce moment ça on se dit ça y est c'est nous la première force et il faut qu'on se comporte en tant que telle. »¹⁷¹

Ces aspects liés à la confrontation démocratique se retrouvent également dans le discours de militants moins aguerris qui font leurs armes au moment de mouvement.

« Mais là où je trouve que 95 a facilité les choses, en tout cas c'est ce que moi j'en retiens, on portait publiquement les divergences. On avait pas peur d'affronter le débat avec les étudiants sur ce qui pouvait nous opposer et après charge aux étudiants de trancher sur un certain nombre de choses via les assemblées générales et via les élections universitaires, ou au moment où ils ont l'opportunité de le faire. Moi j'ai retenu ça et je reste convaincu qu'en politique

¹⁶⁸ L'UNEF-ID quitte la coordination pour suivre les propositions de la CPU.

¹⁶⁹ Entretien effectué avec Laurent Frajerman le 15/06/2005

¹⁷⁰ Entretien avec Marie Pierre Vieu le 21/11/2005

¹⁷¹ Entretien effectué avec Vincent Bony le 06/12/2005

aujourd'hui il y aurait besoin de travailler à travers ce type de confrontation. »¹⁷²

Cela est à rapporter à une autre réutilisation du mouvement de 1995 comme le moment de « l'erreur historique » de l'UNEF-ID. En effet, en quittant la coordination nationale et en négociant avec le gouvernement, l'UNEF-ID a contourné les formes « démocratiques » du mouvement. Dès lors, elle a été l'objet de toutes les attaques. L'ensemble des autres organisations syndicales et politiques en désaccord avec cette attitude ont saisi ce moment pour se construire une identité autour de cette opposition. La référence à ce mouvement a fait l'objet d'un usage organisationnel notamment de la part de l'UNEF-SE. L'objectif de cette pratique étant de se différencier en positif par rapport à une organisation jugée concurrente et fautive. Cela a permis à l'UNEF-SE, dans le discours, de revaloriser son image. En réalité, l'impact de l'UNEF-SE dans ce mouvement a été limité¹⁷³ et la mise en exergue de l'attitude de l'UNEF-ID a été à la fois un moyen de critiquer un adversaire, mais aussi un moyen de valoriser sa propre conduite en présentant ce mouvement comme exemplaire.

« Par contre Carine Seiler a dit si c'est comme ça nous on va se casser. Et là c'est vrai qu'avec d'autres j'ai pris la responsabilité de dire si ils se cassent tant mieux ou tant pis, plutôt tant pis d'ailleurs, j'étais pas ravi qu'ils partent, en fait j'étais partagé entre deux sentiments d'un côté si l'UNEF-ID quitte la coordination c'est magnifique ils se mettent eux même à part et ils en subiront longtemps les conséquences ».¹⁷⁴

Par ailleurs, dans l'UNEF-SE, il existe un « courant » animé par les militants des JCR et de la LCR. Un des représentant que nous avons rencontré dévalorise grandement ce mouvement.

« En 95 Nanterre était en grève, Paris VIII était en grève. Nanterre c'était les anars et la CNT. Paris VIII c'était des autonomes. La ligue devait être dans le mouvement étudiant, il lui fallait une fac en grève alors on a mis Paris I en grève. Mais on l'a fait à 30 en s'appuyant sur la grève des transports et en bloquant les ascenseurs de Tolbiac on a décrété qu'il y avait 40 000 étudiants en grève. Du coup, on avait notre fac et on pouvait aller dans les coordinations. Je suis un peu cynique et un peu désabusé mais c'est vrai qu'à la fin on représentait plus rien. Même si on décrétait des facs en grève et même s'il y avait un amphi avec 200 ou 300 personnes, rien à voir avec 86 en terme d'ambiance, de public, d'élaboration collective et de pratiques. Nous on jouait sur la reproduction mais on savait pertinemment que... »¹⁷⁵

Deux raisons principales expliquent cela. La première, assez objective, est que le mouvement étudiant de 1995 n'est pas un mouvement de masse. La deuxième, plus politique, est que 1995 marque pour les militants la tentative ratée de reprise en main de l'UNEF-SE. De fait, la référence au mouvement étudiant de 1995, quand elle existe,

¹⁷² Entretien effectué avec Karine Delpas le 15/12/2005

¹⁷³ Mis à part sur certain site comme Toulouse, par exemple.

¹⁷⁴ Entretien effectué avec Laurent Frajerman le 15/06/2005

¹⁷⁵ Entretien effectué avec Eric Schultz le 06/12/2005

exprime plutôt le désarroi d'une défaite syndicalo-politique.

« A la suite du mouvement on a été plongé directement dans le congrès de Montpellier qui a été assez tendu aussi parce que c'est la première mort de l'opposition UNEF. Dans le congrès de Montpellier, où on arrive quand même sur un rapport de force positif à l'intérieur de l'UNEF. On se fait réintégrer, on défend un texte qui est bien perçu par tout le monde y compris par une partie de l'UEC, on a des légitimités de grèves dans les facs. On a quelqu'un qu'est légitime sur Nanterre et qui s'appelle Olivier Besancenot mais pendant ce congrès la Ligue décide d'en finir avec les indisciplinés de l'opposition UNEF en faisant voter leurs mecs contre nous »¹⁷⁶

Pour la présidente de l'organisation, la référence au mouvement étudiant est aussi le moyen de s'insérer dans une continuité historique avec les grandes grèves de 1995.

« Je pense que les étudiants se sont projetés comme des salariés en devenir et c'est pas pour rien qu'il y a des revendications comme l'autonomie de la jeunesse ensuite qui se cherche. Et les salariés ont vu que le milieu étudiant n'était plus un milieu coupé du reste de la vie, qu'il y avait une vraie recomposition à l'université et qu'il n'y avait pas que des nantis et qu'on avait une classe d'âge à la fac, et donc bon on a pu lier un dialogue à ce niveau mais ça va au delà des syndicats et ça s'inscrit vraiment dans l'individu et le collectif, dans la société. Parce qu'il y avait vraiment de tout dans les revendications de 95, il y avait le logement, la santé y avait tout quoi. »¹⁷⁷

Le dernier point que nous souhaitons aborder sur le mouvement étudiant de 1995 concerne les références au mouvement Devaquet. Il est intéressant de noter qu'au delà des différences de lectures de l'impact et de l'importance du mouvement étudiant de 1995, les militants des deux organisations mobilisent le mouvement Devaquet dans leurs argumentaires.

Dans l'UNEF-ID, le discours de délégitimation des coordinations se fait par le biais d'une comparaison avec le mouvement Devaquet. De la même manière, tout l'argumentaire autour de la responsabilité du syndicat dans le rapport au pouvoir face aux structures auto-organisées et radicalisées part du constat que l'aspect massif connu en 1986 ne s'est pas reproduit en 1995.

« Et puis si tu veux je vais t'avouer autre chose, quand tu es président de l'UNEF et que t'as les mecs au téléphone que ce soit des gouvernements, que ce soit des partis politiques ou bien les flics qui te disent « mais monsieur vous organisez votre manifestation y a eu 400000 étudiants, quel est votre dispositif? » et que t'as une partie de mecs qui pèsent rien... si tu veux les réunir, dans toute la France, ils sont 50 militants anarchistes ultra violents, ultra gauches qui mettent en péril des choses et toi t'as en souvenir 86 et qu'il y a un mort, tu prends pas les choses de la même manière et tu agis avec prudence. »¹⁷⁸

Parallèlement, les militants de la tendance Unité et Démocratie (LCR) utilisent le modèle

¹⁷⁶ Entretien effectué avec Eric Schultz le 06/12/2005

¹⁷⁷ Entretien avec Marie Pierre Vieu le 21/11/2005

¹⁷⁸ Entretien effectué avec Pouria Amirshahi le 20/12/2004

de 1986 pour justifier leur positionnement.

« Moi je continue à penser, à l'image de ce qui s'est passé en 86, il faut qu'il y ait des organisations permanentes, elles ont un rôle à jouer c'est évident. Elles suscitent, elles permettent, elles aident mais en même temps, à la différence des syndicats de salariés, il n'y a pas un enracinement suffisamment fort dans le milieu étudiant pour qu'un syndicat étudiant, en l'occurrence l'UNEF-ID, se proclame le porte parole. »¹⁷⁹

Du côté de l'UNEF-SE, le mouvement Devaquet devient réutilisée contre l'UNEF-ID après coup. Jusque là, elle ne mobilisait pas trop la référence à 86 mais elle opère un changement de stratégie. Dans la valorisation a posteriori du mouvement de 1995, l'UNEF-SE a développé l'idée de la « revanche » de 1986 contre sa rivale.

« On avait fait, on avait une politique d'unité alors est-ce que ça peut être une référence? Est-ce que 86 est une référence? Je sais pas parce que quelque part on avait la volonté de prendre notre revanche sur l'UNEF-ID puisque l'UNEF-ID c'est notre concurrent principal et pour tout dire par exemple on a fait en sorte que la CNT soit dans le bureau de la coordination. Au final, on peut dire que l'ampleur du mouvement joue sur l'ampleur de la référence et du recours à celle-ci. [...] Comment te dire pour revenir un peu sur l'essentiel, c'est intéressant que le mouvement de 95 soit devenu une référence par la suite, c'est pas comme ça qu'on le voit sur le moment, et je crois surtout pas que ça était un prélude à la réunification alors ça absolument pas. »¹⁸⁰

Au final, l'UNEF-ID a eu tendance à amoindrir l'importance de ce mouvement tant il a été difficile pour la nouvelle direction de prendre la décision de quitter la coordination nationale. En effet, dans les années qui ont précédé le changement de majorité, les militants du courant « Indépendance et Actions » (ceux qui étaient à la direction de l'UNEF-ID au moment du mouvement de 1995) ont mis en avant l'orientation unitaire et « mouvementiste » de leur démarche contre les dérives cogestionnaires de l'ancienne direction. C'est d'ailleurs sur cette base que les militants de la LCR avaient rallié leur projet de reprise en main du syndicat. On peut donc penser que leur profil dans le mouvement de 95 ne correspond pas à la façon dont ils s'imaginaient intervenir dans pareil cas de figure. La matérialisation de l'écart entre le projet de reprise de l'UNEF-ID par la nouvelle majorité et l'attitude de l'organisation dans le mouvement a eu pour conséquence l'éclatement partiel de l'accord qui avait permis le changement d'équipe dirigeante¹⁸¹.

De son côté, l'UNEF-SE a survalorisé l'importance du mouvement et son intervention propre dans celui-ci. Le but de cette démarche est double. D'autre part, le lien mouvement étudiant - mouvement salarié, lui donne ainsi une dimension unitaire et un poids politique plus importants en phase avec les objectifs politiques et la culture communiste de ses

¹⁷⁹ Entretien effectué avec Alexis Corbière le 16/06/2005

¹⁸⁰ Entretien effectué avec Laurent Frajerma le 15/06/2005

¹⁸¹ Les militants de LCR décident de quitter la majorité nationale au collectif national de l'UNEF-ID de février 96 pour créer une tendance autonome, la Tendance Unité et Démocratie.

dirigeants.

2- Entre référence et héritage

a) Le vécu comme grille de lecture du contexte

Comme nous l'avons vu précédemment, les références faites par les militants aux mouvements de 1986 et 1995 sont multiples et jouent sur plusieurs niveaux conflictuels. Ces références sont des co-constructions permanentes liées aux oppositions d'organisation et aux luttes de positionnement des différents groupes. Ces phénomènes s'expriment par les individus qui constituent les représentants de cette diversité de point de vue. Par conséquent, pour saisir ce qui se joue derrière le rappel des souvenirs et le choix des références, il est nécessaire de revenir sur les trajectoires individuelles. Nous ne souhaitons pas ici faire une « biographie militante » de ces responsables de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE mais plutôt d'essayer de voir en quoi le vécu personnel, inséré dans des dynamiques collectives permet de comprendre les logiques référentielles à l'oeuvre dans le milieu syndical étudiant.

Le premier élément important renvoie aux premiers pas effectués dans le militantisme par ces responsables. En effet, on peut observer que l'importance accordée aux mouvements étudiants a tendance à varier en fonction des parcours militants. D'ailleurs, il est intéressant de noter dans notre échantillon, que la très grande majorité des personnes rencontrées n'a pas réellement débuté son militantisme avec un mouvement étudiant. En effet, les responsables syndicaux de cette époque ont ceci de particulier qu'ils militent dès le secondaire via des organisations politiques de jeunesse (JCR, JC, MJS), des associations anti-raciste (SOS racisme, Ras l'front) ou des organisations lycéennes (la FIDL principalement). De fait, la manière dont ils ont vécu le mouvement de novembre-décembre 1986 a été en grande partie fonction de « l'endroit » où ils étaient. Pour certains, la cause anti-raciste a été le moyen d'accroche du militantisme qui a débouché sur un engagement dans le mouvement¹⁸². Pour d'autre, dès le lycée, le militantisme politique a précédé l'engagement dans le mouvement.

« Mon éveil politique ce fait au moment de l'adolescence parce que je suis dans une école à ce moment là catho, un peu dure, avec pas mal de jeunes d'extrême droite et étant juif je suis assez malmené à ce moment là et c'est donc sur la thématique de l'antisémitisme que se réveille ma conscience politique.[...] Mon parcours politique, donc l'éveil commence là, je fréquente un peu le trotskisme et les JCR à cette période là sans vraiment m'y engager, je suis dans la génération qui coordonne des concerts d'SOS dont on comprendra l'impact plus tard. Je fais les premières manif en 86 alors que je suis tout jeune lycéen et puis très très en retrait mais comme je suis à l'époque rue d'Assas très au coeur de la bataille tout

¹⁸² Le parcours de Frédéric Hocquart en atteste. Cf. citation partie 1

de même. »¹⁸³

Mais l'engagement peut être également lié à un contexte familial favorable couplé à des rencontres particulières.

« J'ai commencé à m'intéresser à la politique parce que j'avais un cousin plus âgé que moi, 7 ans de plus que moi, qui faisait déjà de la politique et qui a été à LO, après au SCALP et après aux JCR. Au collège, il devait être au SCALP parce qu'il me refilait des badges ou des trucs comme ça. »¹⁸⁴

Néanmoins, même si le mouvement n'est pas toujours le déclencheur direct du militantisme, il en est bien souvent un accélérateur ou en tout cas un moment important dans le vécu des militants, qu'il soit attendu ou pas. La conséquence en est l'intériorisation de l'impact de la participation à ce mouvement. Pour les jeunes militants, l'exaltation liée au mouvement correspond à un moment déterminant. Pour les militants plus aguerris, c'est l'aboutissement d'une activité quotidienne orientée sur l'action.

« [à propos du mouvement de 1995]J'étais un super jeune militant et je n'ai aucune lecture politique de ce mouvement. Je n'ai qu'une dimension affective et émotionnelle de tout ce qui a pu se passer là. Ça faisait un mois que je militais et c'était complètement un acte...c'était vraiment un moment constitutif de mon militantisme où vraiment là pour le coup c'était un truc génial ». ¹⁸⁵

Au delà, de la diversité de ces éveils à l'engagement, la caractéristique commune à tous ces militants est d'avoir été à la fois, les « réceptacles » de visions de l'histoire véhiculées par les groupes dans lesquels ils se sont engagés, mais aussi, les constructeurs et promoteurs de références, du fait de leur prises de responsabilité. En cela, la prise en compte des trajectoires militantes est nécessaire à la compréhension des phénomènes de mémoire collective, comme le rappelle Olivier Fillieule pour qui l'étude des trajectoires militantes permet d'accorder « une attention égale aux processus et à la dialectique permanente entre histoire individuelle et institution et, plus généralement, les contextes ». ¹⁸⁶

Comme nous l'avons vu, le vécu des militants est réinvesti dans l'activité quotidienne. Contrairement à l'activité syndicale traditionnelle et quotidienne, qui se perpétue de manière un peu « mécanique », un mouvement étudiant est un moment singulier. De fait, les responsables syndicaux sont obligés d'avoir recours au vécu de chaque membre de l'organisation ou du groupe d'appartenance pour mutualiser l'expérience et mettre en oeuvre une lecture du contexte. Par ailleurs, il n'existe pas de critères objectifs pour déterminer si un mouvement va devenir une référence ou un moment de la mémoire collective. Bien sur, son ampleur et les résultats obtenus accroissent les chances de faire de celui ci un événement remobilisé par la suite mais ne détermine en aucun cas la manière dont il le sera. C'est toute l'ambiguïté du rapport entre passé (saisi par les vécus)

¹⁸³ Entretien effectué avec Arnaud Champremier-Trigano le 17/06/2005

¹⁸⁴ Entretien effectué avec Karel Yon le 05/07/2006

¹⁸⁵ Entretien effectué avec Pierre Catan le 06/12/2005

¹⁸⁶ FILLIEULE (Olivier), *art cit*, p200.

et présent (construit dans un contexte). De ce point de vue, il est intéressant de voir que le mouvement de 1995 est resté une borne chronologique malgré son ampleur et son impact limité.

Paul Ricoeur¹⁸⁷ nous dit à propos de la mémoire qu'elle peut apparaître « comme matrice de l'histoire si l'on se place du point de vue de l'écriture de l'histoire » puis « comme un canal de la réappropriation du passé historique tel qu'il nous est rapporté par les compte-rendus historiques ». Nous souhaitons rebondir sur ces propos dans la mesure où ils posent la question des éléments qui composent cette mémoire. En effet, la réappropriation de l'histoire syndicale étudiante est balisée par des mouvements qui forment ce que nous nommerons des « sémaphores référentiels » auxquels les responsables se rattachent de manière identitaire. Parler de mouvements étudiants suppose donc de parler des références entretenues à leur égard et nourries des vécus individuels et des intérêts collectifs. Un autre aspect lié au vécu d'un mouvement étudiant par des militants syndicaux réside dans la construction de cette référence. Elle le devient par le jeu des réinterprétations et les enjeux contenus dans la justification identitaire de l'action politique. Ainsi, le vécu des militants n'est pas une expérience brute réinvestie par la suite mais l'expérience d'un individu traversé avant, pendant et après le mouvement par des identités et des appartenances diverses¹⁸⁸. Cela joue sur la manière d'agir mais aussi sur la construction des références. Par exemple, le mouvement Devaquet n'occupe pas la même place dans la mémoire collective selon qu'on se place du côté des dirigeants de l'UNEF-ID, membres par ailleurs du parti socialiste et ex-membre du PCI, ou du côté des amis de Julien Dray, animateur de SOS-racisme et de la FIDL. Néanmoins, l'ensemble de ces personnes ont vécu ce même mouvement à travers une même organisation (l'UNEF-ID) et ont reconstruit leurs références à le mouvement au cours des années qui ont suivi. Ainsi, le vécu d'un même évènement ne signifie pas une référence identique¹⁸⁹. Chaque groupe intervient dans un mouvement étudiant avec ses intérêts propres et la manière dont il arrive à ses fins (ou non) oriente sa mémoire. Sur ce point nous proposons d'identifier trois niveaux principaux de production et de mobilisation de références constitutives de la mémoire collective des groupes. Ces groupes n'étant pas forcément internes au syndicalisme étudiant voire non exclusivement étudiant.

Le premier niveau, le plus large, est celui des organisations. L'appartenance au même syndicat est le socle commun minimum pour ces militants. Par cette appartenance, on les distingue de l'extérieur comme un groupe, ce qui construit un cadre commun d'action et de mémoire.

Le deuxième niveau est celui des groupes d'appartenance restreint. Ces groupes peuvent être aussi bien des tendances syndicales (« l'opposition UNEF », « la tendance

¹⁸⁷ Paul Ricoeur le 08 mars 2003 à la *Central European University* de Budapest dans le cadre d'une conférence internationale intitulée « Haunting Memories? History in Europe after Authoritarianism ».

¹⁸⁸ VIAUD (Jean), « Contribution à l'actualisation de la notion de mémoire collective », in LAURENS (Stéphane) et ROUSSIAU (Nicolas), dir, *La mémoire sociale. Identités et représentations sociales*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, p 29

¹⁸⁹ DROUIN (Vincent), *op cit*, p29.

Unité et Démocratie »,...) que des groupes politiques organisés derrière des personnalités (Cambadélis), des structures (SOS racisme) ou des courants politiques (Renovateurs de l'UEC, JCR...). De fait, à ce niveau, la dualité principale apparaît dans l'existence conjointe de groupes politiques et de groupes syndicaux. Bien souvent, les militants sont engagés dans plusieurs de ces groupes tout en mettant en oeuvre une cohérence politique d'ensemble. Cette situation se traduit dans l'établissement d'une hiérarchie dans l'implication dans chaque niveau avec en quelque sorte, le niveau organisationnel qui donne le cadre du militantisme et le niveau du groupe restreint qui fonde l'identité et les positionnements politiques internes. Ainsi, les militants de la LCR de l'UNEF-SE se retrouvent dans « l'opposition UNEF ». Leur identité syndicale interne est construite par l'appartenance à un groupe extérieur à l'organisation.

« Le point de rassemblement de l'opposition UNEF se fait principalement autour de la Ligue. Même si souvent on est en désaccord avec la direction de la Ligue. »¹⁹⁰

De la même manière, l'exemple des réseaux SOS racisme, dans l'UNEF-ID, est caractéristique d'un groupe qui se rassemble politiquement et syndicalement dans le milieu associatif. Au delà du milieu associatif, c'est aussi un groupe organisé autour d'un homme, Julien Dray.

« C'est à dire qu'il y a une accélération souvent dans les mouvements sociaux où on se pose des questions autres qu'un engagement associatif anti-raciste. Pendant le mouvement et dans la foulée de ça, je suis rentré dans ce groupuscule, il devait y avoir 50 personnes en France, ça s'appelaient « questions socialistes » et c'était animé par Julien Dray et tous les gens qui étaient autour de ça et qui animaient principalement SOS racisme. Donc j'ai commencé à avoir un engagement politique à partir de 87, j'ai adhéré au parti socialiste à ce moment là. J' ai lancé la FIDL puisqu'à l'issue de 86, il y a avait pas de syndicat lycéen et c'était un des constats du mouvement, il pouvait pas y avoir de forme d'auto organisation parce qu'il y avait pas de syndicat lycéen. Enfin, il y en avait plus. Il y en avait eu à la fin des années 70. Donc on a lancé la FIDL qui a été lancé par les lycéens d'SOS racisme et j'ai été le premier président de ce truc là jusqu'en 88. »¹⁹¹

Le troisième niveau est celui de l'individu. Ici, ce qui prévaut est le passage par un mouvement comme moment fort du vécu. Mais ce vécu est fondamentalement collectif dans la mesure où il illustre un moment commun fondateur. En ce sens, Jean Pierre Azéma parle « d'événements inauguraux que l'on peut dire générationnels ».¹⁹²

« Dans les mouvements qui m'ont le plus marqué et bien tu as 86 forcément. J'ai 18 ans et je suis dans le machin et c'est assez extra-ordinaire. Ça fait deux ans que je milite politiquement et tu as l'impression que c'est... que c'est pas la révolution mais qui se passe vraiment quelque chose de massif ».¹⁹³

C'est l'articulation de ces trois niveaux qui modèle les références, influence les actions et

¹⁹⁰ Entretien effectué avec Eric Schultz le 12/06/2005

¹⁹¹ Entretien effectué avec Frédéric Hocquart le 12/06/2006

¹⁹² AZEMA (Jean Pierre), art cit, p4

construit des mémoires collectives. Il nous paraît intéressant de noter que l'émergence d'une mobilisation accroît l'importance de ces niveaux qui sont autant de dimensions de l'identité individuelle et collective. Pour un courant majoritaire par exemple, qui incarne l'organisation par le fait qu'il la dirige, le premier niveau est mis en avant dans le discours. Ces niveaux sont importants parce qu'ils représentent les cadres de production et de rappel de la mémoire collective.

Ainsi, nous reconstruisons nos souvenirs au niveau individuel en fonction de « cadres sociaux ». A ce titre, la prise en compte du vécu comme grille de lecture du contexte est un moyen de prendre en compte l'aspect collectif de la mémoire sans nier la dimension individuelle de son expression. Nous pouvons observer au fil des citations que les militants ayant continué un parcours politique au-delà de leur engagement étudiant sont plus enclins à valoriser le poids et les références liées au groupe politique. A l'inverse, les militants ayant marqué une rupture avec leurs engagements de jeunesse multiplient les témoignages centrés sur la dimension individuelle. Cet état de fait doit nous inciter à prendre avec précaution les tentatives de catégorisation que nous avons effectuée dans la mesure où elle s'appuie sur des témoignages recueillis longtemps après les faits étudiés. Néanmoins, ce découpage du réel permet de réfléchir sur la mémoire militante dans la diversité de ses dimensions.

Finalement l'importance du vécu dans la construction et la mobilisation des références suit un cheminement que nous proposons de résumer de la façon suivante:

Etape 1: Vivre le mouvement constitue une expérience militante importante

Etape 2: Avoir vécu le mouvement confère aux militants un statut légitime à mesure que l'on s'éloigne chronologiquement de celui-ci.

Etape 3: La reconnaissance et la valorisation par le groupe de cette expérience construit la légitimité du discours.

Etape 4: La légitimité du discours fait du témoin un « objet » d'histoire comme un « outil » de formation au service du groupe.

Etape 5: La mobilisation de références à travers les trajectoires des militants alimente la mémoire collective et donne des outils pour l'action.

L'ensemble des éléments que nous avons mobilisé dans cette sous-partie, nous a informé sur le poids des parcours dans l'expression des références par les militants. Même si nous l'avons évoqué succinctement à plusieurs reprises dans les parties précédentes, il nous faut nous arrêter maintenant sur les enjeux que représente, pour les organisations et les groupes, la mobilisation des références aux mouvements pour se replacer dans l'histoire. L'idée est de voir ici comment et pourquoi les mouvements étudiants de 1986 et 1995 sont l'objet de références. Ces enjeux sont liés à l'identité, à l'histoire et à l'action et nous essaierons de voir comment cela s'illustre.

b) Le travail de mémoire et les enjeux politiques

¹⁹³ *Entretien effectué avec Eric Schultz le 12/06/2005*

En essayant de voir le poids du groupe sur la mémoire à travers les enjeux liés à l'histoire, nous tentons de trouver une voix médiane entre les souvenirs individuels et la reprise collective de ceux-ci.

Comme nous l'avons rappelé précédemment, le milieu étudiant présente des spécificités qui favorisent les luttes de pouvoir et multiplient les jeux d'influence. Cette complexité des influences peut être comprise et expliquée par les divers engagements parallèles des responsables nationaux des organisations syndicales. Chaque militant est traversé par des éléments issus de plusieurs socialisations (familiale, syndicale, politique,...). D'ailleurs, beaucoup de ces militants lisent l'histoire à l'aune de leur courant politique et de sa matérialisation syndicale.

Par ailleurs, il ne faut pas tomber dans le débat un peu rapide sur le syndicat comme « courroie de transmission » tant les enjeux politiques sont diversifiés et les engagements militants complexes. Le rapport du syndical au politique, incarné par les responsables des organisations, nécessite d'être clarifié. Et ceci afin de mieux comprendre les enjeux à « se replacer » dans l'histoire pour les différents groupes. Bien entendu, le milieu syndical étudiant n'est pas en dehors de toutes influences politiques ou syndicales « adultes ». En dehors même de ces dimensions, les « anciens » ont pu avoir une place plus ou moins reconnue, voire institutionnalisée, selon les époques¹⁹⁴. Toutefois, ce milieu n'est pas pour autant un lieu de formation et d'action corseté de toutes parts. En effet, si on regarde l'histoire récente des organisations, on remarque que les grands équilibres qui se dégagent illustrent une répartition politique des militants, des enjeux et des influences. Cela a une grande importance sur les références et la construction de l'histoire étudiante.

On a longtemps présenté l'UNEF-ID, a fortiori après l'adhésion au PS du courant de Jean Christophe Cambadélis, comme un organe de jeunesse du Parti Socialiste. De la même manière, l'UNEF-SE concurrente s'est souvent vu identifiée au Parti Communiste. Bien sur, ce phénomène renvoie à une réalité puisque de nombreux militants des deux directions, et non des moindres, étaient membres de ces partis. Certains ont même poursuivi leur engagement étudiant par un mandat ou des responsabilités dans les « appareils » du PS ou du PCF, et les institutions périphériques (municipalités, cabinets....) ont constitué des débouchés potentiels et réguliers d'une bonne partie des militants des bureaux nationaux.

Néanmoins, ce lien n'est pas direct et il est très largement à pondérer pour plusieurs raisons:

Tout d'abord, ce constat de passerelle entre le monde étudiant et le monde politique est une réalité pour bon nombre de dirigeants nationaux (de ce point de vue, l'étude des carrières militantes est un outil précieux) mais il reste une exception pour la plupart des militants de base et encore davantage pour les simples sympathisants ou électeurs d'une organisation. Ce sont d'abord les militants des « jeunesses » (MJS, UEC) qui constituent un vivier politique, et la principale ressource des cabinets ministériels a d'abord été les grandes écoles, et finalement peu qui ont fait « leurs écoles » dans le militantisme

¹⁹⁴ Dans les statuts de certaines AGE et dès le début du siècle une place est réservée aux « anciens », et l'UNEF est partie prenante de la création d'une association d'anciens, l'AAUNEF, au début des années 1930.

syndical ou associatif. Souvent, on passe dans le militantisme étudiant sans que ce soit l'engagement principal.

Puis, si on regarde de plus près la réalité de la vie militante et les débats internes des organisations, on peut se rendre compte qu'une multitude de courants existent dans chaque appareil. De ce point de vue, on trouvait officiellement dans l'UNEF-ID des militants de la LCR et officieusement (parce qu'il n'y avait de « droit de tendance ») dans l'UNEF-SE des militants autonomes et trotskistes (dont certains de la LCR). De la même manière, l'ensemble des militants étudiants du Parti Socialiste ne se trouve pas dans l'UNEF-ID après 1994 (une partie quitte le milieu syndical pour alimenter le réseau associatif avec Animafac avec Philippe Campinchi), ni après 2003 (une partie se trouve à la Confédération Étudiante). De la même manière, après le mouvement étudiant de 1995, certains militants quitteront les deux UNEF pour créer SUD-Étudiant. Enfin, notons que la présence dans une même organisation de courants politiques issus du même parti n'est pas forcément un élément pacificateur (les luttes entre courants du PS dans l'UNEF-ID en atteste). Ces exemples montrent bien qu'il faut se garder de raccourcis trop hâtifs pour décrire le monde étudiant.

De plus, les structures étudiantes sont souvent investies, par un type particulier de militants des différents partis politiques : parfois minoritaires et souvent attirés par l'action pratique. Cela aboutit au dynamisme de la réflexion dans la sphère syndicale¹⁹⁵. Le renouvellement des thèmes et des méthodes montre la dimension « autonome » revendiquée par les organisations et défendue également par des personnes ayant un engagement politique parallèle. En tout état de cause, les syndicats étudiants ont contribué à produire nombre d'oppositionnels chez leurs adhérents membres de partis : c'est à partir de leurs propres positions acquises par l'action syndicale que des dirigeants de l'UNEF membres de l'OCI (Denis Sieffert, Jean-Louis Wander, équipe Cambadélis), ou de la LCR (Julien Dray), ont quitté leur parti d'origine, tout comme on constate que les dirigeants successifs de l'UNEF-renouveau ont été critiqués, ou ont quitté le PCF (Guy Konopnicki, Wasserman, Jean-Luc Mano, Michel Renard).

Enfin, il y a des échanges entre les deux sphères mais ils ont lieu dans les deux sens. Ainsi, Philippe Campinchi, responsable politique du PS en 1995, joue un rôle dans la gestion du mouvement sans être étudiant parce qu'il y a des enjeux politiques à « gérer » les étudiants. Néanmoins, lorsque ceux-ci sont organisés et structurés solidement et collectivement, l'influence se fait dans l'autre sens. Par exemple, lors du mouvement contre le projet de loi Devaquet en 1986, le mouvement étudiant et ses organisations, au premier rang desquelles l'UNEF-ID a joué un rôle majeur, a réussi à imposer au Parti Socialiste le fait de soutenir le retrait du projet (ce qui n'était pas sa position au départ). D'une certaine manière, les mouvements étudiants peuvent aussi instrumentaliser les partis quand le rapport de force est de leur côté, et les militants étudiants choisir au sein d'une offre politique délimitée en fonction de leurs intérêts et de leurs convictions.

¹⁹⁵ Il en va de même dans le monde salarié. Sur cette question: RENOUE (Gildas), « Désappareiller la politique. Syndicalisme de contre-pouvoir et dévaluation du politique » dans Lionel Arnaud, Christine Guionnet (dir.), *Les Frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, PUR, 2005, pp. 111-144

Cette légère digression par rapport à la stricte question des références collectives nous permet de comprendre que la mémoire syndicale étudiante est plurielle tant son rapport au politique, et donc à l'histoire et à sa réinterprétation par les groupes, est ambigu et composite. De ce point de vue, dans la continuité des réflexions de Maurice Halbwachs, il nous semble important de distinguer la « mémoire collective » de la « mémoire historique » qui est une élaboration finalisée de l'histoire. La mémoire collective que nous essayons de saisir dans ce travail est en réalité une mémoire de groupes militants. Les rôles et places de chacun, en parallèle de l'appartenance à différents groupes, fondent cette « mémoire d'une organisation, d'une articulation, d'un système de rapports entre individus »¹⁹⁶. Cela suppose également que la référence au passé est fonction des impératifs du présent. De ce point de vue, nous sommes confrontés au fait que dire sa mémoire, a fortiori pour un militant, c'est s'exposer à une réinterprétation liée à la recherche de cohérence. Cette recherche de cohérence est renforcée par l'appartenance à des organisations ou des groupes. Les responsables étudiants, parce qu'ils appartiennent à plusieurs groupes, cherchent à se replacer dans l'histoire en fonction de leur militantisme passé et présent. Notons, comme l'a remarqué Saint Augustin dans ces réflexions philosophiques sur le temps, que la mémoire est ainsi « le présent du passé »¹⁹⁷. La réinterprétation qui en découle passe par les filtres des groupes cherchant à se situer dans l'histoire. Pour ces raisons, nous souhaitons ici revenir sur les illustrations de ce phénomène que nous avons constaté dans nos entretiens.

Le fait qu'un mouvement étudiant soit choisi par une organisation pour placer des repères historiques tient à la fois à des raisons pratiques et identitaires.

« Ceux qui avaient vécu les deux avait commencé en 86 comme moi je commençais en 95. Et donc j'entendais beaucoup parler de grosso modo ce qu'un mouvement comme celui là représentait pour un syndicat comme l'UNEF-ID. C'est une aubaine extraordinaire pour faire passer les messages, pour mobiliser les gens et pour recruter des cadres. Parce qu'en trois semaines de manifs, tu apprends autant qu'en quatre ans de routine bureaucratique. »¹⁹⁸

Dès lors, les directions des organisations revendiquent la paternité de la mobilisation. Marie Pierre Vieu, présidente de l'UNEF-SE au moment du mouvement de 1995, réinterprète le contexte à son avantage et à celui de l'organisation qu'elle incarnait.

« Donc on a la conférence des présidents d'université qui essaie d'arranger tout ça mais enfin on a du mal et puis d'autre part, à la faveur de cette même rentrée, on a un mouvement social qui se cherche. [...] Nous ce qu'on constate l'UNEF c'est que dans cette rentrée là il va falloir tout à la fois hisser l'ambition qu'on a de contestation comme on le fait en chaque rentrée et ensuite, chercher le cadre unitaire le plus large possible. Je crois que c'est deux constantes. [...] Donc nous, en prolongement du SOS inscription où on a l'habitude de faire un rassemblement près du rectorat pour demander des moyens et cette année là on

¹⁹⁶ BASTIDE (Roger), « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'année sociologique*, Vol 21, 1970, p65-108.

¹⁹⁷ Cité par RICOEUR (Paul), *Temps et récit*, tome I, Seuil, 1985, p 37.

¹⁹⁸ Entretien effectué avec Pierre Catan le 06/12/2004

s'est dit ce qui serait bien c'est pas de faire un rassemblement mais c'est peut être carrément appeler à une manif. Ensuite, dans ce cadre là, on a essayé de recenser campus par campus ce qui manque, commencer vraiment à voir une démarche plus soutenue et qui va plus loin. Donc je crois que ça part vraiment de ça le mouvement étudiant puisqu'il y a une première manif fin octobre sur Paris qui coïncide à peu près au moment où du côté de Rouen, du côté de Toulouse ça monte fortement et on se retrouve très rapidement avec une explosion dans les campus. »¹⁹⁹

De la même manière, le président de l'UNEF-ID de l'époque interrogé sur le contexte du mouvement de 1995 valorise la place de son organisation dans la période.

« Les conditions objectives étaient réunies. [...] tu voyais bien qui y avait deux poids deux mesures, que l'argent public allait dans un endroit et pas dans un autre et de toute façon ça se voyait parce que c'était un problème récurrent depuis que l'UNEF-ID avait gagnée la bataille de la massification et réussit, dès les années 80, à engager un max de batailles dont le point d'orgue est 86 sur l'accès de l'université à tous. [...] La deuxième raison et je pense que, sans surdéterminer le rôle de l'UNEF, [...] on sort de deux ans de bagarre interne et un changement de majorité sans scission mais un changement de majorité qui... heu... en 94 met en place une direction syndicale, de culture de confrontation et qui décide de toute façon que maintenant le rôle du syndicat c'est pas simplement d'accompagner un mouvement apolitique, de corpo qui commence à émerger à ce moment là ou à réémerger à ce moment là, mais d'assumer son rôle d'organisation syndicale sur le front syndical, sur le front des études et sur le front social. »²⁰⁰

Ces deux exemples viennent nous montrer combien la relecture des événements peut être importante et différente. Mais, nous pouvons remarquer également que cette revendication référentielle « pour l'histoire » est aussi une opportunité de valorisation de leur parcours personnel²⁰¹. Plus récemment, l'actualité de l'année 2006 nous a offert la possibilité d'illustrer cela avec le mouvement contre le Contrat Première Embauche (CPE). En effet, la dernière série d'entretien que nous avons effectuée a été réalisée après ce mouvement. Il est intéressant de noter qu'un certain nombre des responsables étudiants que nous avons rencontrés dans ce cadre ont fait des comparaisons explicites avec le mouvement Devaquet, à l'image de Frédéric Hocquart.

« Oui 86 reste une référence, mais je pense que le CPE va devenir la nouvelle référence. Dans 10 ans on se souviendra du CPE comme un mouvement victorieux, totalement exemplaire dans la manière dont la lutte s'est passée. Comme 86! Ce dont 95 peut pas du tout se revendiquer »²⁰²

¹⁹⁹ Entretien avec Marie Pierre Vieu le 21/11/2005

²⁰⁰ Entretien effectué avec Pouria Amirshahi le 20/12/2004

²⁰¹ Ils étaient les deux président(e) de l'époque du mouvement de 1995; A titre d'exemple, on peut noter que Marie Pierre Vieu est actuellement élue national du Parti Communiste Français. Ainsi, elle cherche à mettre en lien l'engagement de l'UNEF-SE de cette époque avec le contexte syndical salarié et politique.

²⁰² Entretien effectué avec Frédéric Hocquart le 12/06/2006

La référence au mouvement contre le CPE est ici construite par quelqu'un qui joue encore un rôle dans le milieu étudiant²⁰³. Cet exemple illustre deux phénomènes principaux. Le premier consiste à mobiliser la référence au mouvement Devaquet, vingt ans après, pour lire une mobilisation récente. On peut penser que cela vient du parcours du militant (qui a connu ce mouvement) mais aussi de la vigueur avec laquelle cet héritage a été entretenu. Le second réside dans l'entretien de cette référence. Nous allons le voir dans une dernière partie mais il paraît intéressant de noter la longévité de certains parcours. Ainsi, le vécu de ces militants se mélange avec les réinterprétations constantes qu'ils en font. Ils ne sont pas là uniquement pour témoigner mais également pour incarner et véhiculer la mémoire de leur organisation, contribuant de ce fait à orienter plus largement l'histoire du mouvement étudiant.

Au final, ce que nous avons essayé de montrer dans cette partie est la diversité des références mobilisées par les responsables. Dans un premier temps, nous avons proposé d'observer en quels termes les références étaient faites aux mouvements de 1986 et de 1995. Cela nous a permis de voir que le mouvement de 1986 est un point central de la mémoire collective dans la mesure où il a marqué les parcours militants tout en étant remobilisé par la suite. Le mouvement étudiant de 1995 reste lui aussi un mouvement remobilisé mais avec une dimension moins importante et davantage polémique. Ainsi, il faut retenir le poids déterminant des réappropriations référentielles aux mouvements. Comme nous l'avons vu, un mouvement de masse comme celui de novembre-décembre 1986 donne lieu à de multiples références dont la nature et la fréquence tendent à faire de lui un objet mémorielle communément admis. Les luttes de pouvoir entre les syndicats et entre les groupes internes à ceux-ci constitue le moteur cette évolution permanente des références. Ainsi, les références sont construites dans la conflictualité et dans l'action par des responsables syndicaux traversés par leur vécu et leurs multiples engagements personnels (politique, associatif,...). Le groupe de rattachement syndicalo-politique²⁰⁴ semble être le niveau privilégié de construction et d'entretien des références car c'est à l'aune des intérêts de celui-ci que les acteurs relisent la mémoire militante. L'articulation entre l'individu, l'événement et le groupe constitue le triptyque de la construction et de la remobilisation des références dans le milieu syndical étudiant.

Mais partir du constat d'une co-construction militante des valeurs et des références n'explique qu'en partie le phénomène de mémoire collective à l'oeuvre dans le milieu syndical étudiant. Ainsi, pour essayer de compléter notre travail, nous nous intéresserons dans une dernière partie à la transmission de ces références. En effet, cette transmission est centrale et s'organise autour de plusieurs échelles, dans des temporalités différentes. De fait, pour qu'il y ait transmission, il faut des vecteurs de transmission. Ces transmetteurs semblent être les générations de responsables syndicaux et nous essaierons de voir comment elles pourraient être définies et enrichies. Après avoir analysé le processus politique de construction des références, voyons maintenant les

²⁰³ Animateur du courant Nouveau Parti Socialiste interne au Parti Socialiste, il effectue des formations sur les mouvements de jeunesse pour les jeunes militants politiques.

²⁰⁴ Cela renvoie au deuxième niveau dont nous avons parlé précédemment. Notons quand même que ce niveau peut se confondre avec celui de l'organisation quand le groupe syndicalo-politique est majoritaire et qu'il occupe la direction de l'organisation.

lieux, les acteurs et les modes de transmission de celles-ci.

Troisième partie: Mémoire étudiante, entre émiettement et subjectivité: Les acteurs et lieux de la transmission des repères historiques

Après les observations effectuées sur la remobilisation et la construction des références dans des cadres collectifs face à l'événement, puis dans une temporalité qui se situe immédiatement après la mobilisation, il nous semble nécessaire de nous intéresser à la manière dont ces références sont transmises dans un temps plus long²⁰⁵. Tout d'abord, nous allons nous concentrer sur les groupes qui véhiculent et choisissent des références en essayant de développer l'idée de « cohorte militante ». Nous verrons ensuite, par quels procédés ces références collectives se transmettent dans des lieux et des temporalités différents. Nous essaierons enfin de remettre en perspective l'ensemble de ces observations pour tenter de donner à mieux comprendre les continuités et ruptures à opérer entre la mémoire collective et l'histoire étudiante.

²⁰⁵ Nous entendons par « temps long » la période qui va de 1980 à 2006. Elle permet de prendre le contexte des mobilisations de manière large (avant et après) et de voir à l'oeuvre une succession de responsables étudiants de l'UNEF-SE et de l'UNEF-ID jouant un rôle dans ces phénomènes de mémoire.

1- Une « cohorte militante » génératrice de références collectives

a) éléments de définition d'une « cohorte militante »

Comme le montre Gérard Mauger dans son introduction à la réédition française de l'ouvrage de Karl Mannheim, le problème des générations, « le travail de construction de « la génération de 68 » (dont participe l'enquête de P.Rotman et H.Hamon, 1986,1987) a sans doute contribué à susciter, en particulier avec l'apparition du mouvement étudiant de novembre-décembre 1986, d'autres tentatives de délimitation et de définition de générations antérieures (la « génération de la guerre d'Algérie ») et postérieures (la « génération de la crise ») dans la société française contemporaine et, de proche en proche, dans l'histoire de la France du XX siècle. »²⁰⁶ En effet, depuis les événements de mai 68, le concept de « génération » a fait l'objet d'utilisations diverses²⁰⁷ (histoire, journalisme, discours militants...), parfois imprécises, pour parler de personnes ayant vécu des événements comparables dans un contexte commun. Parce que les générations sont souvent identifiées et construites « ex post », à l'aune de ce que les personnes qui les composent ont réalisées par la suite, il semble important de revenir sur ce terme, comme sur celui de « cohorte » qui a pu être utilisé en d'autres cas.

A ce propos, une des réflexions les plus fertiles sur le concept de « génération » pour nous aider à saisir les enjeux mémoriels en milieu étudiant nous semble être celle de Karl Mannheim²⁰⁸. Dans son ouvrage, Karl Mannheim propose de distinguer trois dimensions constituant les conditions de l'existence d'une « génération ». La première dimension, la plus large, s'appelle la situation de génération qu'il définit comme une communauté de vie historique. Le deuxième niveau est celui de l'ensemble générationnel présenté comme un espace commun de vie dans la situation de génération et exprimant une cohésion générationnelle. Le dernier niveau enfin, est celui de l'unité de génération²⁰⁹ qui renvoie aux groupes concrets agissant dans l'ensemble générationnel et par lesquels les individus s'approprient les expériences. Pour tenter de voir si ces catégories sont opérantes en

²⁰⁶ MAUGER (Gérard) dans l'introduction de MANNHEIM (Karl), *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990, p18.

²⁰⁷ L'utilisation du concept de génération existe depuis bien plus longtemps mais son utilisation liée à la jeunesse étudiante prend une dimension particulière avec Mai 68. Pour plus de précisions (Cf. Introduction) lire AZEMA (Jean Pierre), *art cit.*.

²⁰⁸ MANNHEIM (Karl), *op cit*, 122p

²⁰⁹ MANNHEIM (Karl), *op cit*, p 60. « *La même jeunesse, orientée par rapport à la même problématique historique actuelle, vit dans un même « ensemble générationnel »; les groupes, qui, à l'intérieur d'un ensemble générationnel s'approprient différemment ces expériences, constituent différentes « unités de génération » dans le cadre du même ensemble générationnel* ».

milieu étudiant, essayons de réfléchir à partir de cette base. Dans ce cas, la situation de génération serait d'avoir été étudiant au moment des mouvements de 1986 ou 1995. L'ensemble générationnel, qui relie les gens dans le vécu, pourrait être d'y avoir participé. L'idée ici est que la cohésion générationnelle naît par le vécu commun, et se matérialise par l'émergence d'une prise de conscience collective d'appartenir à une génération. Enfin, l'unité de génération serait incarnée par les syndicats, groupes et autres communautés de valeurs qui permettent à cette cohésion de s'exprimer collectivement, de manière organisée. Si ce schéma paraît intéressant au premier regard, il nous semble néanmoins déceler un certain nombre de problèmes liés à la nature atypique du milieu syndical étudiant. Le premier élément problématique réside dans l'existence de multiples groupes internes aux syndicats étudiants qui constituent, comme nous l'avons vu précédemment, des communautés d'appartenance influant grandement sur les cadres de perception et d'analyse, sur l'action et l'identité. De fait, le niveau de l'unité d'action ne paraît pas convenir, à lui seul, à une étude de la mémoire dans le cadre de mouvements étudiants dans la mesure où il ne recoupe pas la réalité de la production et de la mobilisation des références. L'unité de génération propose de lier le groupe à l'événement dans un moment historiquement daté mais minore le poids de l'appartenance plurielle et conflictuelle à des groupes existants à divers niveaux de temporalité et d'action. L'interaction des « cadres sociaux », que constituent les groupes, pour la construction des références mémorielles semble difficile à intégrer dans une analyse en termes d'unité de génération. Celle-ci prend en compte l'engagement collectif et les interactions individuelles qui le permettent mais ne considère pas assez les interactions entre les groupes. Le deuxième aspect qui fait apparaître les limites du modèle pour notre étude est lié à la contemporanéité. En effet, un des aspects mis en avant par Karl Mannheim réside dans le fait que les personnes appartenant à une même « génération » doivent avoir été contemporain des mêmes événements. Or, ce que nous souhaitons montrer dans cette partie, dans sa complexité, est que le milieu syndical étudiant produit et mobilise des références aux mouvements en fonction de groupes agissant au moment de la mobilisation de la référence, ce qui ne suppose pas automatiquement une participation d'ampleur au mouvement en tant que tel. Des militants qui n'ont pas connu le mouvement de manière active, mobilisent néanmoins la référence au mouvement Devaquet.

« C'était un peu le mythe de la mobilisation étudiante forte qui gagne quoi! Et puis la référence y compris parce qu'il y avait eu un mort donc dans les consciences c'était très très présent. Il y avait pas eu de mouvement d'ampleur depuis... et oui sur la manière de faire, sur la place du syndicalisme. »²¹⁰

De ce point de vue, on peut voir que la mobilisation de la référence au mouvement Devaquet semble durer tant que les membres des directions des syndicats sont en mesure d'y faire référence par le vécu (en 95, il reste des anciens de 1986) mais aussi tant que la référence semble opérante pour faire vivre le groupe et l'organisation. Ainsi, la « durée de vie » d'une « cohorte militante » (que nous définissons plus bas) ne s'évalue que sur la base de l'influence qu'elle continue à avoir sur les références collectives. De fait, la frontière de contemporanéité chez Karl Mannheim semble difficile à cerner dans la mesure où chaque groupe a des intérêts différents et que personne ne souhaite faire vivre

²¹⁰ Entretien effectué avec Vincent Bony le 06/12/2005

la référence dans la même temporalité. L'idée de contemporanéité nous semble donc intéressante à condition d'être mis en lien avec celle du vécu militant. Nous avons vu que le vécu joue un rôle majeur dans la remobilisation des références. Il a ce rôle car il est construit dans un cadre collectif. A ce titre, la référence se construit dans la confrontation et l'inter-dépendance des vécus au niveau des directions syndicales. Par ailleurs, ces dernières sont composites et les classes d'âge en présence ne reflète pas forcément une unité de génération dont chaque membre aurait été contemporain de l'événement. Pourtant, la participation commune à une direction « d'anciens » (ayant vécu le mouvement) et de « jeunes » (ne l'ayant pas vécu) n'empêche pas la mobilisation, par tous, de la référence au mouvement. L'idée est donc que la contemporanéité est différente du vécu. La contemporanéité exprime l'expérience d'un même événement au même moment, elle est également l'objet d'une reconstruction. Le vécu ajoute à la contemporanéité, le partage de cette expérience avec d'autres. En la partageant (dans le cadre d'une direction syndicale par exemple), elle devient exploitable par d'autres responsables. Ils le font progressivement avec moins de vigueur, de fréquence et avec des contenus différents. En outre, à ce stade, nous identifions deux critères principaux d'essoufflement de la référence pour les responsables qui viennent à la suite d'un mouvement (mais nous y reviendrons plus tard avec la question de la temporalité): le renouvellement des cadres et le décalage avec le milieu étudiant.

Nous essaierons donc de proposer une définition de la « cohorte militante » qui prenne en compte la double critique que nous faisons à Mannheim sur les interactions de groupes et le rôle du vécu dans la construction des références. En outre, ce travail de Karl Mannheim nous semble stimulant dans la mesure où il permet d'affirmer la dimension plurielle du concept de « génération ». Mais son approche met principalement en avant des déterminants historiques (impact du fait, de l'événement dont les individus membres de la génération sont les contemporains) qui nous intéressent au premier plan, mais délaisse un peu les déterminants sociologiques. D'autre part, mais cela tient peut être à l'époque d'écriture du travail, Karl Mannheim considère que l'âge adulte est le moment où les individus sont les plus réceptifs aux événements politiques²¹¹. L'étude du milieu étudiant prouve que ces propos sont à nuancer dans la mesure où bon nombre de militants-responsables ont été marqué dès l'adolescence par leur participation à un mouvement²¹². Nous ne souhaitons pas ici faire l'économie de ce concept mais plutôt proposer un outil méthodologique complémentaire pour prendre en compte les spécificités liées aux mouvements et à l'environnement syndical étudiant.

La deuxième contribution sur laquelle nous nous appuyons est celle de Vincent Drouin²¹³. Dans son étude consacrée aux générations, avec une logique non élitiste²¹⁴, il

²¹¹ MANNHEIM (Karl), *op cit*, p 55.

²¹² Sur le mouvement Devaquet l'exemple est flagrant (Cf parties précédentes) Les lascars du LEP électronique, *On a voulu nous rendre con, c'est raté! Critiques lycéennes et loi Devaquet*, Marseille, Hésiode, avril 99. (vidéo)

²¹³ DROUIN (Vincent), *op cit*, 367p.

²¹⁴ Il a travaillé sur la société et non sur des groupes restreints. DROUIN (Vincent), *op cit*, p 8.

part du constat d'existence d'une logique duale entre études axées sur la filiation (rapport à la famille) et études centrées sur la contemporanéité (rapport à un événement ou une organisation) afin de questionner le concept de « génération ». Se plaçant dans la deuxième catégorie, il propose d'utiliser l'étude par « cohorte ». Son terrain est relativement éloigné du nôtre puisqu'il travaille sur la base de données quantitatives sur un public large pendant une période longue²¹⁵. Néanmoins, son travail présente l'intérêt de définir la « cohorte » selon des critères à la fois historiques et sociologiques. Pour lui, le travail par « cohorte » permet de ne pas cibler uniquement les études sur des événements fondateurs, à la différence de ce que proposent certains courants historiographiques. Cela permet également de ne pas se contenter d'une approche par classe d'âge²¹⁶ qui a le défaut de « pré-crée » une génération en fonction d'un découpage temporel qui anticipe son existence. En fait, l'analyse par cohorte permet de ne pas prendre comme donnée l'existence d'une génération qui a été reconstruite après dans la mémoire par des groupes restreints. Sur cette question, les propos de Marie-Claire Lavabre résument les problèmes liés à l'utilisation du terme de « génération »

« On peut ici avancer que ce n'est pas l'événement qui crée la génération, mais qu'à l'inverse une génération se définit et s'impose par sa capacité à créer une mémoire, à homogénéiser une classe d'âge dans un jugement de valeur commun porté sur l'événement: il s'agirait alors non plus d'une mémoire commune mais d'une mémoire collective. Sans doute en est-il ainsi de la « génération 68 ». »²¹⁷

De notre point de vue, cette définition de la « génération » retranscrit bien l'importance des enjeux à « créer une mémoire » et informe sur la complexité de ce qui se joue dans le milieu syndical étudiant. En effet, nous pensons qu'une génération, telle que la définit Marie Claire Lavabre, peut être prise à une échelle plus restreinte, celle des responsables étudiants sur lesquels nous travaillons. On peut considérer, comme elle semble le supposer, qu'il existe une « génération 68 » par le fait qu'il y ait eu création d'une mémoire collective et homogénéisation du jugement de valeur porté sur l'importance de l'événement mais on ne peut pas en dire autant au sujet de nos deux mouvements. Pour s'en convaincre, il faut prendre nos deux mouvements en considérant que la « génération » représenterait l'ensemble des responsables qui construisent les références par suite des mobilisations. Dès lors, on peut considérer que le mouvement de 1986 a créé une « génération » selon cette acception puisque l'ensemble des acteurs s'accorde à lui reconnaître un statut particulier et fondateur. Néanmoins, on ne peut en dire autant du mouvement étudiant de 1995. Plus restreint et plus contesté dans son « exemplarité », il n'a pas donné lieu, dans les directions syndicales, à une homogénéisation du jugement de valeur porté à son égard. Cependant, pour être précis, le mouvement de 1995 a tout de même fait l'objet de référence, de réinterprétation et les certains militants entretiennent

²¹⁵ Il questionne les « générations » dans toute la société de 1958 à 1995.

²¹⁶ Sur cette approche. PERCHERON (Annick), « Le domestique et le politique, types de familles, modèles d'éducation et transmissions des systèmes de normes et d'attitudes entre parents et enfants », *RFSP*, Vol 35, n°5, 1985, pp 840-891.

²¹⁷ LAVABRE (Maire Claire), « Génération et mémoire » in *Congrès de l'association française de science politique. Table ronde Génération et politique*, ed par PERCHERON (Annick).

une mémoire à son égard. Mais cette référence ne semble pas assez unanime pour passer le « cap » de l'ensemble générationnel de Mannheim, c'est-à-dire que le sentiment d'appartenir à une « génération » lié 1995 n'est pas perçu de tous. Au niveau global des directions d'organisation, nous pouvons dire qu'il semble exister une « génération 86 » mais pas vraiment de « génération 95 ». Néanmoins, cette réflexion autour du concept de « génération » nous pose la question de son unité. En effet, il nous semble difficile de considérer une « génération » à une échelle d'organisation²¹⁸. Les organisations sont composées en interne de groupes qui se confrontent et elles se confrontent, de plus, entre elles. Ces deux niveaux créent un ensemble pour l'étude de la production et de la transmission de références. Nous pensons que le terme de « génération » est intéressant pour penser les « mémoires militantes » des groupes mais qu'il est moins opérant pour penser la construction, dans les conflits entre ces groupes, et la transmission, dans des niveaux de temporalité différents, des références. En d'autre terme, s'arrêter au niveau de l'organisation syndicale pour comprendre la construction et la transmission des références nous semble insatisfaisant. Le niveau pertinent d'analyse pour être celui de la « cohorte militante ». Nous souhaitons proposer maintenant une définition de ce concept.

Nous entendons par « cohorte militante », le groupe qui, dans un ensemble générationnel donné, est constitué par des militants dont le vécu du mouvement, qu'il soit réel (contemporanéité) ou reconstruit (la mémoire collective), est réinvesti dans l'engagement syndical pour créer de l'identité, motiver l'action et s'inscrire dans l'histoire. Les membres de cette « cohorte militante » sont liés à la fois par leurs responsabilités communes (participation à la direction d'une organisation) mais aussi par leurs projets contradictoires (objectif politique, au sens large, recherché par les groupes internes au syndicat et par les syndicats entre eux). La « cohorte militante » n'est ni le niveau syndical (l'organisation), ni le niveau des groupes d'appartenance (tendances ou courants), ni même l'adjonction des vécus individuels. Elle correspond au groupe de personnes qui participent à la construction et la transmission des références par leurs positions de responsables. Ainsi, les membres de la « cohorte militante » sont les responsables des directions des deux organisations syndicales²¹⁹. L'idée est de penser cet ensemble (qui n'existe, bien sûr, pas dans la réalité) à la fois comme un lieu dynamique où s'affronte différents groupes (syndicat, tendance,...) mais aussi comme le théâtre de juxtaposition conflictuelle de plusieurs temporalités (de la référence à l'histoire). Nous espérons ainsi construire un outil qui permette de penser la complexité de la mémoire des mobilisations étudiantes par le fait de prendre en compte la diversité des niveaux, des actions et des discours dans un « tout » militant. Ainsi, la « cohorte militante » est un espace permettant de faire coexister, dans l'analyse, des « générations » différentes qui se retrouvent, par les structures et la conjoncture, dans les mêmes enjeux et lieux de construction et transmission des références.

Ces acteurs n'ont pas l'exclusivité de la production des références et de leurs

²¹⁸ Même si ce n'est pas ce que propose Marie Claire Lavabre. Elle essaie au contraire de penser des « générations » internes à la mémoire du PCF. LAVABRE (Marie Claire), *op cit*, p 32

²¹⁹ Pour cette étude, nous nous bornons aux responsables syndicaux mais il serait intéressant de penser une extension de cette définition de « cohorte militante » pour y intégrer les responsables des organisations de jeunesse politiques.

transmissions (les groupes extérieurs au milieu syndical étudiants mériteraient d'être étudiés à ce titre) mais ils jouent un rôle déterminant pour créer de la continuité avec des événements souvent présentés comme des ruptures. Cela renvoie à la fois à la diversité des discours, des expériences et des temporalités. L'objectif d'utilisation de la « cohorte militante » est donc de lier les acteurs aux mouvements dans toutes les dimensions de leur inter-relation créées par le syndicalisme étudiant et les activités périphériques (politiques, associatives,...) qui le caractérisent. Adapté à notre sujet, la « cohorte militante » représente l'ensemble des militants syndicaux en responsabilité qui construisent autant qu'ils véhiculent des visions de l'histoire des mouvements en cohérence avec le passé (voire le passif) de leur de groupe et le présent de leur action. Elle est le fruit de trajectoires individuelles sous l'influence de groupe et c'est en cela qu'elle le lieu stratégique de formation, de mobilisation et de transmission de l'histoire. De ce point de vue, notre corpus d'entretien ne correspond pas avec exhaustivité à une « cohorte militante » mais permet, nous semble-t-il, d'exprimer les lignes forces qui s'en dégagent. Avec cette proposition, nous espérons rendre compte de ce qui divise (l'événement) pour ensuite construire (dans la « cohorte militante) la référence aux mouvements étudiants²²⁰, là où Karl Mannheim fait exister (la génération) par la rupture (l'événement).

b) Activité et diversité des cultures: le syncrétisme de « cohorte militante »

Nous souhaitons montrer dans ce paragraphe que la « cohorte militante », telle que nous l'avons définie précédemment, est le construit de l'activité des membres qui la composent au travers de divers lieux d'échanges. Ainsi, en participant à la direction d'une même organisation ou d'un même courant, les membres de la « cohorte militante » sont amenés à construire et à véhiculer ensemble, dans la confrontation, des visions de l'histoire. Nous souhaitons montrer ici que les groupes extérieurs au syndicat alimentent aussi une rivalité permanente, dans l'action comme dans le discours sur l'histoire, à l'intérieur des organisations syndicales. Dans un deuxième temps nous montrerons également que l'activité syndicale de laquelle ils sont « dépositaires » dans les autres groupes nourrit les réflexions internes à ces groupes.

A l'image de ce que nous avons vu précédemment, divers groupes existent et influent dans la direction des deux organisations. Pour tenter de justifier de la pertinence à réfléchir en terme de « cohorte militante », on peut montrer que, dans l'activité quotidienne comme dans un mouvement, les membres de cette « cohorte militante » sont en permanente inter-action, ou au moins inter-observation. Au quotidien, on peut voir que certains militants des directions d'organisation sont, de manière parfois officieuse et non souhaitée, préposés à « comprendre ce qui se passe chez l'autre ».

« Donc, bah alors après, dans la période puisque tu évoques l'UNEF-ID, on voyait bien, et j'étais un des spécialistes puisque j'ai toujours été politicien. Je

²²⁰ Sur les diverses interprétations de Mai 68: ROSS (Kristin), *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris, Editions Complexes, 2004, 320p

connaissais toutes les tendances et sous tendances de l'UNEF-ID donc c'était une de mes fonctions officieuses de connaître les gauchistes et les différents enfin... parce que dans la culture communiste traditionnelle on s'en fout, un socialiste c'est un socialiste et un gauchiste c'est un gauchiste on va pas faire de nuances subtiles surtout qu'on est pas dans les années 70 et que les débats idéologiques ont beaucoup baissé à la fac. Donc j'étais un des seuls que ça intéressait et donc j'avais des amis un peu partout à l'UNEF-ID, on se castagnait aussi mais enfin j'avais des contacts un peu partout [...] »²²¹

Cela illustre que malgré les appartenances à des organisations différentes, des liens existent car la contemporanéité ne s'arrête pas aux portes des organisations. D'ailleurs, en période de mobilisation, il n'est pas rare de constater des rapprochements et des actions communes qui renforcent cette idée de « cohorte militante ».

« Eux ils y gagnaient le fait que par leur alliance avec nous ils étaient replacés au centre du jeu et par leurs contacts avec les différentes confédérations, donc Campinchi a joué ce rôle là. Et donc à partir de là on a bossé ensemble oui, ça marchait assez bien. Nous, j'ai toujours pensé que c'était des escrocs donc on avait pas une grande confiance mais sur ce coup là ça a bien fonctionné, pendant le mouvement en sachant qu'il y avait du coup les gauchistes qui étaient furieux contre nous »²²²

De la même manière, la participation à un mouvement peut être un moment de flottement entre différentes identités pour des membres de cette « cohorte militante ». Ils ont conscience d'avoir un rôle à jouer au nom de leur courant tout en étant représentant d'un syndicat.

« Quand tu as une assemblée générale sur une fac, chacun a son conflit personnel. C'est que tu es aussi bien militant de l'UNEF que militant de la ligue ou d'Alternative Libertaire ou du PC ou autre chose. On sait plus très bien qui on représente. Moi quand je prends la parole en assemblée générale étudiant, je le fais généralement au nom de l'UNEF mais je sais aussi que je suis militant de la ligue et que je suis observé par d'autres militants de la ligue donc je peux pas dire n'importe quoi en tant que militant de la ligue. »²²³

Par ailleurs, certaines personnes représentent avant tout un groupe restreint (souvent politique) en interne de l'organisation et l'assument en tant que tel. Leur réflexion s'organise alors autour de l'articulation du fond politique et de la forme syndicale.

« Moi, quand on prend la direction de l'UNEF je deviens ce que j'avais commencé à faire à partir de 93, je suis l'animateur politique de la fraction du groupe politique Gauche Socialiste, parce que tout le monde est à la Gauche Socialiste à l'intérieur de l'UNEF. J'ai de responsabilités définies à partir de 94 si ce n'est... alors je suis pas le commissaire politique qui vient viser parce que ça a jamais fonctionné comme ça, enfin ça a pu fonctionner comme ça et on voulait pas fonctionner comme ça. Mais je m'occupe aussi de faire des réunions politiques

²²¹ Entretien effectué avec Laurent Frajerman le 15/06/2005

²²² Entretien effectué avec Laurent Frajerman le 15/06/2005

²²³ Entretien effectué avec Eric Schultz le 06/12/2005

pour faire l'animation politique du groupe qu'on a à l'intérieur de l'UNEF. »²²⁴ « Je pense d'ailleurs, que rejoindre un syndicat étudiant, la porte d'entrée est souvent très politique, à la différence d'un syndicat salarié où c'est plutôt sur des questions d'amélioration pratique ou de défense du statut. Chez les étudiants c'est quand même une démarche assez idéologique, généralement. [...] D'ailleurs, dans la répartition qu'il y avait au PCI, moi je m'occupais du travail politique et c'était Laurent Jacquemin et Eric Cavatera qui étaient censés plus être sur des questions de l'UNEF. »²²⁵ « Je suis à l'UNEF-ID mais je suis pas syndical. Je m'occupe de la partie politique. [...] Je suis responsable des étudiants lambertistes, notamment après notre départ du PCI en 86, le 14 avril. »²²⁶

Pour ces militants en responsabilité, l'influence des groupes sur leur positionnement interne au syndicat est vécue comme un élément structurant et apportant de la cohérence à leurs actions.

« On a eu des débats surtout, pour ceux qui étaient engagés et syndicalement et politiquement, on avait le sentiment que les exigences de ce mouvement à un moment donné elles se heurtaient sur une analyse politique, c'est à dire qu'on se rendait bien compte qu'on ne pouvait pas simplement d'un point de vue syndical apporter tous les outils »²²⁷

Ce que nous souhaitons montrer ici est la manière dont les différents niveaux d'engagement des membres de cette « cohorte militante » modèlent leur réflexion et orientent leur positionnement. Dans l'activité quotidienne, le syndicat constitue le lieu privilégié de cet échange. Par contre, dans les mouvements, la coordination prend le relais du fait du changement de temporalité. A la fois, la « maîtrise politique » d'un mouvement est nécessaire à la valorisation de la position d'un courant en interne d'un syndicat (c'est le cas de la Tendance Unité et Démocratie (LCR) après le mouvement de 1995) mais elle peut aussi devenir un avantage pour l'ensemble de l'organisation (l'exploitation du « plus jamais ça » a servi l'UNEF-ID dans son ensemble après 1986²²⁸). De ce point de vue, malgré les divergences de positions entre les membres de la « cohorte militante », il n'en reste pas moins qu'ils ont en commun d'avoir un parcours conjoint dans les instances syndicales. Ainsi, ils sont obligés d'opérer une gymnastique constante entre leur engagement politique et leur engagement syndical. En cela, ils se livrent à une forme de syncrétisme entre les valeurs et les intérêts de chaque sphère qui donne aux courants syndicaux leur identité et modèle, leur image et leur vision de l'histoire.

Mais cet échange et cette influence ne s'exercent pas à sens unique et la

²²⁴ Entretien effectué avec Frédéric Hocquart le 12/06/2006

²²⁵ Entretien effectué avec Alexis Corbière le 16/06/2005

²²⁶ Entretien effectué avec Philippe Campinchi le 03/05/2006

²²⁷ Entretien effectué avec Karine Delpas le 15/12/2005

²²⁸ Entretien effectué avec Philippe Campinchi le 03/05/2006 . « A la sortie de ça [le mouvement Devaquet] je crée une association qui s'appelle « plus jamais ça » et qui avait pour but de ramener vers François Mitterrand pour les élections de 88 via l'UNEF-ID »

participation de ces militants à l'activité syndicale leur permet de construire un discours relativement autonome, fruit de ce syncrétisme, qui a des conséquences sur les implications politiques de ces groupes. Même si notre travail n'est pas vraiment centré sur les organisations politiques (notamment de jeunesse) nous avons tout de même noté quelques illustrations de ce phénomène.

En effet, il est tout d'abord important de noter que l'existence d'un groupe, en tant que tendance dans l'UNEF-ID ou en tant que courant oppositionnel officieux dans l'UNEF-SE, témoigne à la fois de préoccupations politiques externes au syndicat mais aussi d'une identité interne. De ce point de vue, le militantisme politique stricto sensu et le double militantisme syndicalo-politique sont assez différents. A ce propos, l'exemple des militants de la LCR/JCR est intéressant parce qu'ils sont investis dans les deux organisations. En effet, ces militants sont identifiés comme un courant politique interne au syndicat. De ce point de vue, ils ont une identité propre en interne. Mais ils sont aussi vu comme « les syndicaux » dans leur organisation politique. Le fait de n'être « chez soi » réellement nulle part est un élément identitaire fort qui construit des valeurs, entretient des références et positionne dans l'histoire. En tant que minoritaires, ils organisent des structures « composites » qui n'existent que dans et par le syndicat. L'opposition UNEF, même si elle va être de plus en plus composée de personnes de la Ligue, représente des militants d'obédiences différentes.

« Elle ne peut pas [l'opposition UNEF] se cantonner aux débats internes à l'UEC. Du coup, l'opposition va intégrer les gens de Ligue et va grandir et grossir jusqu'à l'entrée de PSA »²²⁹

De la même manière l'engagement syndical dans l'UNEF-ID était loin de faire l'unanimité dans les JCR et la LCR.

« En gros le débat c'était pas de quitter en bloc l'UNEF pour aller à l'UNEF-ID mais c'était de dire qu'il faut qu'il y ait des militants des JCR dans les deux syndicats. Moi j'étais plutôt pour aller à l'UNEF-ID. [...] Mais tu retrouvais toujours les débats nationaux. Sur la question FIDL ou CAL, SOS ou Ras le Front, t'avais toujours le débat dans la ligue qui est: est ce qu'en gros on fait notre propre structure de masse ou est ce qu'on va dans les trucs des autres. »²³⁰

De fait, ces militants développent, en interne de la « cohorte militante », un discours propre à leur courant qui s'enrichit de la confrontation interne et externe au syndicat.

Ce pluri-militantisme influence le contenu et les modes de transmissions des références collectives du groupe et de l'histoire du syndicat. C'est parce que la « cohorte militante » existe dans et en dehors du syndicat (parce qu'elle regroupe les personnes, les enjeux et les cultures) qu'elle nous paraît un outil d'analyse intéressant.

Mais pour essayer de comprendre comment se transmettent les valeurs véhiculées par les membres de la « cohorte militante », il nous faut en venir aux lieux et aux modes propres à cette transmission.

²²⁹ Entretien effectué avec Eric Schultz le 06/12/2005

²³⁰ Entretien effectué avec Karel Yon le 05/07/2006

2- Le partage des expériences, un vecteur de production et de transfert des références

Dans cette sous-partie, nous souhaitons montrer comment s'organisent la transmission des références et la construction de la mémoire collective au sujet des mouvements étudiants. Comme nous l'avons vu précédemment, les membres de la « cohorte militante », en tant que responsables nationaux, jouent un rôle de producteur et d'interprète des références collectives aux mouvements étudiants et à l'histoire des organisations et des courants. Mais si cela leur permet de lier leur vécu et leur militantisme actuel, cela n'explique pas comment certaines références perdurent, créant ainsi de la mémoire collective et de l'histoire. Nous allons tenter de répondre à cette question en nous intéressant aux modes et lieux de transmission de ces visions de l'histoire.

a) Transmission organisée et formelle

Parmi les lieux d'échanges et de transmission nous avons tout d'abord les procédures internes aux organisations syndicales que sont les formations. Contrairement à ce que l'on peut observer dans le cadre des organisations syndicales salariées, les formations des syndicats étudiants sont changeantes et leur régularité peut varier en fonction des époques. De manière générale, les militants insistent sur la présence des formations mais ne reconnaissent pas tous la dimension historique de celles-ci. Dans l'UNEF-ID, une place importante paraît être accordée au mouvement Devaquet.

« L'UNEF-ID accordait une grande importance à la formation de ses responsables et avait mis en place un programme, des séminaires de formations dans chaque fac sur lesquels il y avait plusieurs thèmes pour donner à ces militants les bases syndicales; qu'est ce que c'est qu'un syndicat, comment ça marche, etc. Et dans un exposé, qu'était quasiment le préféré, qu'était celui sur l'histoire de l'UNEF il y avait une place importante accordée à 86 d'autant plus que chronologiquement elle [la mobilisation] arrivait en fin d'exposé. Y compris ça se perpétuait par des rites internes, enfin des rites le mot est pas le bon, mais des dispositifs internes à l'organisation. »²³¹

Dans l'UNEF-SE, des formations sont dispensées par l'organisation sans pour autant transmettre de « l'histoire »

« Il y avait des formations chaque année, d'une semaine dans les centres de la CGT et je me souviens pas qu'on abordait l'histoire. Je m'en souviens d'autant moins que sinon c'est moi qui l'aurait fait le truc. Donc c'était des formations concrètes sur le présent et l'avenir plus que sur le passé et beaucoup de militants ne s'y intéressaient pas. »²³² « Il y a des stages de formation dans l'UNEF mais

²³¹ Entretien effectué avec David Rousset le 15/12/2005

peu sur cette dimension là. D'ailleurs, on a raté, soyons clair, l'un des problèmes du mouvement étudiant c'est justement cette question de sa propre mémoire et de son propre recul par rapport à lui même. On a très souvent des références extérieures. »²³³

Néanmoins, on trouve l'idée que les formations sont avant tout un moyen de transmettre un attachement identitaire à l'organisation. Dans cet extrait, Laurent Frajerman sous entend l'importance de la formation en regrettant que certains n'en aient pas eu.

« toutes ces difficultés finalement fait que la fuite en avant dans la réunification pouvait être une solution parce que finalement eux ayant pas une formation très solide je pense que c'est des gens qui étaient pas tant attachés que ça à ce qu'était l'UNEF »²³⁴

Mais cet aspect est aussi un moyen de niveler les divergences, à l'image de ce qu'il se passe dans l'UNEF-ID après le mouvement étudiant de 1995.

« Dans les formations, notre objectif est de donner une vision de l'UNEF dans sa continuité et 95 c'était la toute fin et l'histoire un peu récente. Et puis il y a un autre truc important, c'est que nous à l'époque on était majoritaire à l'époque donc on était dépositaire de l'UNEF-ID dans sa globalité et il y avait eu des positions très différentes entre les tendances en 95. Et ce qui était important c'était que les formations s'adressent à tout le monde et que chacun puisse y retrouver un peu son... il fallait éviter qu'il y ait trop de désaccords et d'idéologie. On voulait que tous les militants de l'UNEF puissent avoir un socle commun et dans les formations on essayait d'éviter la période trop récente qui pouvait fâcher et diviser. »²³⁵

De ce point de vue, l'organisation est un lieu de transmission des pratiques auprès de jeunes militants mais pas réellement le lieu de la diffusion d'une lecture historique des mouvements étudiants.

Le deuxième niveau, davantage pertinent pour saisir l'implication des membres de la « cohorte militante » dans ce phénomène de transmission est celui des sous courants des organisations (« tendances » dans l'UNEF-ID et « opposition » dans l'UNEF-SE). En effet, l'existence identitaire des responsables syndicaux étudiants est principalement construite autour des courants. C'est ce qui fonde leur légitimité au sein de la direction de l'organisation mais qui leur confère également un statut de « formateur ». L'organisation de la transmission des valeurs, des références et de l'histoire de ces groupes est un enjeu fort pour la pérennité de celui. Cela s'organise de manière diverse suivant les groupes et les organisations de rattachement.

En ce qui concerne, l'UNEF-ID, le fonctionnement par « tendance » permet au sous-groupe syndicalo-politique d'avoir une existence en tant que telle. L'existence de

²³² Entretien effectué avec Laurent Frajerman le 15/06/2005

²³³ Entretien effectué avec Marie Pierre Vieu le 22/11/2005

²³⁴ Entretien effectué avec Laurent Frajerman le 15/06/2005

²³⁵ Entretien effectué avec Carine Seiler le 28/06/2006

« stage de tendance » permet de diffuser une histoire et une lecture des mouvements propres à la « tendance ». Les formations, dans ce cadre là, sont des moments de diffusion de l'expérience militante des « anciens » dans la forme des luttes et la réinterprétation conjoncturelle de l'histoire de la tendance, de l'organisation et du milieu syndical étudiant.

« Oui il y avait toujours des formations. Quand Pouria était président, quand Carine était présidente il y avait des week end d'intégration pour la majorité nationale. Mais transmettre le vécu d'un mouvement c'est impossible. Tu peux donner des repères, donner à comprendre voire même analyser mais tu ne peux faire ressentir à quelqu'un qui ne l'a pas vécu l'expérience d'un mouvement. La formation sert plus à réinvestir des repères pour construire d'autres mouvements. C'est en tout cas comme ça que je le vois. »²³⁶

Ainsi l'enjeu à créer des formations pour construire un groupe qui agit en interne du syndicat est jugé comme central par les membres de la majorité nationale en désaccords avec la ligne du président au début des années 90.

« De la rentrée de septembre 92 jusqu'à Noël, on a mis en place un gros dispositif de formation des militants et de « réseautage » avec la province. »²³⁷

Du côté de l'UNEF-SE, « l'opposition UNEF » est dans une logique un peu différente dans la mesure où leur existence n'était qu'officiuse (il n'y a pas le droit de tendance dans l'UNEF-SE) et les débats et formations internes avaient surtout pour but de construire l'opposition interne plus que de déterminer une action globale qui s'appuierait sur l'analyse des mouvements précédents.

« Ce qui nous obsédait nous, franchement, c'était la bataille syndicale interne et on était pas dans des analyses globales.[...] notre objectif était de reprendre l'UNEF parce que nous pensions que nous étions la seule expression légitime du mouvement étudiant. On pensait que l'UNEF-ID s'était faite une virginité pendant le mouvement de 86 mais qu'elle avait rapidement trahit les espérances du mouvement étudiant, comme on disait à l'époque, et qu'ils étaient dans une logique de construction bureaucratique au profit du parti socialiste. »²³⁸

Enfin, le dernier niveau de formation est celui qui se joue dans les milieux extérieurs aux syndicats. Cela peut renvoyer à la sphère politique dans laquelle un certain nombre d'anciens responsables s'investissent par la suite.

« c'est marrant parce qu'il y a pas longtemps, dans le cadre de NPS, j'ai fait une formation sur les mouvements de jeunesse, étudiants et tout ça. Par exemple, pourquoi est-ce que le mouvement étudiant fait partie du mouvement ouvrier? Est-ce que c'est parce qu'il a un syndicat à sa tête? Non parce qu'il y a des syndicats de pharmaciens et c'est pas parce qu'on s'appelle syndicat qu'on fait partie du mouvement ouvrier. Et je me suis sur un très bon livre de Ernest Mandel sur « Etudiants, intellectuels et lutte de classe » qui explique bien pourquoi les

²³⁶ Entretien effectué avec Pierre Cattan le 06/12/2005

²³⁷ Entretien effectué avec Emmanuelle Paradis le 10/05/2006

²³⁸ Entretien effectué avec Eric Schultz le 06/12/2005

étudiants, à partir du moment où il y a la massification de l'université dans les années 60, ... coupure. Donc on a fait une formation et après on regardait sur les différents mouvements qu'il y avait eu depuis 20 ou 30 ans quelle était la nature des uns ou des autres et 86 on est encore un peu dans des mouvements un peu comme 94 qui sont des mouvements qui se rattachent plutôt à une question principale, la question de « on veut tous pouvoir rentrer à l'université ».²³⁹

Mais cela, peut aussi s'organiser autour d'événements commémoratifs qui perpétuent les références et favorisent la transmission en réunissant anciens et actuels responsables.

« Après le troisième truc qui fait que ça se perpétue c'est que, par exemple c'est un truc tout con mais je me souviens qu'en 1996, en décembre 96, on avait fait un truc commémoratif à l'époque à l'UNEF-ID et bon là personne se souvenait de facto puisque personne avait fait 86 et on a pu mesurer combien les gens en avait une vision un peu mythifiée, combien les gens pouvait avoir une vision différente selon qu'ils avaient fait 86 ou selon qu'ils étaient arrivés après ou qu'ils venaient d'arriver la vision était pas la même. C'est assez marrant d'ailleurs parce qu' la vision était pas la même malgré les exposés de formation, les ceci et les cela. Donc on avait fait un débat au Panthéon dans un amphi un vendredi soir, on avait organisé la projection d'un film, un court métrage qui avait été fait à l'époque par deux étudiants en cinéma. Il y avait eu une projection, un peu comme un ciné club, et puis un débat avec aussi les biens les deux mecs qui avaient fait le film qu'avec les principaux acteurs. Alors il y avait Darriulat, il y avait Isabelle Thomas, il y avait David Assouline et donc il y a eu projection du film et petit débat et c'est marrant d'ailleurs parce que les rôles se sont vite redistribués de la même manière que dix ans auparavant. Mais c'était vachement instructif et pour une bonne partie des jeunes militants qui étaient dans la salle, notamment pour ceux qui venaient de s'éveiller au militantisme un an avant avec le mouvement de 95, c'était un peu comme si moi qui suis arrivé à la fac 86 j'avais vu les soixante huitard. »²⁴⁰

Ce type de rendez-vous permet, dans le microcosme militant, d'entretenir une mémoire collective basée sur une dimension mythique des mouvements et des témoignages d'acteurs.

Cela peut se faire aussi par l'extérieur via des anciens dirigeants qui ne témoignent pas mais restent bien actifs dans les années qui suivent en conservant de l'influence sur le groupe duquel ils sont issus. C'est par exemple le cas de Jean-Christophe Cambadélis au début des années 90.

« Généralement on fermait notre gueule. On continuait à y aller toutes les semaines dans une réunion avec Cambadélis et on s'écrasait, on disait rien et on [tous les membres du bureau national de la majorité de la majorité ajoutés aux président d'AGE de la région parisienne] ouvrait pas la bouche. Même si au quotidien ça changeait pas la manière de militer, ça avait tout de même un sacré impact sur la ligne de l'UNEF-ID les rencontres avec Cambadélis. »²⁴¹

De manière un peu différente mais réelle, les dirigeants de l'UNEF-SE reconnaissent

²³⁹ Entretien effectué avec Frédéric Hocquart le 12/06/2006

²⁴⁰ Entretien effectué avec David Rousset le 15/12/2005

discuter avec des personnes extérieures à l'organisation pour alimenter leur lecture de la situation.

« On a aussi, malgré tout, parmi les syndicalistes qu'on rencontre, qu'il s'agisse de la CGT ou de la FSU, surtout la CGT et l'UGICT [Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens], on a aussi des responsables syndicaux qui parlent avec nous. En 95, pour la CGT, au delà des rencontres formelles, on a des rencontres informelles avec la fédé de l'énergie notamment quelqu'un qui est le premier responsable aujourd'hui et qui s'appelle Frédéric Imbrecht qui a été étudiant lui même et avec lequel on discute beaucoup, Michel Donnedu [responsable national de l'UGICT-CGT] aussi sur la question des stages et plus largement sur le mouvement étudiant, on a aussi Thibault avec lequel on discute même si il a jamais été étudiant il y a un vis-à-vis qui est intéressant et puis on a Michel Deschamps [secrétaire général FSU] évidemment. »²⁴²

Ces quelques exemples permettent de voir que la formation organisée (de l'organisation ou du courant) répond surtout aux objectifs de transmission d'un minimum historique pour les militants de base couplé à une solide formation pratique. La subtilité des débats internes, l'enjeu des débats historiques sur la place des mouvements n'est abordé dans ces formations qu'à des fins identitaires (luttés de positionnement internes). Pour le reste, c'est-à-dire la formation des responsables membres de la « cohorte militante » et leurs participation à la transmission des valeurs, il faut davantage voir cela dans un cadre restreint et plus informelle. A ce titre, le rôle des « anciens » dans la sphère politique peut avoir une influence sur les actions et références choisies. Mais cet aspect des choses n'irrigue que très partiellement les débats entre les militants. Ce passage par les structures plus pérennes de transmission des références illustre le fait qu'il y a une sorte de capture des enjeux de la réinterprétation et de la mobilisation des références, de la part des membres composant la « cohorte militante ». Nous allons voir que cette transmission est néanmoins réelle entre les responsables qui se succèdent mais qu'elle se fait dans des groupes restreints, informels et souvent conjoncturel.

b) Transmission conjoncturelle et/ou informelle

Le premier aspect qui permet de mettre en exergue la transmission des références entre les responsables se succédant est celui qui s'exprime dans la comparaison des vécus. En effet, les mouvements étudiants ne sont pas liés par essence entre eux mais le sont par les comparaisons qu'en font les responsables.

« l'expérience est la somme des erreurs commises »²⁴³

En vertu de ce principe, rappelé par David Rousset, le mouvement étudiant est un moment particulier qui crée des conditions favorables à ce passage de témoins et rend nécessaire les transmissions d'expériences, de valeurs et de repères pour servir l'action.

²⁴¹ Entretien effectué avec Emmanuelle Paradis le 10/05/2006

²⁴² Entretien effectué avec Marie Pierre Vieu le 22/11/2005

²⁴³ Entretien effectué avec David Rousset le 15/12/2005

A ce titre, de nombreux responsables reconnaissent l'importance fondamentale de la participation à un mouvement par rapport à une formation.

« Il y a des formations bien sûr mais rien ne vaut le mouvement de masse pour apprendre. On peut passer des films et tout ça mais rien ne vaut l'apprentissage sur le tas. Quand tout ça s'apprend à l'école, ça ressemble un peu à l'école des cadres à Moscou (rire). D'ailleurs, récemment, ça a fait rigoler les gens de ma génération quand on a vu dans le Monde pendant le CPE le petit truc qui est paru sur la circulaire que l'UNEF avait faite en interne sur comment organiser une AG. Avec des consignes genre « occupez vous que de la commission presse. Ayez toujours quelqu'un à la tribune. » enfin des choses qui sont des réflexes de militants »²⁴⁴

Le changement de temporalité créé par un mouvement, comme l'a étudié Gérard Namer à propos du mouvement Devaquet²⁴⁵, accroît la nécessité de recours à l'expérience des mobilisations précédentes. En plus de leur importance individuelle pour certains militants et ce qu'elles représentent pour le groupe de rattachement en terme de borne historique, les expériences des mobilisations sont également mobilisées à travers le rapport aux anciens responsables. Ainsi, la transmission entre les responsables successifs se fait de manière informelle.

« On l'entretient dans un référentiel qui est de dire encore une fois, pour qu'il y ait premièrement la transmission et le passage de témoins de responsables en responsables, c'est-à-dire que quand tu es jeune militant tu arrives et tu vois des gens qui ont fait 86, donc c'est un peu comme les poilus de la première guerre mondiale et un jour le dernier s'en va. »²⁴⁶

Ainsi, les « anciens » occupent un rôle de conseillers pendant les mouvements influant grandement la transmission des références collectives d'un groupe et a des conséquences sur les choix politiques des directions syndicales. La transmission se fait en grande partie au sein des directions d'organisations ou de courants dans lesquelles se côtoient les jeunes responsables et les anciens.

« Moi en novembre-décembre 95, j'en avais un regard assez distant et j'étais pas étudiant. J'avais pas de lieu d'implantation à la différence de ce que j'avais pu connaître les années précédentes sur d'autres mouvements où je représentais ma fac. Là j'étais dans un rapport de participer à la direction du syndicat, de conseil politique, mais j'avais pas ce lien directement où je peux dire que j'ai été élu sur la fac que j'ai rencontré telle ou telle personne. Je grenouillais plus dans un milieu où il n'y avait que les dirigeants politiques. Et effectivement c'est l'époque où il y a des liens qui ont été consolidés mais pour moi ça n'a pas été un grand moment de rencontre ou de découverte. »²⁴⁷

A cela, s'ajoute le fait que le recours aux anciens responsables peut renvoyer, de manière

²⁴⁴ Entretien effectué avec Frédéric Hocquart le 12/06/2006

²⁴⁵ NAMER (Gérard), *op cit.* Nous y reviendrons en détail dans la dernière sous partie du travail.

²⁴⁶ Entretien effectué avec David Rousset le 15/12/2005

²⁴⁷ Entretien effectué avec Alexis Corbière le 16/06/2005

souhaitée ou non, à des périodes bien antérieures.

« T'as David Rousset qui est encore le trésorier de l'UNEF et qui occupe un rôle de conseiller à l'UNEF-ID et qui lui avait connu aussi dans sa première année d'étudiant le mouvement de novembre-décembre 86. Après la référence elle est via toute une série d'individus du genre... toute une série de gens de type Rozenblatt qui viennent hanter les mouvements étudiants fort de leur expérience d'avoir été président de l'UNEF-ID en 84 et d'avoir connu novembre-décembre 86. ça a de la valeur parce que ce sont des conseillers »²⁴⁸

De la même manière, l'expérience des anciens peut être mobilisée pour tirer les enseignements d'une orientation passée. Cela paraît être le cas en ce qui concerne le mouvement Devaquet pour l'UNEF-SE, selon les propos de Marie Pierre Vieu. Mais cela est aussi en lien direct avec le militantisme conjoint aux JC et au PCF.

« Je pense qu'il y a eu pour les gens de l'UNEF une mémoire très forte de 86 qui était difficile d'ailleurs parce que 86 nous on avait vraiment été balayé du devant de la scène, l'UNEF, faut bien voir ça et notamment on avait été balayé parce qu'on avait un syndicat qui s'était remonté via la coord, c'est l'UNEF-ID. Et donc étant balayé on avait tout à la fois menée une réflexion sur le syndicalisme, la structuration du mouvement étudiant et puis en 95 on s'interroge aussi sur ce qu'on a pas réussi et en discutant avec les anciens dirigeants de 86, notamment le président et le secrétaire général, Xavier, Frédéric Genevée et tout ça, bon y a même une réflexion de communistes en 95 »²⁴⁹

Dans « l'opposition UNEF », les relations entre les individus expriment à la fois la spécificité du groupe et l'impossibilité de formation personnelle liée au fonctionnement interne de l'UNEF-SE.

« C'était des relations inter-personnelles. Parce que nous on était pas politiquement légitime avec l'opposition UNEF. Donc on formait nos propres intervenants mais on le faisait en discutant, de manière informelle et au niveau local ».²⁵⁰

Néanmoins, ce phénomène de transmission ne suppose pas l'imposition d'un discours ou d'un positionnement par d'anciens acteurs « déconnectés » de l'actualité mais est le jeu de réinterprétation par les différents groupes en interaction les uns avec les autres.

« Les contacts qu'il y avait entre anciens de l'UNEF-ID et jeunes militants de l'époque y était dépendant... enfin le recours à 86 était fait en fonction des intérêts militants du groupe dans lequel ils avaient lieu. Ceux qui trouvaient que c'était une coordination meridique expliquent qu'en 86 la coord était une vraie coord et que par comparaison cela ne valait rien. »²⁵¹

Par ailleurs, le temps de la mobilisation peut susciter des interventions et des initiatives venant de l'extérieur et qui permettent de mutualiser et de transmettre des expériences

²⁴⁸ Entretien effectué avec Alexis Corbière le 16/05/2005

²⁴⁹ Entretien effectué avec Marie Pierre Vieu le 22/11/2005

²⁵⁰ Entretien effectué avec Eric Schultz le 06/12/2005

²⁵¹ Entretien effectué avec David Rousset le 15/12/2005

entre des responsables d'époques différentes. Par exemple, le mouvement contre le CPE en 2006 a donné lieu à des initiatives d'anciens responsables étudiants.

« Si si il y a un modèle 86 mais il n'a pas été modèle spécifiquement en 95. C'est marrant parce que l'autre fois on a organisé, parce qu'ici j'essaie d'organiser des activités artistiques en lien avec un fond politique, et après le CPE on a passé un documentaire qui s'appelle « Devaquet si tu savais ». Parce que le mec que j'avais vu en 86, Francis Candel c'est marrant parce que je l'ai retrouvé ici à Planet. On est devenu pote parce qu'il m'avait interviewé en 86 en tant que lycéen. Du coup, je l'ai invité ici et on a fait un truc de regard croisé autour de 86 en invitant des acteurs de 86. On a invité Assouline, Sylvia Zappi et Robi comme modérateur, il était pas là en 86 mais il était là en 76 et puis le GERME... et Bruno Julliard [actuel président de l'UNEF]. Et Bruno dit je suis bien content de vous rencontrer Francis Candel et il dit ce film là pour nous c'est une bible. Et moi je savais pas qu'il faisait ça maintenant l'UNEF parce que nous on le faisait un peu mais pas énorme. Et il dit, dès qu'il y a une formation sur les mouvements étudiants on passe ce film là parce que pour nous c'est le mouvement référence 86. »²⁵²

De la même manière, Marie-Pierre Vieu évoque sa volonté de commémorer le mouvement de 1995 en créant un lieu de rencontre entre d'anciens et d'actuels responsables étudiants²⁵³.

« On s'est dit que cette année, comme on fêtait les dix ans de 95, à défaut d'autre chose, on pourrait au moins organiser une journée de réflexion donc avec Karine Delpas qui était la présidente de l'UNEF qui m'a succédé et qui était une des porte parole de la coordination de 95. On s'est décidé au moins de décembre à essayer de pas un colloque mais plutôt des tables rondes à partir de, on va inviter l'ensemble des gens qu'on a côtoyé en 95, tous ceux que j'ai cité et d'autres, pour essayer de réfléchir ensemble à la fois sur ce qui a marqué 95 dans sa spécificité revendicative, convergence et autres et ce qui nous semble aujourd'hui être l'héritage du mouvement de 95. Et à partir de là on voudrait lancer une revue. Un peu dans cet héritage mais plus sur ce qu'il nous apporte aujourd'hui que dans une analyse historique renouvelée sur 95. C'est plus l'impulsion politique aujourd'hui qui nous intéresse que revenir indéfiniment sur 95. »²⁵⁴

Il nous semble important de retenir que la mémoire des mouvements étudiants, chez les membres de la « cohorte militante », se transmet, de façon décisive, par ces processus informels de rencontre entre anciens et nouveaux acteurs. Qu'ils jouent un rôle de conseillers depuis l'extérieur ou qu'ils occupent encore une place dans l'organisation, les « anciens » sont les vecteurs des références et des expériences acquises par le passé. Par ailleurs, ils sont également responsables politiques ou syndicaux ce qui est déterminant dans leurs lectures de la situation, leurs conseils et leurs impacts. Leur vécu

²⁵² Entretien effectué avec Frédéric Hocquart le 12/06/2006

²⁵³ Nous savons depuis que ces initiatives non pas eu lieu mais il est intéressant d'en noter la volonté affichée dans le discours. Après l'entretien, elle nous a confirmé son intention d'inviter des acteurs actuels des organisations étudiantes dans cette initiative.

²⁵⁴ Entretien effectué avec Marie Pierre Vieu le 21/11/2005

personnel est réinvesti dans les groupes auxquels ils dispensent leurs conseils et avis, qui sont souvent les groupes syndicalo-politiques les plus proches de leur propre parcours politique individuel post-étudiant.

Au global, la transmission des références aux mouvements étudiants se fait autour de deux axes. Le premier axe est celui d'une temporalité longue qui est celle de la formation « institutionnalisée », qu'elle se fasse dans le cadre de l'organisation syndicale, du courant ou d'un groupe extérieur. Dans ce cas, le rôle des « anciens » est utilisé pour illustrer la continuité de l'organisation (d'autant plus qu'ils sont membres de la direction nationale), transmettre des pratiques et un savoir-faire syndical mais aussi favoriser un attachement identitaire à l'organisation ou au groupe. Le deuxième axe, conséquence de la temporalité accélérée que créent les mouvements, est celui de la transmission informelle et contextualisée. Il n'y a ici aucun « cadres » précis à cette transmission mais son importance est capitale. Le rôle de conseil que peuvent apporter les anciens responsables est réinvesti par les nouveaux en adéquation avec leurs identités collectives syndicales et politiques. Par la complexité et la diversité de cette transmission s'exprime la pluralité des « identités narratives »²⁵⁵ des groupes militants présents dans le syndicalisme étudiant.

3- Des références collectives à l'histoire en miettes

a) L'impossible unité des références

L'ensemble des éléments que nous avons rassemblé jusqu'alors concernant l'expression, la mobilisation, la production et la transmission des références aux mouvements étudiants de 1986 et 1995 nous pose la question plus large de la mémoire collective. Nous allons tenter ici de montrer ici que l'impossible unité des références n'est pas contradictoire avec l'existence d'une mémoire collective dans la mesure où histoire et mémoire²⁵⁶, pour reprendre le titre d'un ouvrage de Jacques Le Goff, sont intimement liées.

A l'image des observations faites par Marie-Claire Lavabre à propos de la mémoire communiste, l'expression, lors des entretiens, des souvenirs militants, exprime le groupe autant qu'elle l'incarne. La mémoire entretenue à l'égard des mouvements étudiants par le jeu des références que nous venons de décrire est le fait des engagements individuels dans un collectif. Ainsi, questionner l'histoire et la mémoire suppose de garder à l'esprit que « la mémoire est liée au sensible et au vécu » et exprime un mouvement « de rétrospection par lequel une communauté vivante se réapproprie son passé » en faisant appel aux souvenirs des individus « là où les pouvoirs politiques malmènent l'histoire et manipulent le passé »²⁵⁷. De fait, les remarques que nous avons faites jusqu'ici à propos

²⁵⁵ Au sens de RICOEUR (Paul), *Temps et récit*, tome III, *le temps raconté*, Seuil, 1985, p 355.

²⁵⁶ LE GOFF (Jacques), *op cit*.

de la mémoire doivent être clarifiées dans le sens où l'expression des souvenirs n'est pas une expression de la mémoire collective.

Force est de constater que les souvenirs individuels des mouvements étudiants que nous avons observé ont été saisis bien après les faits. Pour certains responsables, les souvenirs s'étiolent pour laisser place à un dépassement de leur parcours de jeunesse.

« Non, moi je suis ça de loin. Mais en même temps, il faut aussi faire sa désintoxication personnelle et se « désétudiantisé » »²⁵⁸

Pour d'autres, au contraire, la remémoration de ces souvenirs militants est soumise à une sélection, parfois non consciente²⁵⁹, qui met en cohérence l'engagement syndical étudiant et la situation personnelle actuelle.

« Je m'intéresse encore à ce qui se passe [dans le milieu étudiant] parce que ça témoigne d'évolutions sociétales et que j'ai des clients qui me demandent. »²⁶⁰

Ainsi, parce qu'ils sont soumis à un usage du passé, les souvenirs militants sont des témoignages qui expriment la mémoire d'un collectif. Cette mémoire est une mémoire militante, une mémoire commune et non une mémoire collective. Les différentes mémoires militantes des groupes se font concurrence sur la scène de la réinterprétation et des usages du passé que constitue la « cohorte militante ». C'est l'interpénétration de l'individu et du collectif dans la « cohorte militante » qui « autorise l'hypothèse de la mémoire collective »²⁶¹. Ainsi, la mémoire collective qui nous intéresse ici est celle des militants syndicaux étudiants qui sont les destinataires des transmissions de références à l'oeuvre dans les cadres collectifs qui organisent le militantisme des membres de la « cohorte militante ». Nous ne disons pas ici que la « cohorte militante » se détache des militants « de base » mais nous en distinguons son existence à des fins didactiques. Le fait est que nous abordons, dans ce travail, le phénomène de mémoire collective par l'étude du groupe qui contribue à sa production et non par le celui qui en exprime les traces (même si la frontière n'est pas aussi claire). De fait, nous émettons l'idée qu'un mouvement étudiant reste dans la mémoire collective à partir du moment où les militants des organisations le reconnaissent comme une borne chronologique ou comme un événement fondateur. Pour que cette reconnaissance ait lieu, il faut que les groupes, par l'intermédiaire des responsables, s'engagent dans une réinterprétation du vécu commun pour construire un usage du passé qui soit à la fois identité, outil d'action et point de convergence syndical et politique²⁶² autour de ce mouvement.

Ainsi, nous pensons que le mouvement Devaquet reste un événement marquant car il a été un mouvement de masse. A ce titre, il a marqué durablement les individus y ayant

²⁵⁷ LAVABRE (Marie Claire), *op cit*, pp 16-17

²⁵⁸ **Entretien effectué avec Eric Schultz le 06/12/2006**

²⁵⁹ Sur la question de la transformation de la mémoire individuelle en lien avec une mémoire sociale plus large. LAURENS (Stéphane) et ROUSSIAU (Nicolas), *op cit*, 307p

²⁶⁰ **Entretien effectué avec Philippe Campinchi le 03/05/2006**

²⁶¹ LAVABRE (Marie Claire), *op cit*, pp 17

participés. Il a créé de l'identité active (dans le mouvement) et narrative (après le mouvement) au sein des groupes internes aux organisations et il a pris une dimension historique (interne et externe) pour les syndicats. De ce point de vue, il s'inscrit dans une mémoire collective propre au milieu militant qui fait écho à une vision plus large de l'histoire. Nous y reviendrons dans le dernier paragraphe mais la différence entre la mémoire collective et l'histoire est à prendre avec précaution et attention. Le fait que ce mouvement soit une référence communément admise par les militants syndicaux d'aujourd'hui est une illustration de son impact. Ainsi, le mouvement de novembre-décembre 1986 est une référence partagée par tous les membres de la « cohorte militante », quels que soient les groupes, et cela lui confère une dimension incontournable.

Par contre, on ne peut en dire autant du mouvement étudiant de l'hiver 1995. En effet, la mémoire entretenue à l'égard de ce mouvement est floue, contradictoire et inégale. Il nous semble que ce mouvement ne s'inscrit pas dans la mémoire collective dans la mesure où il n'a pas eu la même ampleur et a surtout mobilisé des « militants professionnels ». De fait, il reste un point de repère voire une référence militante pour certains groupes mais il ne constitue par un élément central de la mémoire collective (il n'a pas concerné beaucoup les étudiants). Comme nous l'avons vu, les références perdurent et alimentent la mémoire collective dans le cas d'un entretien régulier formel ou interpersonnel. Or, deux éléments viennent contrecarrer cet aspect des choses en ce qui concerne le mouvement de 1995. En effet, les militants ayant participé à ce mouvement ont quasiment tous disparu de la sphère étudiante en 2006. De fait, la transmission d'une référence se fait d'autant moins facilement que les témoignages liés au vécu ne s'effectuent plus. Mais cela n'explique pas tout puisqu'on pourrait penser qu'il en va de même pour le mouvement Devaquet (qui est même plus vieux de 10 ans). Il rentre alors en ligne de compte un élément historique important qui prouve le poids de la structure sur l'entretien de la mémoire. A propos du mouvement de 1995, les principaux défenseurs de la mémoire de ce mouvement ont été les militants de l'UNEF-SE. Mais il se trouve que depuis 2001, les deux organisations UNEF-ID et UNEF-SE se sont réunifiées pour ne former qu'une seule organisation, l'UNEF. Mais en réalité, la réunification syndicale n'a été qu'une absorption de l'UNEF-SE par l'UNEF-ID qui en a imposé les rites, cultures, pratiques et références. De fait, après la réunification, seule la Tendance Tous Ensemble²⁶³ entretient une mémoire à l'égard de cette mobilisation à la fois parce qu'elle met en porte-à-faux la direction de l'UNEF sur les questions démocratiques (rôle dans la coordination) mais aussi parce qu'elle permet de mettre en cohérence le discours politique des militants de la LCR sur l'importance historique des grèves salariés de 1995 en le liant à un mouvement étudiant (liaison fictive comme nous l'avons vu). De ce point de vue, nous émettons l'idée que la mémoire du mouvement de 1995 s'est étiolée à la fois parce qu'il n'a pas été un mouvement de masse mais aussi parce qu'il a perdu le soutien

²⁶² Le double militantisme des responsables nationaux les amènent à chercher constamment des équilibres entre le politique et le syndical.

²⁶³ Continuité de la Tendance Unité Démocratie de l'UNEF-ID et de courants issus de « l'opposition UNEF » comme de SUD-étudiant, elle est dirigée par des militants proches de la LCR.

d'une organisation qui construisait sa mémoire pour alimenter son identité dans la confrontation avec l'UNEF-ID, identité disparue du champ étudiant.

Les deux exemples que constituent les mouvements de 1986 et 1995 nous posent également la question, liée à la mémoire collective, de la communion des références. En effet, il paraît surprenant de parler de mémoire collective comme le fruit de la reconnaissance commune de références alors que la diversité préside à la transmission de celles-ci. En réalité, cela ne nous semble pas contradictoire et ce pour plusieurs raisons.

D'une part, la diversité des modes et contenus de la transmission des valeurs et des références n'enlève en rien la possibilité de référence commune. De ce point de vue, la référence est différente de l'évènement. Ainsi, le mouvement Devaquet est repris par tous les acteurs. Par le truchement d'argumentaires successifs et juxtaposés, cela construit une mémoire collective de 1986 comme un point d'accroche historique par accumulation des renvois. Il semble que nous ayons ici un enjeu important lié à la mémoire collective. En effet, le mouvement de 1986 ne reste pas dans la mémoire collective parce qu'il illustre une rupture ou une « victoire » objectivable sur un plan politique mais parce qu'il est l'objet d'une communion des références à son égard. Néanmoins, cette communion ne suppose pas l'unité des références et la diversité des discours trouve sa place dans la dimension narrative de l'identité des groupes. Pour le mouvement de 1995, la communion des références n'a pu se faire dans la mesure où il n'y a de point d'accord minimal entre les membres de « cohorte militante », à savoir la reconnaissance de l'importance de ce mouvement. En effet, les organisations syndicales et les groupes qui les composent sont amenés à développer un discours qui puisse être reçu par les étudiants. Le mouvement de 1995 n'a pas mobilisé comme 1986 et n'évoque rien pour bon nombre d'étudiants. Dès lors, la légitimité de la référence à ce mouvement ne fait pas l'unanimité et sa place dans la mémoire collective n'est pas assurée.

« [à propos du mouvement de 1995] Moi je pense pas que ce soit une référence de masse et je pense que ce serait pas juste que ça le soit parce qu'on avait pas un vrai mouvement de masse étudiant, c'est pas vrai. Il va y avoir des choses fortes qui vont avoir lieu mais ça arrivera pas à se structurer. Il y a trop de confusion dans ce mouvement pour faire en sorte qu'il soit paradigmatique. Parce que c'est le bordel, parce qu'il y a plein de lectures différentes. [...] Je ne crois pas que ça puisse être une référence comme novembre décembre 86 pouvait l'être. »²⁶⁴

D'autre part, la conscience (et la volonté) qu'ont les responsables étudiants de l'impossible unité des références construit et renforce, par effet repoussoir, les mémoires militantes. Plus exactement, l'impossible unité des références est nécessaire à l'existence des mémoires militantes. En effet, les mémoires militantes sont constitutives de l'identité des groupes par le fait qu'elles permettent la valorisation de la diversité des références. Mais dans l'expression de ces mémoires militantes, tout le monde ne joue pas à armes égales et les majorités syndicales détiennent un rôle déterminant dans le choix des références. Il est déterminant car la direction de l'appareil est une place de représentation, davantage que pour un courant minoritaire.

²⁶⁴ Entretien effectué avec Alexis Corbière le 16/06/2005

Tout cela a pour conséquence de faire du milieu syndical étudiant un espace dans lequel les mémoires militantes se concurrencent pour laisser une trace dans la mémoire collective. Pour la mémoire communiste Marie Claire Lavabre évoque le fait que la mémoire collective communiste rassemble « des générations aux passés, aux vécus et aux motivations différentes »²⁶⁵. Nous pensons qu'il en va de même au niveau étudiant à la différence près que ne sont pas les « générations » mais les « cohortes militantes » qui rassemblent les acteurs de la mémoire collective. Là où elle entend la « génération » comme des personnes ayant adhéré à la même époque, nous entendons la « cohorte militante » comme des militants ayant été en responsabilité syndicale ensemble. De ce point de vue, l'expression de « génération stratifiée »²⁶⁶ que Marie Claire Lavabre emprunte à Karl Mannheim nous semble intéressante puisqu'elle exprime la succession des individus (et donc des références) dans une dimension évolutive et cumulative. Ce que nous avons tenté de montrer dans ce travail est que la question de la « stratification » pose aussi la question de la « porosité » entre les strates. En quelque sorte, la taille et le changement de strates n'est pas fonction des « générations » ou des mouvements mais elle est la conséquence de l'inter-pénétration de ces deux dimensions dans les groupes militants que constituent les syndicats et leurs courants internes via la mobilisation des références. En clair, derrière les préoccupations légitimes de sondage de la mémoire collective se trouvent les mémoires militantes et leurs transmissions. Ainsi, l'impossible unité des références illustre, de notre point de vue, les enjeux de production et de transmission de références via les mémoires militantes, sans pour autant nier l'existence d'une mémoire collective.

Nous avons vu que l'impossible unité des références n'empêche pas l'existence d'une mémoire collective qui se construit dans la confrontation des mémoires militantes au sein de la « cohorte militante ». Mais cela pose également la question du rapport à l'histoire que nous allons aborder dans une dernière sous-partie.

b) Diversité de temporalité et histoire des mouvements étudiants

Dans cet ultime développement, nous souhaitons montrer que le fait que la mémoire collective soit le fruit de la mobilisation conjointe des mémoires militantes, confère au phénomène de référence aux mouvements étudiants des dimensions temporelles particulières. Ces dimensions influent sur les usages du passé dont ils font l'objet autant que sur leur capacité à rester dans l'Histoire. De ce point de vue, nous nous poserons donc la question de savoir s'il existe une « histoire » du(des) mouvement(s) étudiant(s). Le rapport au temps organise la mémoire dans la mesure où il modèle les modes de transmission de celle-ci et mais aussi son contenu. Ainsi, nous allons voir quelles sont les différentes temporalités qui rentrent en interaction dans le continuum historique, dans l'action comme dans la constitution de la mémoire. Puis nous essaierons de voir en quoi il paraît difficile de parler de l'histoire du mouvement étudiant.

²⁶⁵ LAVABRE (Marie Claire), *op cit*, p 31.

²⁶⁶ MANNHEIM (Karl), *op cit*, p 61

Pour tenter de comprendre ce qui se joue derrière le rapport au temps, rappelons les apports de Gérard Namer²⁶⁷ à la réflexion autour de l'articulation entre mémoire et action. Dans son ouvrage sur le mouvement Devaquet de 1986, Gérard Namer²⁶⁸ revient sur le rapport au temps des lycéens et des étudiants mobilisés en essayant de voir comment celui-ci s'exprime dans le cadre du mouvement et après celui-ci. Il nous fournit ainsi, un regard, 2 ans après, sur l'état des « mémoires » et des « projets » issus de ce mouvement. Pour cela, il propose d'identifier plusieurs temporalités qui organisent le rapport au temps lors d'un mouvement étudiant sur lesquelles nous allons revenir ici.

La première est une « temporalité affective » qui exprime la prise de conscience de l'idée d'une oppression spécifique de la jeunesse se matérialisant par un engagement individuel dans le mouvement. Le sentiment qui émerge, chez les étudiants et lycéens qui participent au mouvement, est celui de l'existence d'un groupe qui émerge par lui et pour lui. Ce « temps fort » de la mobilisation est un facteur d'engagement, comme nous l'avons vu précédemment.

Cela entraîne la constitution de deux autres temporalités, qui font écho aux populations qui se mobilisent, celles des « lycéens » et celles des « étudiants ». Elles sont différentes parce que le niveau de structuration des deux milieux est différent et que les lycéens intègrent le mouvement après son déclenchement. Cela a pour conséquence de diversifier les rythmes de la mobilisation et de renouveler la dynamique puisque l'entrée des lycéens dans l'action va constituer un deuxième souffle pour la mobilisation.

La troisième est une « temporalité mass médiatique » qui organise, de l'extérieur via les médias, un rapport de force vis-à-vis du pouvoir. Cette mise en scène de la mobilisation confère aux formes de lutte visibles un aspect mythique (le spectacle prend forme). Ainsi, l'ampleur numérique de la présence en assemblée générale, la manifestation énorme du 04 décembre ou les débrayages lycéens sont autant de scènes qui s'inscrivent aisément dans les attentes des mass médias qui veulent donner à voir le mouvement. De la même manière, en exposant des images et des références véhiculées hors du milieu militant, cette temporalité facilite l'inscription du mouvement dans la mémoire collective. En effet, au delà des militants les plus actifs de ce mouvement, les images et les références aux manifestations et occupations diverses font de la mobilisation une repère historique.

Enfin, la dernière temporalité identifiée par Gérard Namer est la « temporalité syndicale » (plus longue et calculatrice). En parlant de « temporalité syndicale », il fait allusion à une volonté des responsables syndicaux d'inscrire leurs réflexions et leurs actions dans un temps plus long. Ce temps plus long, est celui qui est perçu grâce à la mémoire collective (l'image des mouvements qui ont précédé) mais alimente les mémoires militantes (l'usage que l'on en fait). Pour être plus précis, nous avons montré qu'une partie de la mémoire entretenue à l'égard d'un mouvement comme celui de 1986, par les responsables étudiants, est orientée par l'utilisation qui en est faite dans l'action.

²⁶⁷ NAMER (Gérard), *op cit*,

²⁶⁸ Nous ne reprendrons de cet ouvrage que les réflexions concernant la temporalité. L'aspect concernant davantage les projets issus du mouvement Devaquet nous semble moins en prise directe avec notre sujet.

Dans une « temporalité syndicale », le rapport à un mouvement dure autant de temps que la référence est entretenue pour servir l'action.

Finalement dans cette partie, il nous montre que la temporalité n'est pas quelque chose de figé et d'homogène dans le cadre d'une mobilisation. Elle varie et se redéfinit constamment dans le cadre des relations entre les individus, les groupes, les institutions, les médias. C'est la coexistence et l'articulation de ces différentes temporalités dans le mouvement qui conditionne à la fois la « réussite » du mouvement (émergence d'un mouvement de masse) mais aussi l'importance de la référence qui y sera faite par la suite. Nous pensons que cela a de l'importance pour ce qui concerne la mémoire d'un mouvement car les conditions de productions des souvenirs militants qui seront réinvestis par la suite dans les mémoires militantes sont dépendantes de ce jeu de temporalité.

Par ailleurs, il nous faut aussi insister sur le fait qu'il existe plusieurs formes de remobilisation de la référence à 1986 qui s'expriment notamment à travers les moyens de transmission de celles-ci. Elles créent une sorte de deuxième « volet » de temporalité qui n'est plus celle de l'action mais celle de la mémoire. De ce point de vue, la « temporalité syndicale » assure la transition entre utilisation de la référence pour l'action et utilisation de la référence pour la mémoire.

D'une part, il y a une réutilisation immédiate du mouvement à travers des campagnes de syndicalisation. On peut d'ailleurs observer une remobilisation de la « victoire de 1986 » dans le matériel militant de l'UNEF-ID dès la rentrée 1987-1988 (tracts, brochures,...). Néanmoins, cela est relativement restreint dans le temps puisque cette démarche est freinée assez rapidement par le renouvellement des effectifs étudiants. Les étudiants destinataires des campagnes syndicales ne se sentent assez rapidement plus concernés par un événement qu'ils n'ont pas connu. Ainsi, le recul de l'introduction de la sélection à l'université n'est plus vécu comme un acquis du mouvement mais comme une donnée. Dès lors, les responsables syndicaux, pour être « en phase avec leur milieu » vont abandonner progressivement la référence dans l'activité quotidienne.

« Tu construis tes souvenirs et tes représentations militantes au moment où tu es dans l'action. Mais la population étudiante est une population qui tourne assez rapidement dans son renouvellement. Au bout de très peu de temps, tu n'es plus compris si tu ne réponds pas aux aspirations des étudiants avec un langage qu'ils comprennent. »²⁶⁹

D'autre part, il y a un réinvestissement militant interne de la référence au mouvement dans les instances syndicales. Dans ce cas, la durée de réutilisation de la référence (de manière active) est plus longue mais ne dépasse pas vraiment le temps de parcours militants des responsables les plus vieux ayant connu le mouvement.

« Mais on a dit « en 86 on a fonctionné comme ci comme ça » pendant 10 ans. On a pu dire ça en 87,88,89,90,91,92 mais en 1995, pour la première fois je sens des étudiants qui me regardent avec des gros yeux ronds et qui comprennent pas la référence à 86. Si on continue avec cette référence c'est qu'elle a une utilité militante en interne [...] et puis la référence 86 est elle pas utilisée par les gens qui l'ont pas connu. On se réapproprie pas les schémas mémoriels des

²⁶⁹ Entretien effectué avec Eric Schultz le 06/12/2005

270

Sur cet aspect des choses, la transmission est un enjeu important dans la mesure où elle rapproche l'histoire et le présent par la mémoire militante. Ainsi, les responsables étudiants, créent, par la valorisation d'événements qui correspondent à leur parcours, une temporalité propre à la référence interne aux mouvements. Mais peu à peu, par les difficultés de transmission et le renouvellement des « cadres » des organisations, comme des « cadres » de la mémoire²⁷¹, s'opère un glissement de temporalité vers un temps plus long mais difficilement quantifiable qu'est celui de la « mémoire collective »

Cette troisième temporalité de la « mémoire collective », dans le rappel au mouvement, s'exprime dans le temps long d'une mémoire qui va de l'évènement à son remplacement. Ainsi, plus l'évènement est grand et plus il a de chance de rester une référence mobilisée longtemps. Dans le cas du mouvement de 1986, la référence semble jouer jusqu'à aujourd'hui même si la mobilisation contre le CPE, par son ampleur, pourrait devenir une référence de remplacement.

« Donc 86 ça reste. 86 ça reste ça parce que même aujourd'hui, alors que l'on est vingt ans après, Bruno Julliard, 86 restait son machin. Moi il m'a demandé des trucs sur comment ça se passait en 86, la coord le machin et tout. Donc oui ça reste l'espèce de truc comme ça 86. Là c'est le CPE qui va devenir le nouveau truc. Dans 10 ans on se rappellera du CPE parce ça a été un mouvement victorieux, totalement exemplaire sur la manière dont la lutte s'est passée et je veux dire c'est comme 86. »²⁷²

L'idée ici est de montrer que dans la temporalité de la mémoire collective est « dégressive en conflictualité ». Parce que la mémoire collective est composée par les mémoires militantes et exprimée par des individus, c'est une mémoire vivante. A ce titre, elle évolue avec les personnes qui l'entretiennent et la transmission joue un rôle majeur dans ce phénomène. Pour prendre un exemple, le mouvement Devaquet a été un objet de la mémoire militante, soumis à de multiples réappropriations, jusqu'à ce que la majeure partie des militants l'ayant vécu aient quitté les instances syndicales. Même si certains groupes entretiennent encore sa mémoire de manière plus poussée que d'autres, il est désormais un élément de la mémoire collective au sens où il ne fait plus l'objet de relectures mais constitue un élément de l'histoire partagée. En perdant en contemporanéité²⁷³, il n'est plus un objet de médiation des conflits internes (au sens où il ne polarise plus les débats) mais devient un jalon historique, voire un mythe, à l'aune duquel on valorise le passé « victorieux » des mouvements étudiants. En quelque sorte, on ne cherche pas à refaire 86 mais on cherche à faire comme en 86. La distinction est importante parce qu'elle renvoie à la perte d'un vécu militant. Cette perte est compensée par une communion des références autour de la reconnaissance commune d'un élément

²⁷⁰ Entretien effectué avec Eric Schultz le 06/12/2005

²⁷¹ Au sens de Maurice Halbwachs. Voir Introduction

²⁷² Entretien effectué avec Frédéric Hocquart le 12/06/2006

²⁷³ Au sens de Karl Mannheim. Voir introduction

de l'histoire dont chacun est l'héritier. En devenant un mythe, le mouvement Devaquet demeure dans la mémoire collective. Ce que nous voulons démontrer ici est que les changements de temporalités progressifs induits par le temps qui passe mènent les références aux mobilisations de la mémoire militante à l'histoire des mouvements étudiants en passant par la mémoire collective. La mémoire militante sert à l'action. La mémoire collective sert l'identité. L'histoire sert la légitimité que construit l'extériorité temporelle et la continuité organisationnelle. En réalité, ces séparations ne sont pas aussi strictes mais elles donnent une idée de l'évolution de la « fonction » et de la « condition » mémoriel d'un mouvement étudiant. Cette évolution pourrait se résumer ainsi: schéma ci après

Schéma d'évolution temporelle des
« lieux » de la mémoire des mouvements étudiants

Par ce schéma, nous souhaitons montrer que la mémoire d'un mouvement fait l'objet d'une montée en généralité qui l'inscrit dans une temporalité de plus en plus large. Par contre, à mesure que la référence s'éloigne de la réalité militante, elle a tendance à faire l'objet de mythification qui alimentent un socle commun de représentations idéalisées des mouvements étudiants. Ce schéma témoigne de l'évolution vers différents niveaux de temporalité sans rendre compte d'une linéarité historique dans le processus. Il n'y a pas de sens à l'histoire mais seulement une imbrication progressive de ces différents niveaux de temporalité qui servent de matrice à la référence au mouvement dans toutes ses dimensions (individuelle, collective, mémorielle, historique)

Le dernier point que nous souhaitons aborder dans ce travail renvoie à la question de l'histoire du mouvement étudiant (dernier point du schéma). Nous devons l'expression « histoire en miettes » à Claudie Weill et Yolande Cohen qui ont constaté l'éparpillement de l'histoire du mouvement étudiant²⁷⁴. Cette formule nous semble pertinente dans la mesure où nous l'entendons comme une illustration à la fois d'une continuité historique et d'un éclatement des mouvements étudiants. Sous l'angle de la transmission et de la mémoire, l'histoire des mouvements étudiants s'exprime dans la continuité des « cohortes militantes » qui agissent dans les mouvements autant qu'elles entretiennent leur mémoire. Comme nous l'avons vu, la confrontation des mémoires militantes au sujet de la reprise référentielle d'un mouvement participe à la production d'une mémoire collective de ce mouvement. Mais par le fait des temporalités particulières à l'oeuvre dans un mouvement, comme nous l'avons vu à propos du mouvement Devaquet de 1986, et par le fait de la rotation des « cohortes militantes », les mobilisations étudiantes semblent un éternel recommencement. Le vécu ne se transmet pas et les contextes changent sans cesse. Néanmoins, les syndicats sont des structures qui existent hors des mouvements et revendiquent la continuité historique entre les mouvements. En réalité, cette continuité n'est ni militante, ni même organisationnelle mais discursive. Dire l'histoire des mouvements étudiants est déjà la faire exister. L'histoire est en miettes par la discontinuité avec laquelle on arrive à saisir la mémoire collective. Les organisations, par le besoin d'histoire que supposent leur légitimité et leur pérennité, font se juxtaposer dans

²⁷⁴ COHEN (Yolande) et WEIL (Claudie), *art cit*, p. 3-11.

un même temps des mémoires collectives de mouvements somme toute assez différentes. En procédant de la sorte, une histoire des mouvements étudiants se construit par le lien dans le temps que les militants veulent bien lui accorder. Croire à la continuité historique des mouvements est la faire exister dans toutes ses conséquences et notamment sur le plan de la mémoire. L'évolution des organisations (en tant que structure), le passage de témoin entre les groupes (en tant que transmetteur de mémoire) et les enjeux d'identité collective qui traversent l'ensemble sont autant d'éléments qui rassemblent les mouvements étudiants dans un continuum historique. De fait, la dimension historique d'un mouvement étudiant vient comme conséquence des rapprochements de la mémoire collective et du discours sur l'histoire. Nous pensons donc qu'il existe une histoire en miette des mouvements étudiants qui se construit au travers des temporalités et les rapports à la mémoire que les mouvements produisent. Cette histoire ne se confond pas avec celle des organisations car elle représente des moments particuliers du militantisme étudiant.

Tout l'enjeu pour la recherche nous semble être de travailler à cette distinction pour mieux comprendre la mémoire de ces luttes dans leur complexité et leur autonomie. De la même manière, il faut prendre en compte le fait que l'histoire des mouvements étudiant ainsi créée est construite par une succession de discours sur l'histoire qui rendent la tâche universitaire de l'historien, du sociologue et du politiste chaque jour un peu plus difficile²⁷⁵.

²⁷⁵ Soulignons ici l'importance de la collecte rapide des témoignages et informations après un mouvement pour que des études « évolutives » dans le temps puissent être menées sur la mémoire des mouvements sociaux en général et sur celles des mouvements étudiants en particulier.

Conclusion

En guise de conclusion, nous voudrions rappeler les « lignes forces » qui se dégagent de notre travail. Nous évoquerons ensuite, les autres pistes de recherche paraissant intéressantes pour compléter ce travail et ainsi tenter de mieux saisir la mémoire collective et l'histoire des mouvements étudiants.

Au cours de ce travail, nous avons voulu rendre compte des références entretenues à la suite des mouvements étudiants par les responsables syndicaux de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE en nous focalisant sur la nature complexe de leur construction comme de leur transmission liée aux particularités du monde étudiant (organisations et mobilisations). Fruits de luttes de pouvoir incessantes, les références aux mouvements étudiants sont aussi, dans une large mesure, des appuis pour l'action et des éléments identitaires. La rotation des effectifs étudiants et militants, la très faible syndicalisation du milieu et la diversité des représentations politiques au sein des structures comme des mouvements, confère au milieu syndical étudiant des spécificités. Sur cette base, nous avons montré la place occupée par les mobilisations dans la mémoire collective de ce milieu. Elles représentent souvent des événements fondateurs et formateurs pour les militants. Par un vécu réinvesti dans la « cohorte militante » via les organisations et les groupes syndicalo-politiques, les responsables participent, dans un conflit permanent, à la construction de références collectives. En étant d'abord véhiculées au niveau des groupes d'appartenance, ces références créent identité et outil d'action rendant possible l'action syndicale. Ce phénomène donne naissance à des mémoires militantes produites par différentes générations militantes²⁷⁶ par le biais de la réutilisation de l'expérience de la mobilisation. Ces mémoires, confrontées dans le quotidien de l'activité militante,

permettent le maintien d'un certain nombre de références dans les valeurs collectives du groupe. Progressivement, par un changement d'échelle temporelle et analytique, les responsables construisent un discours sur ces mouvements qui alimente une mémoire collective qui englobe et se nourrit des mémoires militantes. Sur la base de cette mémoire collective, émerge une diversité de discours sur l'histoire qui renforcent ce socle référentiel. La mémoire collective des mouvements étudiants est donc le fruit de ceux qui les font et l'histoire des mouvements étudiants est « écrite » en référence au discours de ces mêmes acteurs (les uns pouvant être les autres).

Tous ces phénomènes sont l'illustration de ce que nous nommons en introduction « une autonomisation dans la construction ». Elle s'exprime par la nature atypique des mouvements, acquérant, dans les changements de temporalité produits par la lutte, une autonomie. Par l'idée de « mouvement de masse », nous avons voulu montrer que l'état de construction (son importance pluri-dimensionnelle) d'un mouvement conditionne son autonomie « réelle » et « mémorielle ». Par exemple, la mobilisation de 1986 a été beaucoup plus autonome par rapport aux enjeux de pouvoir car massive. Elle a également fait l'objet d'un consensus qui la place aujourd'hui encore dans les références centrales. Pour le dire plus synthétiquement, ce que nous entendons avec cette formule « d'autonomisation dans la construction » correspond à ce que les mouvements étudiants, par leur importance et le niveau de références entretenues à leur égard, construisent une autonomie actionnelle (le mouvement), temporelle (imbrication et coexistence de plusieurs rapport au temps), identitaire (les références) et narrative (le discours sur l'histoire). De fait, les étudier de manière détachée (mais pas déconnectée) des organisations syndicales est justifié et nécessaire.

Nous voudrions maintenant faire le point sur quelques réflexions issues de cet exercice et qui nous semble de nature à être amplifié pour essayer de mieux saisir les logiques à l'oeuvre dans la construction de la mémoire collective en milieu étudiant.

Dans un premier temps, nous souhaitons nous arrêter sur la dernière dimension abordée de manière conclusive à notre démonstration quant aux niveaux de temporalité. Si nous pensons avoir démontré l'imbrication et la coexistence des différentes sphères temporelles dans la construction des références via la mémoire militante, la mémoire collective et l'histoire, il semble néanmoins qu'il faudrait approfondir l'étude des moments de passage (en admettant qu'ils sont totalement saisissables) entre ces différents niveaux. Nous avons montré comment la diversité des références éclaire ces niveaux mais il nous semble souhaitable, à l'avenir, de saisir également « les basculements » progressifs de la mémoire militante à la mémoire collective, de la mémoire collective à l'histoire. Si nous émettons l'idée que ces temporalités ne sont pas successives (de la plus restreinte, le temps de la mobilisation, à la plus large, le temps historique) mais concomitantes, il faut alors nous interroger sur la « liaison ». De la même manière que nous avons questionné les références par leurs constructions et leurs transmissions, il faudrait travailler davantage le passage entre les sphères temporelles, en unifier les

²⁷⁶ Nous parlons ici de « génération » car nous sommes en présence de groupes affirmant leur *capacité à créer une mémoire*, à *homogénéiser une classe d'âge dans un jugement de valeur commun porté sur l'événement*, selon les propos de Marie Claire Lavabre (voir plus avant).

définitions et penser les protocoles de recherche qui permettraient de les saisir. Pour arriver à cela, une étude plus systématique et plus évolutive des discours et des processus narratifs semble requise.

Par ailleurs, et c'est un autre aspect que nous pourrions approfondir, l'histoire est intéressante car elle révèle également la manière dont le monde politique retravaille les références aux mouvements étudiants. En effet, la proximité du syndicalisme étudiant et de la sphère politique (de « jeunesse » ou « adulte ») influence la mémoire comme les actions. Plus que sur les références elles mêmes, qui ne sont opérantes que pour les militants syndicaux, c'est la liaison narrative de la construction politique qui s'exprime dans les positionnements des groupes politiques. Pour le dire autrement, le discours politique sur l'histoire construit aussi les références syndicales car le milieu étudiant n'est pas une tour d'ivoire coupée du reste de la société. Ainsi, étendre ce travail sur la mémoire des mouvements étudiants en intégrant la question de la reprise politique de l'histoire par des groupes extérieurs au milieu syndical présenterait deux intérêts. D'une part, cela rendrait possible l'intégration du pluri-militantisme des responsables dans l'analyse de manière plus aboutie en saisissant davantage les différents milieux dans lesquels évoluent ces militants et pour lesquels constituent des passerelles. D'autre part, cela permettrait de vérifier la pertinence à réfléchir en terme de « cohorte militante » soit en proposant une extension, soit en essayant de lui insuffler une dimension « ajustable » qui permettrait d'en reprendre les contours à chaque mobilisation.

Enfin, nous voulions revenir sur un aspect resté marginal dans notre étude mais ayant une importance capitale dans l'étude des mouvements étudiants: le rôle des mass médias. Nous n'avons abordé ce thème que par la référence à Gérard Namer dans notre dernière partie. Toutefois, nous pensons que cette dimension a un intérêt particulier pour décrire et comprendre ce qui se joue dans un mouvement étudiant et notamment dans le cas d'une analyse « monographique ». Au cours de ces dernières décennies, l'évolution des mass médias et des nouvelles technologies confère une importance déterminante au traitement médiatique d'une mobilisation²⁷⁷. Cela se matérialise par de nouveaux moyens d'interpellations et de remémorations. En ce qui concerne les mouvements étudiants, et nous l'avons observé sur le mouvement contre le CPE, une masse d'information est transmise entre les militants par le canal informatique²⁷⁸. Sur notre période, nous pensons que le mouvement Devaquet a été une première étape de cette évolution dans le sens où les acteurs (étudiants/pouvoir/observateurs) étaient plus sensibles et plus réactifs aux exigences médiatiques que par le passé. La médiatisation de la mort de Malik Oussekiné et la reprise politique de cet événement tragique²⁷⁹ montre combien cette dimension a été

²⁷⁷ Ceci n'est d'ailleurs pas spécifique aux mouvements étudiants.

²⁷⁸ Cela pose aussi de nouveaux problèmes aux chercheurs vis-à-vis des sources. Voir à ce sujet le numéro thématique : « Internet et mouvements sociaux : nouvelles pratiques militantes, nouvelles sources pour l'histoire », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, BDIC, n°79, juillet-septembre 2005.

²⁷⁹ Le ton solennel de la manifestation « hommage à Malik ». On peut aussi penser à des chansons et autres moyens de diffusion médiatiques qui ont servi de vecteur à la mémoire du mouvement. On peut par exemple entendre la chanson « plus jamais ça! » dans la bande originale du film: KANDEL (Francis) et SCHNEIDER (Franck), *vidéo cit.*

prégnante, déjà en 1986. Cet aspect nous semble être une extension possible à notre travail mais doit certainement faire l'objet d'une étude plus systématique pour les mouvements récents²⁸⁰.

Les mouvements étudiants constituent pour bon nombre de militants les premiers pas d'un parcours plus large, souhaitons que ce travail constitue nos premiers pas dans leur étude.

²⁸⁰ Comme le mouvement altermondialiste, les mouvements étudiants récents (CPE par exemple) ont vu l'émergence de formes médiatiques et « médiatisables » d'action (animations de rue, sites internet,...)

Bibliographie et sources

Nous avons fait le choix d'une bibliographie thématisée afin de faciliter la recherche en fonction des axes de travail que nous avons effectué. Elle n'est, bien sûr, pas exhaustive mais renvoie aux ouvrages principaux qui ont permis de mettre en forme nos idées et de construire notre réflexion.

Ouvrages de cadrage historique, syndical et politique

BECKER (Jean jacques), Crises et alternances. 1974-1995, Paris, Seuil (Point), 1998.

GEAY Bertrand, Le syndicalisme enseignant, Paris, La Découverte, 1997.

GIRARDET (Raoul), Mythes et mythologie politiques, Paris, Seuil, 1986

MOURIAUX René, Syndicalisme et politique, Paris, Editions ouvrières, 1985.

MOURIAUX René, Le syndicalisme en France depuis 1945, Paris, La Découverte, 1994,

PROST (Antoine), Éducation, société et politiques. Une histoire de l'enseignement en France de 1945 à nos jours, Paris, Seuil, 1992.

SAGNES Jean (dir.), Histoire du syndicalisme dans le monde des origines à nos jours,

Toulouse, Privat, 1994.

SIRINELLI (Jean-François), dir, Dictionnaire historique de la vie politique française au Xxème siècle, Paris, PUF, 1995.

Ouvrages généraux sur le milieu et le syndicalisme étudiant

BAUBY (Pierre) et GERBER (Thierry), Singulière jeunesse plurielle: les jeunes des années 1990 et leurs mobilisations, Paris, Publisud, 1996.

BORELLA (F.), LA FOURNIERE (M. de), Le syndicalisme étudiant, Paris, Seuil, 1957.

BOUMARD (Patrick), HESS (Remi) et LAPASSADE (Georges), L'université en transe, Paris, Syros, 1987.

BOURDIEU (Pierre) et PASSERON (Jean-Claude), Les Héritiers: Les étudiants et la culture, Paris, Editions de Minuit, 1994.

BOURDIEU (Pierre), « La jeunesse n'est qu'un mot » in Questions de sociologie, Paris, Editions de Minuit, 1980, pp. 143-154.

DATAR, Développement universitaire et développement territorial. L'impact du plan U 2000 (1990-1995), Paris, La documentation française, 1998.

FELOUZIS (Georges), La condition étudiante. Sociologie des étudiants et de l'université, Paris, Presses Universitaires de France, 2001.

FISCHER (Didier), L'histoire des étudiants en France (de 1945 à nos jours), Paris, Flammarion, 2000.

FISCHER (Didier), Les étudiants en France 1945-1968. Contribution à une histoire socioculturelle et politique du milieu étudiant, sous la direction de Jean-Jacques Becker, Université de Paris X-Nanterre, 1998.

GALLAND (Olivier), Le Monde des étudiants, Paris, PUF, 1995.

GALLAND (Olivier) et OBERTI (Marco), Les étudiants, Paris, La Découverte, 1996.

GRIGNON (Claude), Les conditions de vie des étudiants, Paris, Documentation française, 1996. (Enquête de l'OVE).

HAMON (Hervé) et ROTMAN (Patrick), Génération (2 tomes), Paris, Seuil, 1988.

LAPEYRONNIE (Didier) et MARIE (Jean Louis), Campus blues: les étudiants face à leurs études, Paris, Seuil, 1992

LE BART (Christian) et MERLE (Pierre), La citoyenneté étudiante: intégration, participation, mobilisation, Paris, PUF, 1997.

MINOT (Jacques), Histoire des universités française, Paris, PUF(QSJ), 1991.

MONCHABLON (Alain), Histoire de l'UNEF, Paris, PUF, 1983.

MONCHABLON (Alain), « Étudiants et politique », in SIRINELLI (J.F), Dictionnaire historique de la vie politique française au XX siècle, Paris, PUF, 1995, p. 344-347.

MONCHABLON A., « Syndicalisme étudiant et génération algérienne », Cahiers de l'IHTP, n° 10, 1988, p. 119-129.

MORDER (Robi), coord, Naissance d'un syndicalisme étudiant. 1946: La charte de Grenoble, Paris, Syllepse, 2006

MUXEL (Anne), « La participation politique des jeunes: soubresauts, fractures et ajustements », in Revue Française de Science Politique, Vol 52, n°5, 521-544, 2002.

MUXEL (Anne), « L'age des choix politiques: étude longitudinale auprès des 18-25 ans », in Revue Française de Sociologie, Vol 33, 1992.

SABOT (Jean Yves), « Charte de Grenoble et syndicalisme », in Les cahiers du GERME, n°1, mars 1996.

SABOT Jean-Yves, Le syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie. L'entrée d'une génération en politique et la formation d'une élite, Paris, L'Harmattan, 1995.

Ouvrages et mémoires spécifiques aux mouvements et groupes étudiants:

CHAMBRAUD (Cécile), L'UNEF-ID et le mouvement étudiant de l'automne 1986, Paris, 1987. (Mémoire se trouvant à la bibliothèque de la fondation nationale des sciences politiques)

COHEN (Y.) et WEIL (C.), « Les mouvements étudiants: une histoire en miettes », le Mouvement social, n°120, 1982, p. 3-11.

COHEN (Yolande), « Le mouvement étudiant comme mouvement de génération » in L'Homme et la société, 1994, 1/2.

DOBRY (Michel), « Calcul, concurrence et gestion du sens: Quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 » in FAVRE (Pierre), dir, La manifestation, Paris Presses de la FNSP, 1990.

GUILLOTEAU (Laurent), « Du côté des salariés en formation: aperçu des luttes étudiantes de l'automne 95 », Futur antérieur, n°33-34, 1996.

JUHEM (Philippe), « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », Revue Française de Science Politique, n° 1-2, 2001, pp. 131-153.

KERNIVINEN (Cécile), Le syndicalisme étudiant comme cadre de socialisation politique? L'exemple de la « génération 86 » des militants de l'UNEF-ID Grenoble, Grenoble, 1997. (Mémoire d'IEP se trouvant à l'IEP de Grenoble).

LACLAU (Mikaël), « Etudiants: contre l'austérité, la grève. », Futur antérieur, n°33-34,

1996.

LAVABRE (Marie-Claire) et REY (H), Les mouvements 68, Paris, Casterman, 1998

LESCHI (D.), Les stratégies syndicales étudiantes: l'UNEF-ID dans la crise de novembre-décembre 1986, DEA d'histoire sous la direction de J.J Becker, Paris X.

LEVY (Jean Daniel), Les coordinations, naissance et développement. Etude à partir des mobilisations de la jeunesse scolarisée, DEA de sociologie politique, sous la direction d'Isabelle Sommier, Paris I, 1997.

MEYSSAN (Raphaël), « La coordination étudiante sous la menace », Maintenant, 20 décembre 1995.

MORDER (Robi), Revendications-négociations: débat et pratiques dans le mouvement syndical étudiant en France (1976-1988), DEA de science politique sous la direction de M. Dobry, Paris X Nanterre, 1989.

NAMER (Gérard), Mémoires et projet du mouvement lycéen-étudiant de 1986-1988, Paris, L'Harmattan, 1990.

ROSS (Kristin), Mai 68 et ses vies ultérieures, Paris, Editions Complexes, 2004.

VAZEILLES (Isabelle), Engagement étudiant, à propos de quelques réflexions sur le mouvement étudiant de novembre-décembre 1995, DEA « actions et politiques publiques », Paris I Panthéon-Sorbonne, 1996.

YON (Karel), Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique? Etude du courant « Convergences Socialistes », Mémoire de DEA sous direction de Jacques Lagroye, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2001.

Ouvrages et théories sur les mouvements sociaux

BEROUD (Sophie) et MOURIAUX (René), dir, Le souffle de décembre. Le mouvement de décembre 1995: continuités, singularités, portée, Paris, Syllepse, 1997.

DENIS (Jean-Michel), Les coordinations. Recherche désespérée d'une citoyenneté, Paris, Syllepse, 1996.

FILLIEULE (Olivier), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », RFSP, vol. 51, n° 1-2, février-avril 2001, pp. 199-215

FILLIEULE (Olivier), dir, Devenir militants, Paris, Belin, 2004

FILLIEULE (Olivier), dir, Le désengagement militant, Paris, Belin, 2005.

GAXIE (Daniel), « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », RFSP, Vol 52, n° 2-3, Avril-juin 2002, p 145-178.

LE GOFF, (Jean-Pierre) et CAILLE (Alain), Le tournant de décembre, Paris, La Découverte, 1996.

LENEVEU (Claude) et VAKALOULIS (Michel), dir, Faire mouvement. Novembre-décembre 1995, Paris, PUF, 1998.

-
- MATHIEU (Lilian), Comment lutter ? Sociologie des mouvements sociaux, Paris, Textuel, 2004.
- SNOW (David), « Analyse de cadres et mouvements sociaux » in CEFAL (Daniel), TROM (Dany), dir, Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes politiques, Paris, Editions de l'EHESS, 2001
- TOURAINE (Alain), Le grand refus, Paris, Editions Fayard, 1996.

Ouvrages et articles sur l'histoire et la mémoire

- BASTIDE (Roger), « Mémoire collective et sociologie du bricolage », L'année sociologique, Vol 21, 1970, p65-108.
- BASTIDE (Roger), Les religions africaines au Brésil, Paris, PUF, 1960.
- CANAU (Joël), Que sais-je ? L'Anthropologie de la Mémoire, Paris, PUF, 1996.
- COLLOVALD (Annie), « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants » in COLLOVALD (Annie), dir, L'Humanitaire ou le management des dévouements, Rennes, PUR, 2002, pp. 177-229.
- DESCAMPS (Florence), L'historien, l'archiviste et le magnétophone de la Constitution, Paris, Cheff Eds, 2001.
- FOUCAULT (Annie), Bobigny, banlieue rouge, Paris, Ed Ouvrières: Presses de la Fondation Nationale des sciences politique, 1986.
- GAONAC'H (Daniel) et LARIGAUDERIE (Pascale), Mémoire et fonctionnement cognitif, Paris, Armand Colin, 2000.
- HALBWACHS (Maurice), Les cadres sociaux de la mémoire, Paris, Albin Michel, 1994 (1ere édition Alcan 1925).
- HALBWACHS (Maurice), La mémoire collective (Edition critique établie par Gérard Namer), Paris, Albin Michel, 1997.
- KEKENBOSCH (Christiane), La mémoire et le langage, Paris, Armand Colin (coll 128, n°74), 128p
- LAURENS (Stéphane) et ROUSSIAU (Nicolas), dir, La mémoire sociale. Identités et représentations sociales, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002.
- LAVABRE (Marie-Claire), Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste, Paris, Presses de la FNSP, 1994.
- LAVABRE (Marie-Claire), « Usages du passé, usages de la mémoire », in Revue Française de Sciences Politiques, 3, 1994.
- LAVABRE (Marie-Claire), "La mémoire fragmentée : peut-on agir sur la mémoire ?" Cahiers français, 2001, n°303, pp. 8-13
- LAVABRE (Marie-Claire), "Usages et mésusages de la notion de mémoire", Critique internationale, 2000, 04, n°7, pp. 48-57

LE GOFF (Jacques), Histoire et mémoire, Paris, Folio histoire, 1988.

NAMER (Gérard), Halbwachs et la mémoire sociale, Paris, L'Harmattan, 2000.

NOIRIEL (Gérard), « Pour approche subjectiviste du social », in Annales ESC, 6, 1989.

NORA (Pierre), « Mémoire collective », in La nouvelle histoire, J. Le Goff (Dir), Paris, Retz, 1978, p 398-401.

PROST (Antoine), Douze leçons sur l'histoire, Paris, Seuil (point histoire), 1996.

RICOEUR (Paul), La mémoire, l'histoire, l'oubli, Paris, Seuil, 2000.

RICOEUR (Paul), Soi même comme un autre, Paris, Seuil, 1990.

Ouvrages et articles sur la question des « générations »

DROUIN (Vincent), Enquêtes sur les générations et la politique (1958-1995), Paris, L'Harmattan, 1995.

KRIEGEL (Annie), « Le concept politique de génération: apogée ou déclin », in Commentaires, 7, Automne 1979.

MANNHEIM (Karl), Le problème des générations, Paris, Nathan, 1990, 123p

Méthodes, réflexions théoriques et manuels:

BEAUD (Stéphane), WEBER (Florence), Guide de l'enquête de terrain, Produire et analyser des données ethnographiques, Paris, La Découverte, 1997

BEAUD (Stéphane), « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'entretien ethnographique », Politix, n°35, 1996, pp. 226-257.

BOURDIEU (Pierre), La misère du monde, Paris, Seuil, 1993.

BOURDIEU (Pierre), Questions de sociologie, Paris, Les Éditions de Minuit, 2004.

CASTORIADIS (Cornelius), Le monde morcelé. Les carrefours du labyrinthe III, Paris, Seuil, 1990.

ELIAS (Norbert), Qu'est ce que la sociologie?, Paris, Éditions de l'Aube (Agora), 2003.

ELIAS (Norbert), La dynamique de l'Occident, Paris, Calmann-Lévy (Agora), 2003.

ELIAS (Norbert), La société de cour, Paris, Flammarion, 1985.

FILLIEULE (Olivier) et PECHU (Cécile), Lutter ensemble. Les théories de l'action collective, Paris, L'harmattan, 1993.

-
- JOINIGNANT (Alfredo), « La socialisation politique. Stratégies d'analyse, enjeux théoriques et nouveaux agendas de recherche », RFSP, Vol 47, n°5, 1997, p 535-559.
- LAGROYE (Jacques), FRANCOIS (Bastien) et SAWICKI (Frédéric), Sociologie politique, Paris, Presses de Sciences Po/Dalloz, 2002 (4e ed)
- OLSON (Mancur), Logique de l'action collective, Paris, PUF, 1978.
- PERCHERON (Annick), La socialisation politique, Paris, Armand Colin, 1993.
- POPPER (Karl), La société ouverte et ses ennemis, Paris, Seuil, 1979.
- RICOEUR (Paul), La critique et la conviction, Paris, Pluriel (Hachette Littérature), 1995.
- VEYNE (Paul), Comment on écrit l'histoire?, Paris, Seuil (coll poche), 1996.
- WEBER (Max), Économie et société, Paris, Pocket Agora, 1995 (1ere édition 1971).
- WEBER (Max), Le savant et la politique, Paris, La Découverte, 2003.

Documentation partisane, essais:

- ASSOULINE (David) et ZAPPI (Sylvia), Notre printemps en hiver. Le mouvement étudiant de novembre-décembre 1986, Paris, La Découverte, 1987.
- Auteur inconnu, « La grève et les manifestations de novembre-décembre 1995 », Combattre pour le socialisme, n°61, janvier 1996.
- BALLADUR (Edouard), Deux ans à Matignon, Paris, Plon, 1995.
- CAMBADELIS (Jean-Christophe), Le chuchotement de la vérité, Plon, 2000.
- CAMPINCHI (Philippe), Les Lambertistes, Paris, Balland, 2002.
- FICHTALI (Yassir), Qu'est ce que l'UNEF?, Paris, Editions de l'archipel, 2002
- FILOCHE (Gérard), 68-98, Histoire sans fin, Paris, Flammarion, 1998.
- GLUCKSTEIN (Daniel), Qui dirige? Personne, on s'en charge nous même!, Paris, Selio, 1987.
- ROTMAN (Patrick) et HAMON (Hervé), Génération. Les années de rêve, tome 1, Paris, Seuil, 1998 (1988).
- ROTMAN (Patrick) et HAMON (Hervé), Génération. Les années de poudres, tome 2, Paris, Seuil, 1998 (1988).
- Ressources archivistiques et électroniques:
- Fonds Alexis Corbière, Syndicalisme étudiant et extrême gauche (1987-1998). F delta 1082. Archivé par Karel Yon (Nanterre 2001). Disponible à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC).
- Fonds Roger Barralis (BDIC). (D'une moins grande utilité directe car composé d'archives souvent antérieur à la scission de 1971).

Fonds UNEF, Situé au Centre des Archives Contemporaines (Fontainebleau).

Fonds UGE, Situé au Centre d'Histoire Social du XX siècle (P I).

Archives des quotidiens Le Monde, Libération et le Figaro à la bibliothèque municipale de Lyon Part-Dieu. (Pour la recherche d'interventions publiques des acteurs du mouvement de 1995).

« Scalpel, cahiers de sociologie politique de Nanterre » est archivé à la BNF. Création en 1994, Pas de parutions en 1995 et 1996, Bimestriel depuis 1997.

CABRERA (Dominique), Nadia et les hippopotames, Editions Montparnasse, 2001 (Vidéo)

KANDEL (Francis) et SCHNEIDER (Franck), Devaquet si tu savais... Devaquet, if you only knew, Paris, La huit distribution (vidéo)

MORDER (Robi), « Les archives de l'UNEF, chronique de la BDIC », Bulletin du Centre d'histoire de la France contemporaine, Paris X Nanterre, n°13, 1992, p.31-42.

<http://multitudes.samizdat.net/> (Site de la revue militante « Multitudes » sur lequel on peut trouver de nombreux articles et, entre autres, les archives complètes de la revue « Futur Antérieur » (1990-1998).

<http://www.reyo.net/> (Site du militant de l'UNEF-ID Olivier Rey)

Annexes:

(le dossier « Annexes et retranscriptions », joint au mémoire, est à consulter sur place au centre de documentation contemporaine à l'I.E.P de Lyon)